

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2017

N° 170

TOME I

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE

RAA MAI 2017

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 17 mai 2017</i>) (TOME I)	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (<i>Conseil du 17 mai 2017</i>) (TOME II)	3
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (TOME II)	289
<u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE (TOME II)	461

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	Pages
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	10
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	14
COHESION SOCIALE	18
CULTURE	32
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	66
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	125
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	149
HORS COMMISSION	152
LOGEMENT	179
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTIONS DES MILIEUX AQUATIQUES	211
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	219
PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE	226
RESSOURCES HUMAINES	229
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	234
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	243
TRANSPORTS ET MOBILITE	251
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	269

PARTIE 1 – SOMMAIRE
COMMISSIONS

N° DÉLIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	Pages
14632	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Occupation du Domaine Public par station-relais d'émission de téléphonie mobile - Implantation sur les propriétés de la Métropole - Nouvelles conventions types - Avenant aux conventions en vigueur - Autorisation de signature	11
N° DÉLIB	BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	Pages
14635	Biodiversité, Culture scientifique et technique - Écolothèque - Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme EcoMétropole - Expérimentation dans le cadre de la coopérative de services aux communes	15
N° DÉLIB	COHESION SOCIALE	Pages
14628	Cohésion sociale - Dotation Politique de la Ville 2017 - Avenant à la convention cadre d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	19
14629	Cohésion sociale - Adhésion à l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social et Urbain (IRDSU) - Approbation	23
14630	Cohésion sociale - Attribution de subventions - Appel à projets 2017 au Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	26
N° DÉLIB	CULTURE	Pages
14637	Culture - Projet de création du Centre d'Art Montpellier Contemporain - Principe du mode d'exploitation de l'Hôtel de Montcalm par un Établissement Public de Coopération Culturelle - Approbation	33
14638	Culture - Projet « Les arches de la mémoire » - Affectation d'une subvention à l'Association des Amis du Château de Castries - Approbation	35
14639	Culture - Total Festum 2017 - Soutien à la culture Occitane - Affectations de subventions - Conventions de partenariats - Autorisation de signature	37
14640	Culture - Musée Fabre - Exposition Bacon/Nauman - Conventions de partenariat avec Le Monde, New York Times International, Arte et Europe 1 - Autorisation de signature	40
14641	Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat avec la société Acelys - Autorisation de signature	43
14642	Culture – Convention de partenariat 2017 entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et le Festival Radio France Occitanie Montpellier – Autorisation de signature	46
14643	Culture - Médiathèques - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire "Partir en livre 2017" et prise en charge des frais de déplacement des auteurs invités - Approbation	48
14644	Culture - Médiathèques – Conventions de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la 32 ^{ème} édition de la Comédie du Livre – Autorisation de signature	51
14645	Culture - Médiathèques - Opération d'intégration de la médiathèque F. Fellini au sein de la médiathèque E. Zola - Approbation - Demande de subventions	53
14646	Culture - Médiathèques - Renouvellement de la convention de coopération entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 hébergeant le centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	57

PARTIE 1 – SOMMAIRE
COMMISSIONS

14647	Culture - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Convention pour le financement des fouilles archéologiques 2017 - Autorisation de signature	60
14648	Culture - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Conventions de mécénat pour l'exposition "Circulez, y a tout à voir !" - Autorisation de signature	63

N° DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Pages
14610	Développement économique - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour projet Redsaim - Convention - Autorisation de signature	67
14611	Développement économique - Montpellier Capital Santé - Pacte État Métropole - Participation Congrès BioUS San Diego du 17 au 23 juin 2017 - Autorisation de la mission	70
14612	Développement économique - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention au CHU de Montpellier pour projet Neuroradiologie Interventionnelle - Convention - Autorisation de signature	73
14613	Développement économique - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention au CHU de Montpellier pour projet Cyborg - Convention - Autorisation de signature	76
14614	Développement économique - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention à l'Institut du Cancer de Montpellier pour le projet Sun-Fair - Convention - Autorisation de signature	79
14615	Développement économique - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention au CNRS pour projet Incubasciences - Convention - Autorisation de signature	82
14616	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le Projet IBDLR - Convention - Autorisation de signature	85
14617	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Institut National de Recherche Agronomique pour le Projet ARCAD3 - Convention - Autorisation de signature	88
14618	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention CIRAD pour le projet TECHALIM voie humide - Convention - Autorisation de signature	91
14619	Développement économique - Convention de partenariat sur l'Institut du Mentorat avec la CCI Occitanie - Autorisation de signature	94
14620	Développement économique - Espace French Tech - Règlement public et catalogue tarifaire des mises à disposition d'espaces - Approbation	97
14621	Développement économique - French Tech - Déplacement des Référents thématiques - Prise en charge des frais de déplacement - Approbation	100
14622	Développement économique - Soutien aux manifestations - Attribution de Subventions - Conventions - Autorisation de signature	103
14623	Développement économique - Développement International - Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Pékin (Chine) du 20 au 26 mai 2017 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	110
14624	Développement économique - Foire Mondiale de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat de la Chine et Forum International des villes jumelles, du 8 au 13 mai - Participation - Autorisation	113
14625	Développement économique - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi - Avenant 2017 - Approbation - Autorisation de signature	116

PARTIE 1 – SOMMAIRE
COMMISSIONS

14626	Développement économique - Actions Design 2017 - Convention de partenariat avec Labsud - Approbation et autorisation de signature	119
14627	Développement économique - Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et son territoire urbain - Convention de partenariat - Autorisation de signature	122

N° DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	Pages
14591	Développement et aménagement durable du territoire - Révision du Schéma de Cohérence Territoriale - Modalités de collaborations avec les Communes membres - Approbation	126
14592	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et groupe SC Route de Ganges, pour une opération sise 58, rue Georges Denizot 34 000 Montpellier	129
14593	Développement et aménagement durable du territoire - Lancement d'un appel à projet pour faire progresser l'éco-responsabilité territoriale - Associations à Énergie Positive	132
14594	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Cournonterral - Justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit "CANNABE"	135
14595	Développement et aménagement durable du territoire - Ville de Montpellier - Lancement d'une réflexion en vue de la création d'un site patrimonial remarquable de Celleneuve	138
14596	Développement et aménagement durable du territoire - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac - approbation	141
14597	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Beaulieu - Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du projet	143
14598	Développement et aménagement durable du territoire - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Baillargues - Opération d'aménagement du Département sur les RD 26 et 26E1 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	146

N° DÉLIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	Pages
14631	Energie et transition énergétique - Organismes extérieurs - Agence Locale de l'Energie et du Climat - Adhésion 2017	150

150N° DÉLIB	HORS COMMISSION	Pages
14669	Hors Commission - Organismes extérieurs - Représentants de la Métropole au sein de la Commission Locale des Transports Publics Particuliers de Personnes (T3P)	153
14670	Hors Commission - Contrat de partenariat entre la chaîne de télévision MEZZO et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	156
14671	Hors Commission - Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	159
14672	Hors Commission - Convention de partenariat entre la société éditrice du Monde et Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	162
14673	Hors Commission - Plan d'investissement Autoroutier - Protocole d'accord relatifs aux financements des raccordements du Contournement Ouest de Montpellier sur l'Autoroute A709 concédée à la société ASF - Autorisation de signature	164
14674	Hors Commission - Plan d'Investissement Autoroutier - Protocole d'accord relatifs aux financements des raccordements de la Déviation de la RN 113 au droit de Baillargues et Saint-Brès sur l'Autoroute A9 concédée à la société ASF - Autorisation de signature	167

PARTIE 1 – SOMMAIRE
COMMISSIONS

14675	Hors Commission - Ventes de fruits et de légumes sur les dépendances des routes départementales transférées - Procédure d'autorisation - Approbation	170
14676	Hors Commission - Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation	173

N° DÉLIB	LOGEMENT	Pages
14599	Logement - Construction de 74 logements sociaux - Résidence « Philippidès » - Avenue Chancel - Place Marcel Godechot à Montpellier - Attribution de subvention à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	180
14600	Logement - Construction de 46 logements sociaux - Résidence « Les Jardins de Bohème », 267 rue Raimon de Trencavel à Montpellier - Attribution de subvention à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	183
14601	Logement - Construction de 68 logements sociaux à Clapiers et à Montpellier - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	185
14602	Logement - Construction de 6 logements sociaux - Résidence « Le Castelnau », 66 avenue de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SCIC Entreprendre pour Humaniser la dépendance - Convention - Autorisation de signature	188
14603	Logement - Construction de 7 logements sociaux - Résidence « Atlantis II » - Rue du Moulin de Sémalen à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	191
14604	Logement - Construction de 52 logements sociaux - Résidence « Le Zellige », ZAC Saint-Estève lot M4 à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	194
14605	Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Marie Louise » - 997 chemin des Bouisses à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM DOMICIL - Convention - Autorisation de signature	197
14606	Logement - Travaux de réhabilitation de 111 résidences de logements sociaux situés dans diverses communes de la Métropole - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier - Délibération n° 14414 du 27 janvier 2017 - Modification	200
14607	Logement - Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint-Guilhem / Laissac / Sud Comédie - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement locatif - Autorisation de signature	202
14608	Logement - Projet de rénovation Urbaine de Montpellier - Plan de Sauvegarde du Petit Bard - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement locatif - Autorisation de signature	205
14609	Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable Solidaire " 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trente-cinq logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	208

N° DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	Pages
14654	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - PAPI 2 Lez Mosson Etangs Palavasiens - Avenant n°1 - Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Études de maîtrise d'œuvre et études règlementaires - Demandes d'aides financières	212
14655	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - PAPI 2 Lez Mosson Etangs Palavasiens - Avenant n°1 - Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Études de maîtrise d'œuvre et études règlementaires - Demandes d'aides financières	214

PARTIE 1 – SOMMAIRE COMMISSIONS

14656	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Montpellier - Berges en rive gauche du Lez - Acquisition amiable des propriétés cadastrées CO17, CO27, CO154, CP491, CP493 et CP499 dans le cadre des dispositions de la loi "Barnier" - Demande d'aides financières - Autorisation de signature	216
-------	--	-----

N° DÉLIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	Pages
-------------	---	-------

14657	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention tripartite relative à la collecte et à l'usage des conteneurs enterrés pour le pré stockage des déchets ménagers des résidences collectives - Autorisation de signature	220
14658	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Adhésion aux associations AMORCE, METHEOR et AVPU - Approbation	223

N° DÉLIB	PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE	Pages
-------------	---	-------

14636	Proximité, relations avec les usagers, chasse et pêche - Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault - Convention de partenariat en faveur de la protection territoriale - Autorisation de signature	226
-------	---	-----

N° DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	Pages
-------------	---------------------	-------

14633	Ressources Humaines - Régime indemnitaire des médecins et psychologues - Instauration de l'indemnité - Approbation	229
14634	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation	232

N° DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	Pages
-------------	--	-------

14651	Service public de l'eau et de l'assainissement - Assainissement collectif - Intercepteur Est - Commune de Lattes - Protocole transactionnel suite à la réalisation de travaux sur la parcelle BX N°246 (anciennement cadastrée BX N°25) - Autorisation de signature	235
14652	Service public de l'eau et de l'assainissement - Assainissement collectif - Intercepteur Est - Commune de Lattes - Protocole transactionnel suite à la réalisation de travaux sur la parcelle BZ37 - Autorisation de signature	238
14653	Service public de l'eau et de l'assainissement - Achat d'eau potable en gros à la société BRL Exploitation - Convention de livraison avec BRL Exploitation et la Régie des Eaux - Autorisation de signature	241

N° DÉLIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	Pages
-------------	--------------------------------	-------

14649	Sports et traditions sportives - Affectation de subventions - Fonds spécial sport - Convention d'attribution - Autorisation de signature	245
14650	Sports et traditions sportives - Adhésion 2017 à l'association nationale des élus en charge du Sport (ANDES) - Approbation	249

N° DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	Pages
-------------	------------------------	-------

14659	Transports et Mobilité - Engagement de la démarche d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030	252
14660	Transports et Mobilité - Tarification - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Navettes des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Convention de compensation financière - Autorisation de signature	256

PARTIE 1 – SOMMAIRE
COMMISSIONS

14661	Transports et Mobilité - Groupement pour l'insertion des personnes handicapées (GIHP) - Convention d'attribution de subvention concernant le transport des personnes à mobilité réduite - Autorisation de signature	259
14662	Transports et Mobilité - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour le transport scolaire - Autorisation de signature	261
14663	Transports et Mobilité - Déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier - Convention d'exploitation de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute déplacée - Passage supérieur PS993 - Autorisation de signature	263
14664	Transports et Mobilité - Convention de partenariat pour le développement de l'itinérance des services de recharge de véhicules électriques - Autorisation de signature	266

N° DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	Pages
14665	Voirie, Espace Public - Transfert des routes classées dans le domaine public départemental - Route métropolitaine 610 - Déviation Sud de Castries - Demande de subvention auprès de la Région Occitanie - Approbation	270
14666	Voirie, Espace Public - Transfert des routes classées dans le domaine public départemental - Convention pour la maintenance et l'entretien des véhicules transférés avec le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	272
14667	Voirie, Espace Public - Travaux de raccordement électrique sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier et de renforcement électrique du poste Valentibus sur le territoire de la commune de Sussargues - Demande de subvention à Hérault Énergies	275
14668	Voirie, Espace Public - Rénovation Urbaine de la Cité Gély à Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage pour la résidentialisation et l'aménagement des cœurs d'îlots - Approbation - Autorisation de signature	278

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRE JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOÛSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR STATION-RELAIS D'ÉMISSION DE
TÉLÉPHONIE MOBILE - IMPLANTATION SUR LES PROPRIÉTÉS DE LA MÉTROPOLE
- NOUVELLES CONVENTIONS TYPES - AVENANT AUX CONVENTIONS EN VIGUEUR
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n° 6982 du 25 avril 2006, le Conseil avait approuvé la mise en place de conventions-types d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Métropole. Cette délibération fixait également les redevances annuelles d'occupation, leurs modalités d'actualisation et les modalités de renouvellement des conventions.

Le Conseil a modifié les conventions-type par délibération n° 11119 du 8 octobre 2012, afin d'ajouter une annexe précisant les conditions d'intervention des opérateurs de téléphonie ou de leurs exploitants sur les ouvrages de la compétence eau potable transférée par les communes le 1er janvier 2010.

Par délibération n°13174 du 22 juillet 2015, le Conseil a élargi le dispositif existant pour intégrer l'implantation de pylônes-support d'antennes-relais de téléphonie mobile sur les terrains propriétés de la Métropole.

Enfin, la tarification a été actualisée par délibération n°13509 du 16 décembre 2015.

L'évolution de la technologie, par le déploiement de la 4G, se traduit par une demande forte de sites d'implantation par les quatre opérateurs de téléphonie mobile sur tout le territoire métropolitain.

Afin d'accompagner ce déploiement de manière harmonieuse et concerté, en accord avec les projets futurs d'aménagements, de favoriser la couverture des zones peu peuplées, tout en prenant compte le cadre de la loi n°2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, il est proposé de modifier le dispositif existant par :

- La mise en place d'une nouvelle convention-type unique applicable pour tout type d'implantation,
- La simplification du calcul de la redevance d'occupation du domaine public avec l'application d'un tarif forfaitaire pour une installation standard,
- La modulation de la redevance en fonction du secteur d'implantation assortie d'une incitation financière pour la mutualisation des équipements entre opérateurs,
- L'allongement de la durée de la convention à dix ans, renouvelable deux fois cinq ans,
- La production d'une simulation d'exposition aux champs électromagnétiques de l'installation projetée lors de la présentation du projet.

Les conventions actuellement en vigueur avec SFR, pour les équipements sis au stade de la Mosson et sur un terrain lieu-dit Rastouble, avec Orange, au siège de la Métropole et sur un terrain, lieu-dit Rastouble, avec Bouygues Télécom, au siège de la Métropole, bénéficieront également de ces nouvelles dispositions par la signature d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention type entre les opérateurs et la Métropole,
- approuver les redevances correspondantes,
- autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions avec les opérateurs de réseaux téléphoniques, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1141351-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ÉCOLOTHÈQUE
- PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCÈS AU PROGRAMME
ECOMÉTROPOLE - EXPÉRIMENTATION DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATIVE DE
SERVICES AUX COMMUNES**

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

L'Écolothèque, Centre d'éducation à l'environnement de la Métropole comporte quatre secteurs d'activité : l'accueil des classes avec son Centre de ressources, l'accueil de loisirs, l'accueil des centres spécialisés et des crèches, le transfert des compétences d'animation à l'environnement avec le programme ÉcoMétropole. Tous les secteurs d'activité s'adressent aux enfants de toutes les communes de la Métropole ; le programme EcoMétropole met en œuvre le réseau de compétences intercommunales et fait seul, l'objet de ce protocole. Il vise la mutualisation des moyens et des compétences des communes et de l'Écolothèque dans le cadre d'une véritable coopérative de service.

Cette action et le protocole qui en découle ont été construits avec un comité technique de neuf communes animé par la Métropole et l'Écolothèque : Castelneau-le-lez, Clapiers, Fabrègues, Juvignac, Lattes, Lavérune, Saint Jean de Védas, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. Ce comité poursuivra sa mission par l'évaluation de la période expérimentale et la définition des orientations stratégiques.

L'objectif est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales pour tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques.

L'Écolothèque coordonne le programme et mutualise ses compétences via des ateliers pédagogiques intercommunaux, l'accompagnement des équipes d'animation, l'accès à la médiathèque spécialisée et la pédagogie.

La commune s'engage à fournir les conditions matérielles de réalisation du projet tant budgétaires qu'organisationnelles et à faciliter les temps de préparation et de formation de ses agents.

L'Écolothèque et les communes réuniront les données pour réaliser une évaluation commune de l'action et communiquer de façon concertée sur les actions réalisées.

Il est établi un principe d'expérimentation et d'évaluation du dispositif d'une durée d'un an. À l'issue de l'expérimentation, un nouveau protocole sera établi précisant notamment le volet financier de la coopération entre l'Écolothèque et la commune. Concernant la période expérimentale, le protocole est souscrit à titre gracieux.

Les communes partagent au sein du réseau, les compétences et outils de l'Écolothèque et leurs bonnes pratiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole de partenariat entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de partenariat susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142029-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

COHESION SOCIALE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**COHESION SOCIALE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2017 - AVENANT
À LA CONVENTION CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ÉTAT,
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA VILLE DE MONTPELLIER -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution, pour l'année 2017, d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 588 350,75 €. Par délibération en date du 29 mars dernier, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre pour l'attribution de cette dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

La convention ainsi que la délibération prévoient l'élaboration d'un avenant qui précisera la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux, ainsi que leur maître d'ouvrage.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui de des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Le projet d'avenant reprend ce tableau et précise en particulier les modalités de mobilisation de cette dotation :

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole						
<i>Investissement</i>						
Réhabilitation du centre nautique Neptune	Mosson	Métropole	6 641 500 €	25,00%	01-janv-18	1 660 375 €
Aménagement du barrage du Lac des Garrigues	Mosson Hauts de Massane	Métropole	750 000 €	40,00%	01-mars-18	300 000 €
Aménagement de la place Salengro	Figuerolles	Métropole	800 000 €	30,00%	01-janv-18	240 000 €
Centre d'affaires des quartiers multi-services à la Mosson	Mosson	Métropole	300 000 €	20,00%	01-avr-17	60 000 €

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
Fonctionnement						
Accompagnement à l'installation du CAQ (<i>aide à mise en place du fonctionnement et de l'animation</i>)	Mosson	Métropole	80 000 €	50,00%	01-janv-18	40 000 €
Etude sur les lieux d'accueil, d'information et d'orientation de proximité	Tous QPV	Métropole	40 000 €	50,02%	avr-17	20 008 €
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	120 000 €	60,00%	01-juil-17	72 000 €
Sous total Métropole			8 731 500 €			2 392 383 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville						
Investissement						
Sécurisation des écoles face aux risques d'attentat	Ecoles des QPV	Ville	2 193 380 €	25,00%	01-juin-17	548 345 €
Extension et réaménagement de l'école maternelle Pape Carpentier pour recréer des locaux d'usage : salle de motricité, extension du dortoir, du réfectoire	Celleneuve	Ville	2 850 000 €	40,00%	01-juil-17	1 140 000 €
Ecole élémentaire Joseph Delteil : extension de la salle de réfectoire	Petit Bard	Ville	170 000 €	40,00%	10-juil-17	68 000 €
Extension de la crèche Thérèse Santis (+ 20 places)	Près d'Arènes	Ville	500 000 €	25,00%	01-janv-18	125 000 €

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
Réhabilitation de la base nautique et de pleine nature des Garrigues	Hauts de Massane	Ville	541 700 €	30,00%	juil-18	162 510 €
Ecole élémentaire Savary : réaménagement intérieur du restaurant scolaire	Pas du Loup Val de Croze	Ville	185 000 €	30,00%	10-juil-17	55 500 €
Ecole élémentaire Julie Daubié : création de locaux pour le restaurant scolaire	Cévennes	Ville	100 000 €	30,00%	10-juil-17	30 000 €
Ecole maternelle Geneviève Bon : rénovation partielle (sanitaires, étanchéité de la toiture terrasse et fenêtres dans le dortoir)	Petit Bard	Ville	105 000 €	30,00%	10-juil-17	31 500 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : école élémentaire Garibaldi	Lemasson	Ville	169 290 €	20,74%	01-juin-17	35 111 €
Sous total Ville :			6 814 370 €			2 195 966 €
Total général			15 545 870 €			4 588 349 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention cadre attributive de subvention pour la dotation politique de la ville,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1143063-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

COHÉSION SOCIALE – ADHÉSION À L'INTER-RÉSEAUX DES PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (IRDSU) - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

L'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain réunit depuis 1997 des professionnels engagés pour le développement des quartiers et des villes de la Politique de la Ville.

L'IRDSU est une association qui soutient, mobilise et représente des professionnels du développement territorial et notamment du développement social urbain. Son Conseil d'Administration est composé de quatre collèges réunissant des professionnels de la politique de la ville et du développement territorial.

Elle a pour objet de contribuer à la promotion et à l'évolution de la politique de la ville et du développement territorial, et notamment du développement social urbain, en s'appuyant sur les savoir-faire de ses adhérents, par la formalisation et la diffusion de leurs pratiques professionnelles, par le développement de dispositifs d'information, de réflexion collective et de formation, par un travail de proposition et de représentation de ses adhérents auprès des institutions partenaires. Elle favorise notamment la création et le développement de réseaux locaux comme support collectif de proximité pour les professionnels de la politique de la ville et du développement territorial.

A travers une quinzaine de réseaux régionaux, mais aussi à travers des instances nationales, des groupes de travail et des plateformes partenariales, ils structurent des échanges, font valoir leur expertise pour promouvoir des projets de territoire durables participatifs et solidaires, défendre l'ingénierie et les métiers de la politique de la ville et du développement territorial et peser dans le débat public.

L'IRDSU propose notamment dans ce cadre de nombreuses journées régionales, journées nationales, ateliers et publie une lettre d'information et des outils d'échanges.

Dans le cadre de ses missions d'animation et de coordination de la politique de la ville, le groupement d'intérêt public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP DSUA) dont les missions sont menées depuis le 10 janvier 2017 par la Direction de la Politique de la ville de la Métropole, adhère à cette association, et a pu bénéficier en conséquence de ces nombreuses expertises, retours d'expériences et animations thématiques.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre cette dynamique et adhérer à cette structure dont d'autres collectivités et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sont déjà membres.

Le montant de la participation des collectivités et groupements est fixé au prorata de la population, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole une cotisation de 1 000 € au titre de l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Inter-Réseaux pour les professionnels de Développement Social Urbain (IRDSU) pour l'année 2017 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14629

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142636-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

COHÉSION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPEL À PROJETS 2017 AU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Les partenaires du contrat de ville ont convenu du lancement d'un appel à projets 2017 sur la base des objectifs et résultats attendus figurant dans les fiches opérationnelles constituant la déclinaison opérationnelle du Contrat de ville. Seuls les objectifs dont la réalisation nécessite la mobilisation des opérateurs associatifs ont été ouverts à l'appel à projets. Ils concernaient les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

En 2017, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 180 projets réalisés à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires (contre 142 en 2016), pour un montant total sollicité de 985 655 € (contre 550 735 € en 2016).

A l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, d'une analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au Contrat de ville et d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à 73 projets proposés par 61 associations, pour un total de 199 800 euros dont :

- 111 500 € pour l'axe développement économique - emploi – insertion,
- 88 300 € pour les 4 autres axes du contrat de ville.

Sigle de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée 2017
Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (DDEE)		
AJPPN	Guidance socioéconomique	3 000 €
ACLE	Dynamique Jeunes Cévennes	2 000 €
APIEU - Territoires de Montpellier	Des métiers verts pour mon quartier et pour moi...	2 000 €
APIJE	Femmes V.I.P. (Vers l'Insertion Professionnelle)	4 500 €
	EXPERIENCE SOUHAITEE : Jeunes femmes en mouvement vers l'emploi	6 000 €
CENTRE APAJ	Webactions	3 000 €
	Médiemploi	7 500 €
CIDFF	FEMME EGALITE EMPLOI	5 000 €
CORALINE	Passeports mise en situation professionnelle	6 000 €
DeFI	IVAL.COM (Valorisation des COMPétences de base pour l'Insertion économique)	3 000 €
FACE	Ecole TEKNIK	2 000 €
FJT CASTELLANE-HABITAT JEUNES	PRIJ Itinérant	2 000 €
Gammes	Appui administratif au réseau Rapsol3M	3 000 €
IMEIF (Institut méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Atelier socio linguistique femmes à visée professionnelle	3 000 €
IMPSL (Initiative Montpellier Pic St Loup)	Fonds d'excellence quartier	10 000 €
Inforim Léo Lagrange	Le Club	5 000 €
Kaina Tv	Reporters citoyens numériques	15 000 €
kalisi	Facilité l'accès à l'emploi et à la professionnalisation pour TOUTES	2 000 €
NOUAS	Favoriser le rapprochement de l'Offre d'emploi identifiée avec la Demande dans les quartiers prioritaires.	5 000 €
	Français à visée emploi	2 500 €
Octopus Expression	Chantier expressions	3 000 €
PFCA34	Animer le Qui Fait Quoi de l'accompagnement à la création d'activités	10 000 €
RESURGENCES 34	Sas Diagnostic Projet	2 000 €

UNI'IONS	Coulisses Solidaires	5 000 €
TOTAL DDEE Contrat de ville 2017 :		111 500 €
Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (SPV)		
ACLE	Ateliers sociolinguistiques *	1 000 €
	Médiation sociolinguistiques	1 500 €
	LAM: lieu accès multimedia	2 000 €
Adages espace famille	Le Français au quotidien comme vecteur d'intégration *	1 000 €
Adages-MDL	Médiation linguistique et interculturelle liée au logement 2017	1 000 €
Association Jeunes Phobos Paillade Nord (AJPPN)	Promotion actions éducatives	1 500 €
Ass. Nationale Compagnon Bâtisseurs LR (ANCB)	Ateliers de Quartier	7 000 €
	Espace ressource habitat	2 500 €
Ass.le Clos de la Fontaine	Autonomie et maîtrise des NTIC	1 500 €
ARDI	Action socio-éducative *	1 000 €
AVEC	Aide éducative auprès des parents	500 €
Boutique d'Ecriture &CO	Education parentalité	3 000 €
	Citoyenneté et apprentissage du français	3 000 €
Brand à part	Le cinéma pour tous: les projections et rencontres mensuelles	1 000 €
CGPME - LR	Tremplin objectif passeport pour la PME	2 000 €
Comité départemental sport adapté de l'Hérault (CDSA)	Sport adapté QPM Quartier Paillade Mosson	1 000 €
CCI - MSF	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	2 500 €
Cie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	2 500 €
Cité citoyenne	Tremplin pour un stage réussi	1 000 €
CLCV - union locale	consommation énergétique post réhabilitation aux Cévennes	900 €
	Le rapport locatif dans 4 copropriétés de la Mosson	1 000 €
	les habitants du petit Bard, contrôle des charges et décence	1 000 €
DeFI	Pôle actions sociolinguistiques	5 000 €
ESSOR	Echange et partage: soutien à la parentalité	1 000 €
FACE	Pour un stage réussi	2 000 €

Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (SPV)		
FJT Castelane	Boutique Logement Jeunes	2 000 €
GSC	Objectif stage réussi	1 000 €
Humain trop Humain	Ateliers numériques pour les jeunes: faciliter et accompagner leur accès	2 000 €
Idéokilogramme (IKG)	Expérience artistique et sociale Armand Gatti	1 000 €
Institut de victimologie LR	accompagnements psychologiques de jeunes	4 000 €
Jasmin d'Orient	Maîtrise de la langue française *	2 500 €
La Vista	Actions culturelles du théâtre la Vista	1 500 €
	Pass Vista	1 000 €
Le Passe Muraille	Des jardins partagés au cœur de la Paillade	1 000 €
L'élan C	Balades historiques	200 €
Les 4 Horizons	Club de foot	2 000 €
L'oiseau lyre	Ateliers contes	1 000 €
Mademoizel'prod	L'habit fait la femme	1 000 €
MDA (Maison des adolescents)	actions spécifiques pour les jeunes des QPV	1 000 €
Mosaïque HJ	Ateliers jardins adaptés aux seniors fragilisés	1 000 €
PACIM	Générations solidaires à la Mosson	1 500 €
PULX	District Danse	2 000 €
RAIPONCE	Raiponce *	2 500 €
Solidarité DOM TOM	POF pour tous *	1 000 €
	accès aux droits numériques	1 000 €
Secours populaire français SPF	Les chemins de la culture et la lutte contre l'exclusion	1 000 €
Tin Hinan	Vers une intégration sociolinguistique réussie	3 500 €
UFOLEP 34	SportCitoyen 11-17 ans	1 500 €
	Accueil jeunes Mosson	1 500 €
UNI'IONS	L'atelier HIP HOP	2 200 €
Union sportive grabelloise	Fifoot	1 000 €
TOTAL SPV Appel à projets contrat de ville 2017 :		88 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142637-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – PROJET DE CRÉATION DU CENTRE D'ART MONTPELLIER CONTEMPORAIN - PRINCIPE DU MODE D'EXPLOITATION DE L'HÔTEL DE MONTCALM PAR UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Engagée depuis juin 2014 dans une opération de création d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel de Montcalm (ex projet Musée de l'Histoire de France en Algérie (MHFA)), Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité intégrer ce projet dans une démarche ambitieuse, innovante et fédératrice, en associant à l'Hôtel de Montcalm deux des institutions culturelles d'art contemporain majeures du territoire : l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (EPCC ESBAMA) et le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée (Ville de Montpellier).

Novateur dans sa forme puisque construit sur une option multi-sites, Montpellier Contemporain (MoCo) deviendra ainsi la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Afin de développer les synergies les plus larges possibles entre les trois établissements qui composent le MoCo, et d'assurer par la même le renforcement de l'identité, de la complémentarité et du rayonnement de chaque lieu, la gestion du MoCo par un établissement public de coopération culturelle (EPCC) unique s'est imposée.

Dispositif phare de la décentralisation culturelle, créé par la loi n°2002-6 du 04 janvier 2002, statut obligatoire des écoles d'art françaises conformément aux accords de Bologne, l'EPCC est une structure juridique permettant de nouer un partenariat équilibré entre l'État et les collectivités territoriales et leur groupement, ou entre elles seules, pour la gestion d'équipements culturels. Il en existe désormais plus de 90 en France, ce qui souligne le succès de cette formule.

La création de l'EPCC MoCo, prévue pour juillet 2017, résultera d'une évolution statutaire de l'EPCC ESBAMA, par l'intégration de l'Hôtel de Montcalm et de La Panacée, sur laquelle le Conseil de Métropole sera amené à se prononcer ultérieurement, dès lors que le Conseil d'Administration de l'EPCC ESBAMA aura délibéré sur ses nouveaux statuts.

L'Hôtel de Montcalm étant en phase de rénovation, il n'est à ce jour pas pourvu de personnel dédié. Les ressources nécessaires à son exploitation seront déployées progressivement entre fin 2017 et juin 2019.

Les personnels de Montpellier Méditerranée Métropole concernés par cette transformation seront donc les 23 agents déjà mis à disposition de l'EPCC ESBAMA. Ces agents seront associés au projet tout au long du processus de création, par le biais de réunions de travail et/ou d'information. Lors de sa séance du 19 avril 2017, le Comité Technique a rendu un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le mode d'exploitation de l'Hôtel de Montcalm par un établissement public de coopération culturelle,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142789-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – PROJET « LES ARCHES DE LA MÉMOIRE » - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES AMIS DU CHÂTEAU DE CASTRIES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'association des Amis du Château de Castries organise dans le cadre d'un projet intitulé « les arches de la mémoire » porté par le Général d'armée Elrick Irastorza un week-end d'activités culturelles sportives et mémorielles.

Les différentes activités, proposées gratuitement au public les 1^{er} et 2 juillet, mettront la ville « à l'heure américaine » en rappelant et ravivant les liens historiques qui unissent Castries et les Etats-Unis tout en mettant à l'honneur des traditions et pratiques sportives aujourd'hui largement partagées.

La mission centenaire de la Première Guerre Mondiale a labellisé et soutenu ce projet pour son caractère innovant, structurant et original sur le thème de l'arrivée des troupes américaines et leur impact sur la construction des villes qui les ont accueillies et leur population.

Ce projet dont le coût est estimé à 30 000 € bénéficie du soutien logistique de la municipalité de Castries, de mécènes locaux (16 000 €), de la Mission du Centenaire de la première guerre mondiale (5 000 €) et de la Caisse d'Epargne (4 000 €).

Compte tenu du caractère international de cette manifestation et du rayonnement qu'elle occasionne pour le territoire de la Métropole, il est proposé de soutenir financièrement l'association des Amis du Château de Castries par l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 5 000 € à l'association des Amis du Château de Castries pour la mise en œuvre du volet 2017 du projet « les arches de la mémoire » ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142815-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**CULTURE – TOTAL FESTUM 2017 - SOUTIEN À LA CULTURE OCCITANE
- AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIATS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane, Montpellier Méditerranée Métropole s'associe à la onzième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Occitanie-Pyrénées Méditerranée.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices tiennent compte des critères d'exigences envers notamment la promotion de la langue occitane soutenue par la Région Occitanie-Pyrénées Méditerranée, mais également de l'intérêt culturel pour l'entité à défendre sur le territoire métropolitain, les initiatives valorisant et promouvant ce patrimoine immatériel.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient les manifestations valorisant la culture occitane sur le territoire des communes suivantes :

1/ Projets labellisés Total Festum :

Communes / Association bénéficiaire	Montant accordé
Murviel-lès-Montpellier : Léart d'U	3 000
Montpellier : Intercal	2 000
Saussan	1000
Cournonterral : Le Chevalet de Cournonterral	2 400
Cournonsec : Cop Sec	1 000
Villeneuve-lès-Maguelone : Emergence	1 000
Saint Jean de Vedas	500
Sous -Total 1	10 900

2/ Projets hors Total Festum :

Compte tenu de l'intérêt culturel pour la Métropole de défendre sur le territoire métropolitain les initiatives valorisant la culture occitane, il est proposé de soutenir une autre manifestation en marge du label régional « Total Festum » :

Communes	Montant accordé
Saint Geniès des Mourgues	500
Sous-Total 2	500

Le total des aides apportées par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 11 400€.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142818-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92.

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MUSÉE FABRE - EXPOSITION BACON/NAUMAN - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE MONDE, NEW YORK TIMES INTERNATIONAL, ARTE ET EUROPE 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Du 1^{er} juillet au 5 novembre 2017, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face ». Elle célèbre le 40^{ème} anniversaire du Centre Pompidou et les 10 ans de réouverture du musée Fabre.

Cette exposition, exceptionnelle au regard de la qualité des œuvres, se doit d'être l'objet d'une communication particulièrement dynamique et ambitieuse.

Il s'agit dès lors de nouer des partenariats prestigieux avec des médias nationaux et internationaux, afin d'avoir, à moindre coût, le plus large retentissement possible.

Le Monde, New York Times International, Arte et Europe 1 ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité exceptionnelle assurera un rayonnement médiatique sur le territoire national et européen auprès des publics cibles de l'exposition.

Cette action de partenariat intervient dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition. De même, le musée Fabre s'engage à offrir à :

- Arte : 100 billets d'entrées, 5 catalogues et 20 cartons d'invitations au vernissage,
- Europe 1 : 120 billets d'entrées, 10 catalogues,
- New York Times : 15 billets d'entrées, 2 catalogues.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'évènement.

Le Monde s'engage à offrir :

- un pavé de une dans le quotidien (valeur 31 000 € H.T.) et une demi-page dans le M Magazine (valeur 13 500 € H.T.),
- une mise en avant de l'évènement dans la zone "Exclusivité lecteurs" en Home Page du site internet « monde.fr ».

Et à appliquer :

- une remise "partenariat" pour un achat à tarif préférentiel d'un quart de page dans la rubrique Culture et d'une demi-page dans le M Magazine, soit un brut valorisé de 92 000 € H.T., facturé au musée Fabre : 10 000 € H.T.

Le New York Times International s'engage à offrir :

- une pleine page dans le T mag summer (valeur 19 000 € HT),
- une insertion d'un quart de page dans le quotidien (valeur 21 000 € HT).

Et à appliquer :

- une remise « partenariat » pour un achat à tarif préférentiel d'un quart de page dans le « special report » et d'une campagne digitale sur leur site internet et réseaux sociaux, soit un brut valorisé de 96 000 € H.T., facturé au musée Fabre : 8 000 € H.T.

Arte s'engage à offrir :

- quinze passages de promotion de l'exposition dans le cadre de son programme d'agenda culturel intitulé « Coups de cœur d'ARTE ».

- la diffusion sur son site Internet de cette séquence pendant toute la durée de l'exposition.

La valorisation s'élève à 75 000 € HT, le budget pour le musée étant de 0 €

Délibération n° 14640

Europe 1 s'engage à faire bénéficier le musée de :

- une campagne de spots de 20 secondes sur Europe 1 en floating,
- la mise en place d'un jeu auditeurs sur europe1.fr via le Club Europe1 (visibilité de 3 semaines + présence dans la newsletter d'Europe 1),
- d'un article sur europe1.fr mettant en avant l'exposition,
- de posts sur leurs réseaux sociaux,
- d'un soutien de l'ensemble des intégrations antenne, émissions et interviews.

La valorisation s'élève à 155 000 € HT, le budget pour le musée étant de 10 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de partenariat avec Le Monde, New York Times International, Arte et Europe 1,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmcl142799-

DE-1-1.

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ ACELYS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre prépare pour l'été 2017 l'exposition *Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à Face* présentée du 1^{er} juillet au 5 novembre 2017. Cette exposition sera dédiée à deux artistes majeurs du XXe siècle : Francis Bacon et Bruce Nauman, deux générations d'artistes développant des univers artistiques différents. A travers une soixantaine d'œuvres, la confrontation des deux parcours renouvelle en profondeur le regard porté sur ces artistes majeurs de la modernité.

Cette exposition est organisée en collaboration avec le Centre Georges Pompidou à l'occasion de ses quarante ans. Pour partager cette célébration avec les plus larges publics, il propose un programme inédit d'expositions, de prêts exceptionnels, de manifestations et d'événements pendant toute l'année, partout en France. S'associant au Centre Pompidou, le musée Fabre célèbre également les dix ans de sa réouverture.

Souhaitant optimiser ses ressources et renforcer les liens entre le milieu de la culture et le secteur entrepreneurial, le musée Fabre développe un programme de prospection de mécènes en direction des chefs d'entreprise du territoire local et régional.

Depuis plus de quinze ans, Acelys intervient auprès des entreprises de la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée dans la transformation de leurs métiers et de leurs systèmes d'information. Membre de la French Tech – Montpellier Métropole Numérique, la société Acelys souhaite s'inscrire durablement dans la promotion du territoire montpelliérain en soutenant le musée Fabre, équipement culturel majeur de la Métropole.

La société Acelys souhaite renforcer ses liens avec le musée en soutenant l'exposition *Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à Face*, sous la forme d'un mécénat de compétence relatif à la conception d'un teaser web et d'une application numérique d'aide à la visite.

Cette action de mécénat de compétence de 38 265 euros HT, soit 45 918€ TTC intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier. Il est par ailleurs stipulé sur la convention que le mécène bénéficie d'un crédit de contreparties sous forme de réalisation d'une ou plusieurs prestations disponible dans la grille tarifaire du musée Fabre et à la billetterie du musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser la société Acelys communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Acelys à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à Face*.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et cessera de plein droit de produire effet le lendemain du jour de clôture de l'exposition au musée Fabre de Montpellier soit le 6 novembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes la convention de mécénat avec la société Acelys,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec la société Acelys, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmcl142534-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT 2017 ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Radio France et Montpellier Méditerranée Métropole, avec le concours d'autres partenaires, collaborent chaque année dans le cadre d'un festival d'été dénommé « Festival Radio France Occitanie Montpellier ».

La structure juridique en charge de la manifestation est l'Association Festival de Radio France Occitanie Montpellier dont le Conseil d'Administration comprend des représentants de Radio France et de la Région Occitanie.

Le Festival de Radio France Occitanie Montpellier constitue un événement de grande envergure comprenant un nombre important de concerts et de manifestations proposés en différents lieux de la Métropole. Ce Festival qui aura lieu, à Montpellier, du 10 au 28 juillet 2017, programme du 17 au 27 juillet 2017 son cycle de concerts de jazz sur le site du Domaine d'O à Montpellier.

Afin de le rendre plus attractif, il a été décidé d'associer le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole en lui confiant la programmation musicale de 11 débuts de soirée pour cette édition 2017. Ces avant-concerts auront lieu, en plein air dans la pinède du Domaine d'O, du 17 au 27 juillet. Pour tous ces avant-concerts, le CRR assumera la programmation artistique des prestations et la fourniture des instruments.

Le Festival Radio France Occitanie Montpellier s'engage, d'une part, à mettre à disposition un technicien chargé du montage, de la régie et du démontage ainsi qu'un technicien son et, d'autre part, à rémunérer chaque musicien sur la base d'un cachet brut de 117 € par soirée et à verser à chacun, par soirée, une indemnité repas de 9.00 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention de partenariat 2017 entre le Festival Radio France Occitanie Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142442-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION À LA MANIFESTATION LITTÉRAIRE "PARTIR EN LIVRE 2017" ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES AUTEURS INVITÉS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Pour la troisième année consécutive, le réseau des médiathèques participera à « Partir en livre », la grande fête du livre pour la jeunesse, manifestation nationale pilotée depuis 2015 par le Centre National du Livre (Ministère de la Culture). Les dates ont été fixées du 19 au 30 juillet 2017.

Cet événement a pour objectif de promouvoir la lecture auprès des jeunes, en amenant le livre vers les publics sur leurs lieux de vacances ou de loisirs, en plein air.

En 2016, la programmation hors les murs du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole était l'un des deux événements labellisés par le Centre National du Livre dans la région Occitanie. La participation du réseau a connu un franc succès, tant du point de vue de la fréquentation que de la qualité des échanges avec les enfants et leurs familles autour du livre et de la littérature jeunesse. Cette manifestation s'inscrit pleinement dans la programmation culturelle annuelle du réseau des médiathèques, tournée vers la médiation du livre et de la lecture auprès des habitants de la Métropole, et s'intègre pleinement à l'*Année du Livre* du réseau des médiathèques.

Cette année, la programmation se déclinera en quatre axes principaux :

- des rencontres et ateliers avec des auteurs de littérature jeunesse et de bande dessinée sur le territoire : Cédric Ghorbani, Jérôme Derache, Raphaëlle Marx, Thomas Bonin, Alain Peticlerc, Isabelle Wlodarczyk, Perrine Boyer, Pascale Breyse, Clémentine Sourdais et Audrey Garnier,
- l'accueil d'un auteur en résidence de médiation pendant la durée de la manifestation : l'auteur et illustratrice jeunesse Cécile Gambini,
- une création d'improvisation autour de la littérature et du livre de la Compagnie B.A.O. pour animer le point lecture à la plage du Pilou de Villeneuve-lès-Maguelone,
- des propositions de spectacles variées.

Pour la troisième année consécutive, le réseau des médiathèques s'associera à « Piscines en fête », en œuvrant ainsi à la complémentarité des actions des équipements métropolitains, et à différentes communes de la Métropole pour la mise à disposition de certains lieux. Nouveauté pour cette édition, nous investirons le lac du Crès, le Parc Zoologique de Montpellier et le parc Laporte à Castelnau-le-Lez.

Aussi est-il proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette manifestation pour laquelle le réseau des médiathèques bénéficie à nouveau pour 2017 d'une labellisation, d'autoriser la demande d'une subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre au profit du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa programmation estivale. Le budget prévisionnel de cette opération s'élève à 27 850 €, il est proposé à l'Assemblée d'autoriser la prise en charge de la totalité des frais réels liés à la venue des auteurs invités, pour un montant maximal total de 3 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention d'un montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire "Partir en livre 2017",
- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue des auteurs suivants, invités dans le cadre de cette manifestation : Cécile Gambini, Clémentine Sourdais, Pascale Breyse et Audrey Garnier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

Délibération n° 14643

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142547-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE DANS LE CADRE DE LA 32ÈME ÉDITION DE LA COMÉDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

À l'occasion de la 32^e Comédie du Livre, plusieurs partenariats sont mis en place pour la réalisation de projets spécifiques liés à cette manifestation littéraire et formalisés par la signature de conventions :

- Une convention de partenariat entre l'Académie de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Réseau Canopé de Montpellier a pour objet la réalisation, la parution et la diffusion du tome 8 des *Mystères de Montpellier*.

La direction de projet et la réalisation du volume sont assurées par le Réseau Canopé et le financement est pris en charge par la Ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole accueille, dans le cadre de la 32^e Comédie du Livre, une rencontre autour de la sortie du livre, et met à disposition du Réseau Canopé un stand pour la promotion du volume. Cet engagement de la Métropole est sans surcoût financier.

L'Académie de Montpellier assure l'expertise pédagogique du projet et prend à sa charge l'intervention d'un écrivain auprès des classes participantes.

- Une convention de partenariat entre la Communautés de Communes du Grand Pic Saint Loup, le Syndicat des vignerons du Pic Saint Loup et Montpellier Méditerranée Métropole a pour objet d'encadrer l'organisation de la soirée d'accueil des écrivains. Cette soirée aura lieu le jeudi 18 mai au château La Roque, à Fontanès.

Le Syndicat des vignerons reçoit, dans un des domaines de l'appellation, la soirée d'accueil des écrivains et met à disposition de la manifestation 300 bouteilles pour les 7 repas de la Comédie du Livre (dont la soirée inaugurale). La Communauté de Communes assure la prise en charge de l'animation musicale de la soirée d'accueil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142540-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - OPÉRATION D'INTÉGRATION DE LA MÉDIATHÈQUE F. FELLINI AU SEIN DE LA MÉDIATHÈQUE E. ZOLA - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Médiathèque F. Fellini a été aménagée en 1995 avec la vocation originelle d'être une vitrine dans le domaine de la vidéo et des images animées, antérieurement à la création de la médiathèque centrale E. Zola, en 2000. Aujourd'hui, ces deux bâtiments constituent les deux pôles centraux du réseau de lecture publique de Montpellier Méditerranée Métropole, et totalisent près de 725 000 entrées par an.

Une étude de programmation générale et de faisabilité, motivée par les contraintes de fonctionnement et de sécurité de la médiathèque F. Fellini, ainsi que par son intégration dans un ensemble immobilier comportant d'autres tiers, a été menée depuis février 2016 par le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage ABCD, afin d'examiner l'évolution envisageable de cet équipement culturel.

Au terme de cette étude, le scénario d'intégration de l'offre de la médiathèque F. Fellini sur le site de la médiathèque E. Zola a été proposé comme évolution souhaitable.

Ce choix se fonde sur la possibilité d'offrir une meilleure lisibilité et une plus grande commodité pour le public, en réunissant toute l'offre de la centrale sur un même site. L'objectif du projet n'est pas de transposer l'offre actuelle de la médiathèque F. Fellini dans le bâtiment de la médiathèque E. Zola, mais bien de remettre de la cohérence dans les offres de la médiathèque centrale et de repenser ses aménagements pour répondre aux pratiques actuelles des usagers, tout en mutualisant certaines fonctions.

Ce projet d'intégration de l'offre de la médiathèque F. Fellini au sein de la médiathèque E. Zola a surtout vocation à s'ancrer dans la longue et riche histoire entre le cinéma et la ville de Montpellier.

Au fil des années, la médiathèque F. Fellini a initié et développé des liens forts avec de nombreuses manifestations culturelles, dont le Festival international du cinéma méditerranéen Cinemed. Elle est aussi un lieu de ressources et accueille quotidiennement de nombreuses structures (associations, écoles, universités...) tout en proposant un large panel de ressources cinématographiques pour le grand public. Les aménagements envisagés permettront de poursuivre et d'amplifier ces partenariats, dans des conditions accrues de confort et de techniques.

Tout en restant fidèle à la diversité de cette offre, cette restructuration permettra notamment de donner une nouvelle impulsion à la collaboration avec l'Institut national de l'audiovisuel. De même, la médiathèque centrale est un maillon du réseau du cinéma documentaire coordonné par la Bibliothèque publique d'information. Elle est également en lien étroit avec d'autres structures dédiées au cinéma à Montpellier comme le cinéma Léo Malet, des écoles spécialisées etc. Il va de soi que ce nouveau projet permettra d'aller plus loin encore dans la coopération avec ces différents acteurs.

L'émergence notable et durable de la culture de l'écran (écrans connectés, ordinateurs, consoles de jeux, smartphones) rend d'autant plus nécessaire pour un réseau moderne de médiathèques de disposer d'une médiathèque vitrine dans le domaine des images animées : cette vocation originelle de la médiathèque F. Fellini est plus pertinente que jamais à l'ère numérique. C'est pourquoi le projet donne toute sa place aux jeux vidéo, secteur particulièrement dynamique à Montpellier, et au multimédia.

Ce scénario de rassemblement de l'offre sur un site unique, comporte principalement les éléments de programme suivants :

- Au rez-de-chaussée : transformation de l'auditorium en salle dédiée au cinéma par l'aménagement principal d'un gradin fixe de 200 places, et réorganisation du forum de l'actualité ;
- Au rez-de-chaussée haut : création des espaces dédiés aux jeux vidéo ;
- Au premier niveau : création de 600 m² de surfaces en mezzanine afin de créer une petite salle de projection de 50 à 60 places, et les espaces de visionnage de la vidéothèque et la bibliothèque du cinéma (prêt de livres, de CD et de DVD) ;

Sous la mezzanine, une salle de travail sera transformée en laboratoire d'innovation au sein duquel un espace modulable de médiation numérique permettra d'expérimenter les possibilités ouvertes par les technologies numériques, dont celles issues de la FrenchTech.

- Au troisième niveau, à l'emplacement de l'actuelle salle de consultation des archives municipales : création d'un espace dédié aux expositions patrimoniales.

- Au troisième niveau bas : restructuration des espaces de travail libérés par le service des Archives municipales, création d'un espace de réunion, réorganisation des espaces de traitement des documents, regroupement des espaces du service patrimoine et extension du service des retours décentralisés.

Ce programme totalise une intervention sur environ 2 251 m², dont 600 m² sont à créer en mezzanine.

Sur la base de ce programme général, le montant des travaux est évalué à 2,5 millions d'euros HT, ainsi que 1,2 millions d'euros HT de mobilier, pour un budget prévisionnel global estimé de l'opération de 5,2 millions d'euros HT (valeur janvier 2017).

Le calendrier de l'opération s'échelonne de 2017 à 2020 et permet de commencer les travaux sans attendre le départ des Archives municipales. De plus, le phasage permet de faciliter l'ouverture partielle de l'équipement pendant les travaux.

Conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), afin tout à la fois d'assurer une bonne coordination avec le projet de transfert des archives municipales, opération actuellement conduite en mandat SA3M, et de gérer au mieux un projet techniquement complexe nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre techniques et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de ce projet. La rémunération est fixée à 300 000 euros HT.

A cet effet, il lui sera confié le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes relevant des attributions du maître d'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

La convention à intervenir est exclue du champ d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, sur la base des trois conditions posées par l'article 17 III de ladite ordonnance, à savoir l'exercice par le pouvoir adjudicateur sur la personne morale concernée d'un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, la réalisation par cette personne morale de plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent et l'absence pour la personne morale contrôlée de participation directe de capitaux privés, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par la loi qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée.

Enfin, il convient également d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération globale.

Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment, comprenant un volet scénographique selon les espaces traités, et complétée par des missions complémentaires circonstanciées, conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi "MOP") et ses décrets d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe du lancement de l'opération d'intégration de la médiathèque F. Fellini au sein de la médiathèque centrale E. Zola ;
- approuver les demandes de subventions d'un montant le plus large possible auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140901-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER 3 HÉBERGEANT LE CENTRE RÉGIONAL DU SUDOC-PS LANGUEDOC-ROUSSILLON ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

L'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) a développé le Sudoc (catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche), et le catalogue collectif national des publications en série (revues, périodiques, collections). Il est interrogeable librement et gratuitement via le Web.

Toute structure documentaire française, quel que soit son statut (bibliothèque universitaire, bibliothèque municipale, centre de documentation, centre d'archives, etc.) peut devenir membre du réseau Sudoc-PS pour signaler et valoriser ses collections. Toutes les collections sont accessibles aux utilisateurs, par prêt des originaux, fourniture d'une reproduction par le dispositif du prêt entre bibliothèques ou mise à disposition pour consultation sur place ou accès distant.

La médiathèque centrale de Montpellier Méditerranée Métropole possède d'importantes collections de revues et journaux, notamment des titres anciens, susceptibles d'intéresser un public d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. Afin de donner une visibilité accrue, nationale voire internationale à ces fonds, et d'en ouvrir l'accès à un public distant, le réseau des médiathèques adhère au réseau du Sudoc-PS depuis 2014.

La convention de coopération a pour objet de définir les conditions de coopération entre le centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon, rattaché à la Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole : récupération de notices pour les titres non présents dans le catalogue du réseau des médiathèques pour éviter toute saisie, mise à jour en ligne des états de collections (volume, tome, année, mois, jour), support technique pour accéder au catalogue en ligne, formation et accompagnement du personnel.

Tout en participant à une meilleure complétude du catalogue local du réseau des médiathèques, cette coopération s'inscrit dans ses missions régionales et nationales. Ce catalogue, auquel toutes les grandes bibliothèques participent, est un outil de collaboration important entre bibliothèques de lecture publique et bibliothèques de l'enseignement supérieur.

Par délibération n°11868 en date du 24 septembre 2013, le Conseil avait approuvé la signature d'une première convention avec la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier relative à ce projet de coopération. Cette convention étant arrivée à échéance en décembre 2016, il est aujourd'hui proposé de la renouveler pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération avec l'Université Paul Valéry Montpellier hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1141030-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES 2017 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2011, le CNRS, pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'UMR 5140, est chargé de la gestion de projets participant à la mise en place de fouilles archéologiques sur le site archéologique *Lattara*, commune de Lattes et le site archéologique du *Castellas*, commune de Murviel-lès-Montpellier, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. En 2016, s'y est ajouté le site du siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone.

Cette collaboration s'inscrit dans le cadre d'une convention qui précise les modalités de financement et de participation de chacun des trois partenaires. Dans le cadre de ces projets de fouilles sur le site de *Lattara* (du 19 juin au 16 juillet, période de fouilles, puis du 17 au 23 juillet pour le travail post-fouilles), durant trois mois sur le site du *Castellas* (fouilles du 29 mai au 27 août) et sur le site du siège épiscopal de Maguelone (fouilles du 4 septembre au 30 septembre), Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa contribution financière à hauteur de 71 250 €, soit 12 250 € pour *Lattara*, 50 000 € pour le *Castellas* et 9 000 € pour Maguelone.

Dans cette même optique, la Commune de Murviel-lès-Montpellier soutient activement les campagnes de fouilles. Elle prend notamment en charge la mise à disposition de douches pour les fouilleurs, elle garantit l'usage de locaux pour le stockage et l'étude des vestiges archéologiques, de matériel informatique durant la période des fouilles, l'aide au débroussaillage du site ainsi que les coûts liés aux fluides.

Le CNRS, quant à lui, initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherches sur chacun de ces deux sites. Chaque secteur fouillé soulève ainsi une problématique spécifique. Pour répondre à ces problématiques, il est essentiel de faire appel à une équipe de recherche forte et nombreuse, et de se prévaloir de nombreux partenaires.

Sur le Site archéologique *Lattara*, les recherches de 2017 auront pour objectif de réaliser, dans un premier temps, une fouille extensive sur la zone portuaire, bordée par le canal, cela afin d'identifier, dater et étudier les structures et bâtiments en lien avec l'activité portuaire qui ont été détecté par les prospections géophysiques de 2016. Pour le Site du *Castellas*, la campagne de fouilles concernera l'étude de l'occupation de l'oppidum primitif de la ville haute, l'exploration d'un quartier d'habitat de la ville basse et le dégagement complet du centre monumental.

Concernant le site du siège épiscopal de Maguelone, les fouilles permettront de comprendre ce que fut la vie dans cette tranche d'histoire qui vit s'affronter le Nord et le Sud, romains et barbares, chrétiens et musulmans et constituent un complément indispensable à la fouille de la ville portuaire de *Lattara*, matrice de l'histoire de Montpellier et des villages du littoral.

Il convient donc de poursuivre le partenariat mis en place, en établissant une nouvelle convention, pour l'année civile 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Murviel-lès-Montpellier et le C.N.R.S. pour le financement de la campagne de fouilles archéologiques 2017 sur les sites de *Lattara* à Lattes, du *Castellas* à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14647

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142423-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTIONS DE MÉCÉNAT POUR L'EXPOSITION "CIRCULEZ, Y A TOUT À
VOIR !" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

À l'occasion des deux projets de Contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier (CNM) et du déplacement de l'autoroute A9 Montpellier (DA9M), des opérations archéologiques d'une envergure exceptionnelle ont été menées. En effet, sur plus de 100 kilomètres de linéaires cumulés (et près de 1 200 hectares), lors de la phase de diagnostic, une centaine de sites archéologiques pour la plupart inédits, ainsi qu'une importante série d'objets archéologiques remarquables ont pu être mis au jour. Par la suite, entre l'automne 2012 et l'été 2014, vingt-quatre opérations de fouilles ont permis d'étudier des sites allant des périodes préhistoriques au Moyen Âge.

L'exposition se propose de renouveler profondément la connaissance du passé du Languedoc oriental et permet de mieux appréhender, au fil du temps, l'impact des activités humaines sur la construction du paysage, les aménagements du territoire et l'environnement. Du Néolithique au Moyen Âge, ce sont près de 300 objets qui seront présentés au public, témoignages émouvants du quotidien des populations qui ont vécu sur ces territoires.

La diversité des visiteurs est également au rendez-vous grâce à une politique active en direction de tous les publics : famille, enfants, scolaires mais également les publics du champ social. Le musée veille à fidéliser ses usagers autour de différents projets de valorisation et d'enrichissement de ses collections, en répondant ainsi aux missions fondamentales des Musées de France. Deux entreprises ont souhaité apporter leur soutien à cette exposition dans le cadre d'un mécénat financier :

- l'entreprise OC'VIA, souhaite offrir son soutien pour l'événement à hauteur de 10 000 € ;
- VINCI AUTOROUTES, spécialisé dans la concession et l'exploitation d'infrastructures autoroutières, souhaite également offrir au musée la somme de 10 000 €.

Le montant cumulé de ces deux mécénats financiers proposés pour l'événement programmé du 17 mai 2017 au 5 février 2018 s'élève donc à 20 000 €. Les deux mécènes s'engagent à mentionner l'exposition dans leur communication et apposeront le logo de Montpellier Méditerranée Métropole pour évoquer cette manifestation.

En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- mentionner ces mécénats sur les supports de communication liés à l'exposition et faire figurer les logos des mécènes ;
- réserver une préface dans le catalogue de l'exposition ainsi que 20 exemplaires pour chaque mécène ;
- mettre à disposition l'auditorium, la cafétéria et les jardins du musée Henri Prades pour une manifestation par mécène ;
- envoyer 20 cartons d'invitations et 100 entrées gratuites à chaque mécène.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des deux conventions de mécénat à conclure avec OC'VIA et VINCI-AUTOROUTES,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions de mécénat avec OC'VIA et VINCI-AUTOROUTES, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141353-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION
MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ
DE MONTPELLIER POUR PROJET REDSAIM - CONVENTION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS). Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe.

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet Redsaïm, porté par l'Université de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le développement des maladies infectieuses à l'échelle mondiale rend aujourd'hui indispensable la mise en place de nouveaux moyens de prévention et la découverte de nouvelles molécules thérapeutiques. Les infrastructures de confinement contrôlées permettant la manipulation des agents infectieux en laboratoire et sur des animaux modèles sont un maillon clé de la chaîne de création d'anti-infectieux.

REDSAIM a pour objet de reconfigurer la structure A3/L3 (Animalerie/Laboratoire de niveau 3 de confinement) de l'Université de Montpellier et d'augmenter les prestations de la plateforme CEMIPAI (Centre d'études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuses) afin de les intégrer dans la structuration d'un réseau montpelliérain pour le développement de solutions préventives ou thérapeutiques contre les agents infectieux. Pour répondre à la demande d'établissements et d'industriels, cette reconfiguration proposera deux niveaux de confinements de contraintes différentes : un niveau A3/L3 et un niveau A2/L2 (Animalerie/Laboratoire de niveau 2 de confinement) dont l'offre sur Montpellier est actuellement très insuffisante.

Dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé » une subvention de 322 000 euros de la Métropole est prévue. Le projet se déroulant sur les années 2017 et 2018, il sera inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 180 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 142 000 euros sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier pour le projet Redsaïm de 322 000 euros, constituée d'une première tranche de 180 000 euros au titre de l'année 2017 et d'une seconde tranche de 142 000 euros qui sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142297-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - PACTE ÉTAT
MÉTROPOLE - PARTICIPATION CONGRÈS BIOUS SAN DIEGO DU 17 AU 23 JUIN 2017
- AUTORISATION DE LA MISSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet d'envergure « Montpellier Capital Santé » vise à stimuler le développement et la croissance des entreprises, donner une visibilité européenne et internationale à Montpellier en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de son économie locale tout en attirant les meilleurs investisseurs et talents étrangers dans le domaine de la santé. Cette démarche se veut fédérative, associant l'ensemble de l'écosystème local dans toute sa diversité : entreprises et clusters, offre de soins, mutuelles, acteurs institutionnels, associations. Ainsi la Métropole convie les acteurs locaux à renforcer ensemble leur engagement, en étant porteurs de projets visant aussi bien la croissance des entreprises, que le rayonnement, la diffusion des innovations ou encore la ville santé de demain. La coordination de cet engagement passe par la mise en place d'une gouvernance réunissant les acteurs clefs, représentatifs de l'écosystème, le conseil Montpellier Capital Santé.

Des opérations internationales permettent notamment de développer l'image santé du territoire Montpelliérain à l'international mais aussi d'accompagner les entreprises dans leur développement international, clef de la croissance des entreprises. Ce besoin pregnant des entreprises a été remonté lors des différents groupes de travail mis en place dans le cadre du projet Montpellier Capital Santé.

La Biotechnology Industry Organization (BIO), basée à Washington DC, est l'association professionnelle la plus représentative au niveau mondial de l'industrie biotechnologique. Cette association compte plus de 1 100 membres (entreprises, institutions de recherche et organisations professionnelles) originaires de 31 pays. Plus de 80 % des membres sont cependant américains. Depuis 1993, l'association américaine BIO (Biotechnology Industry Organization) organise chaque année en Amérique du Nord un congrès international consacré aux biotechnologies qui se tient en 2017 du 19 au 22 juin à San Diego.

Le salon BIO se positionne désormais comme l'évènement incontournable pour les entreprises du secteur de la biotechnologie.

Il accueille chaque année plus de 2000 exposants, 15 000 visiteurs et permet l'organisation de plus de 25 000 meeting en B2B.

Cette manifestation comporte :

- une exposition mettant en valeur les réalisations les plus importantes de l'industrie biotechnologique dans ses trois grands domaines d'application : santé, agroalimentaire, environnement,
- un programme de conférences techniques axé sur la commercialisation de produits et technologies du secteur,
- diverses activités de networking à haut niveau.

Il est proposé une présence de Montpellier Capital Santé sur le salon Bio US sous la forme d'un stand au sein du Pavillon France (géré par Business France), ainsi qu'une délégation de 10 entreprises maximum du domaine. En sus des entreprises, la délégation proposée sera composée d'un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne).

Cette action rentre dans le cadre de l'action « Animation Montpellier Capital Santé » inscrite dans le Pacte Métropolitain d'innovation.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 65 000 € TTC.

Ce coût se répartit comme suit :

Environ 2 500 € TTC maximum par participant soit 25 000 € TTC pour l'ensemble des 10 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement par Montpellier Méditerranée Métropole.

Délibération n° 14611

La Métropole prend en charge les prestations transport, hôtel et frais d'inscription salon à hauteur de 2 500 € TTC maximum par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 40 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres, coaching des entreprises... ainsi qu'aux frais de déplacement et d'inscription au salon d'un(e) élu(e) et un technicien(e) de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires du 17 juin au 23 juin 2017 sur le salon Bio US à San Diégo,
- approuver la participation maximale de 10 entreprises et acteurs du développement économique,
- approuver le tarif applicable aux entreprises et aux acteurs du développement économique,
- approuver la participation d'un (e) élu (e) et d'un (e) technicien (ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 65 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142276-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION
MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CHU
DE MONTPELLIER POUR PROJET NEURORADIOLOGIE INTERVENTIONNELLE -
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS). Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe.

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet « Neuroradiologie Interventionnelle », porté par le CHU de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le projet consiste à soutenir le développement de la recherche et de l'innovation thérapeutique en neuroradiologie interventionnelle par la création d'une salle d'angiographie cérébrale hybride unique en Europe sur le site de l'hôpital Gui de Chauiac du CHU de Montpellier permettant une utilisation mixte en recherche clinique et recherche expérimentale.

La neuroradiologie fait partie des activités de pointe du CHU de Montpellier, leader national et international de la discipline, classée première deux années consécutives au classement des meilleurs établissements de France, le service de Neuroradiologie forme chaque mois vingt médecins du monde entiers aux nouvelles technologies interventionnelles cérébrales assurant une diffusion internationale du rayonnement du CHU de Montpellier. Cette discipline mixte clinique et interventionnelle connaît une rupture technologique majeure, à l'image de celle de la cardiologie interventionnelle il y a trente ans, et permet de mieux traiter les pathologies neurologiques de type aigu telles que l'accident vasculaire cérébral première cause de dépendance en France et dans la Région en développant des traitements mini-invasif pour le cerveau.

Cette nouvelle installation unique en Europe sera réalisée dans les locaux existants à restructurer en site occupé, avec des réaménagements partiels et des travaux structurels adéquats sur la zone d'installation pressentie au sein de l'hôpital Gui de Chauliac.

L'installation de cette salle de neuroradiologie interventionnelle de haute technologie permettra au CHU de Montpellier et, plus globalement au territoire métropolitain, d'augmenter l'accès au soin, de maintenir sa position de leader régional, national et de conforter son rayonnement international dans cette discipline particulièrement prometteuse pour l'avenir ainsi que développer des programmes de recherche ambitieux en collaboration avec les entreprises régionales du domaine ainsi que des groupes internationaux.

Dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé », une subvention 378 000 euros de la Métropole est prévue. Le projet se déroulant sur les années 2017 et 2018, il sera inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 210 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 168 000 euros sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention au CHU de Montpellier pour le projet « Neuroradiologie Interventionnelle » de 378 000 euros, constituée d'une première tranche de 210 000 euros au titre de l'année 2017 et d'une seconde tranche de 168 000 euros qui sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142298-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION
MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CHU DE
MONTPELLIER POUR PROJET CYBORG - CONVENTION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS).

Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe ...

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet CYBORG, porté par le CHU de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le projet CYBORG consiste en la création d'un bio incubateur « CYBORG » pour l'implantation de startups dans le champ des biotechnologies, associé à une plateforme de transposition et de production de premier niveau de biothérapies de médicaments de thérapie innovante (MTI) au sein de l'Institut de Recherche en Médecine Régénératrice et Biothérapies (IRMB) du CHU de Montpellier.

Ce projet vise à stimuler l'innovation thérapeutique en concentrant l'ensemble des ressources publiques et privées et en combinant l'ingénierie cellulaire, les matériaux et la robotique pour créer la médecine régénérative de demain.

Pour la concrétisation de ce projet, il est nécessaire de réaliser un projet d'immobilier d'environ 800 m2 par extension de l'actuel IRMB du CHU de Montpellier dont les capacités sont déjà saturées. La réalisation de ce projet permettra de conforter la position de leader de la Métropole dans le domaine des biotechnologies. C'est un enjeu fort de positionnement sur un marché émergent à fort potentiel et créateur d'emplois à haute valeur ajoutée sur le territoire.

Dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé » une subvention 805 000 euros de la Métropole est prévue. Le projet se déroulant sur les années 2017 et 2018, il sera inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 445 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 360 000 euros sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention au CHU de Montpellier pour le projet Cyborg de 805 000 euros, constituée d'une première tranche de 445 000 euros au titre de l'année 2017 et d'une seconde tranche de 360 000 euros qui sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142296-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION
MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'INSTITUT
DU CANCER DE MONTPELLIER POUR LE PROJET SUN-FAIR - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS).

Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe ...

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet SUN-FAIR, porté par l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) est un de ces six projets structurants.

Délibération n° 14614

Le projet SUN-FAIR a pour objectif l'implantation à l'Institut du Cancer de Montpellier d'un accélérateur avec IRM intégré. L'IRM embarqué permet de réaliser un suivi continu non ionisants des tissus et de parfaitement vérifier le mouvement de l'organe en prenant en compte le caractère déformable et ce durant toute la délivrance de la séance de traitement.

Ce projet permettra des tests thérapeutiques au bénéfice des populations pour une amélioration des traitements. Cela permettra également d'encadrer la recherche et la formation de l'ensemble des startups associées au programme.

Dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé » une subvention 1 050 000 euros de la Métropole est prévue. Le projet se déroulant sur les années 2017 et 2018, il sera inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 580 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 470 000 euros sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention au CHU de Montpellier pour le projet SUN-FAIR de 1 050 000 euros, constituée d'une première tranche de 580 000 euros au titre de l'année 2017 et d'une seconde tranche de 470 000 euros qui sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142307-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION
MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CNRS POUR
PROJET INCUBASCIENCES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation lancé dès l'année 2013 et qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles, conclu le 6 juillet 2016, a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque Métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS). Lancé le 9 novembre 2016, MCS a notamment pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe ...

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet Incubasciences, porté par le CNRS et l'Institut de Génétique Humaine (IGH), est un de ces six projets structurants.

Ce projet de construction d'un bâtiment de 3000 m² sur le campus Arnaud de Villeuneuve, destiné à accueillir des entreprises en mode pépinière ou en phase d'incubation dans le domaine de la Biologie Santé, vise à valoriser la puissance académique de ce domaine et de développer une cross-innovation, faisant collaborer chercheurs, cliniciens, industriels et étudiants.

Un des axes majeurs, incarné dans le projet de pépinière « Incubasciences », est la construction de collaborations fortes entre chercheurs, cliniciens, industriels et étudiants, en favorisant notamment l'entrepreneuriat chez les doctorants et post-doctorants, en dynamisant l'exploitation des résultats issus de la recherche fondamentale, permettant ainsi la création d'emplois et le développement d'entreprises dans la région.

Compte tenu de l'importance stratégique de ce volet, dont les enjeux sont lourds en termes d'émergence et de développement d'activités innovantes, Incubasciences fera l'objet d'un accompagnement particulier dans le cadre du Pacte Etat-Métropole, sous la forme d'une première phase d'études en 2017, chargée de préparer sa réalisation progressive à compter de fin 2017.

Dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé » une subvention de 35 000 euros de Montpellier Méditerranée est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention au CNRS pour le projet Incubasciences de 35 000 euros, au titre de l'année 2017,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142308-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET IBDLR - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capital Santé et la labellisation du territoire pour le réseau thématique #healtech de la French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet IBDLR (Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon) porté par l'Université de Montpellier.

Le projet « Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon » – IBDLR a pour origine, d'une part, la reconnaissance du rôle clé des biomarqueurs pour le diagnostic et la thérapeutique (biomarqueurs et cibles thérapeutiques étant liés en particulier pour le développement de diagnostic compagnon), et d'autre part, la volonté des différents acteurs régionaux de la filière diagnostique de se structurer autour de cette thématique centrale.

L'IBDLR est une structure transversale s'appuyant sur les différentes plateformes technologiques ou cliniques et dont l'objectif est, d'une part, de favoriser la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs correspondant à des signatures biologiques pertinentes ; et d'autre part d'améliorer la détection de ces marqueurs et les performances du diagnostic par le développement de nouvelles méthodologies. Ces deux axes stimuleront l'innovation dans le domaine de la médecine individualisée, les biotechnologies médicales, les dispositifs d'imagerie et de diagnostic. L'IBDLR bénéficiera de l'environnement (gestion, démarche qualité, formation...) de l'UMS BioCampus Montpellier structure fédérative montpelliéraine des moyens technologiques des Sciences du Vivant qui a été créée en 2011 par le CNRS, l'INSERM et les Universités Montpellier I et II. Le positionnement de l'IBDLR, de la recherche académique/clinique à la preuve de concept, et ses actions permettront d'alimenter les opportunités de valorisation industrielle pour la filière diagnostique et de contribuer à sa visibilité nationale et internationale. Le positionnement de l'IBDLR complète les dispositifs déjà en place : Euromediag, CR2i, AxLR. Ses actions sont complémentaires en particulier des actions du CR2i et de la SATT qui accompagnent le passage de la preuve de concept à la commercialisation.

Son principal objectif est de faciliter l'émergence de nouveaux projets, de nouvelles pistes dans le domaine des biomarqueurs, qui pourront être valorisés en aval par l'ensemble des acteurs de la filière diagnostique en région. Cette initiative fait écho à la sélection dans la politique 3S en Languedoc-Roussillon (3S-en-LR) d'un domaine d'innovation Thérapies innovantes et ciblées – Diagnostic. IBDLR se positionne donc en amont dans cette filière et doit permettre d'aller des laboratoires de recherche à la preuve de concept, une démarche qui requiert l'utilisation des plateformes académiques, cliniques et de service. L'action d'IBDLR complète ainsi celle des acteurs avals (SATT, industriels...) en favorisant l'émergence de nouvelles pistes et concepts dans le domaine des biomarqueurs et du diagnostic. Elle doit également assurer une meilleure visibilité à la filière en LR et ainsi contribuer à pérenniser cette activité dans la Région.

Pour relever le défi que représentent la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs, des approches fondées sur l'apport de la biologie intégrative et du haut-débit intégrant des données (Big data) de différentes origines seront utilisées dont l'exploitation nécessitera des analyses bio-informatiques spécifiques.

Les innovations associées incluent :

- des approches génomique/séquençage de l'épigénome et du régulome, protéomique/métabolomique quantitative et d'imagerie moléculaire, cellulaire et clinique,
- la définition de nouvelles signatures grâce à la bio-informatique et à la modélisation,
- le développement d'outils chimiques et biochimiques pour la mesure des biomarqueurs (sondes moléculaires, dispositifs de quantification, biopuces...).

Ces innovations combinées dans des actions transdisciplinaires (de la chimie aux patients) auront un impact économique important en proposant de nouveaux dispositifs médicaux basés sur des biomarqueurs diagnostics, pronostics et de réponse aux traitements (diagnostic compagnon).

Le marché du diagnostic médical connaît une croissance importante depuis dix ans (+ de 4% par an). Les biomarqueurs sont au centre de ce marché, pourtant l'avènement et l'utilisation de nouveaux sont soumis à de nombreux aléas. Afin d'identifier des biomarqueurs originaux et de développer des approches dites « de rupture », il faut disposer à la fois des nouvelles technologies (haut-débit, multiplexage, nouvelles sondes) et des outils de traitement des données (bio-informatique). Mais tout aussi important, il faut dès la phase de recherche s'interroger sur la pertinence clinique des marqueurs. Cela nécessite une approche multidisciplinaire impliquant cliniciens, biologistes, chercheurs et industriels et des étapes préliminaires (preuve de concept) de validation grâce à des ressources cliniques (prélèvements organisés en bio-banques, données clinico-biologiques). En agissant sur ces premières étapes d'identification et de validation, l'IBDLR aura un impact économique en augmentant les opportunités de valorisation industrielle régionales de ces biomarqueurs « candidats ».

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet IBDLR s'élève à 1 000 000 euros sur la durée du CPER pour un coût total de 6 389 000€. Après un premier financement de 378 590€ en 2016, une seconde contribution à hauteur de 288 000€ est proposée pour l'année 2017 permettant ainsi l'acquisition d'équipements scientifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 288 000 euros pour le projet IBDLR ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142507-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE PROJET ARCAD3 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le projet ARCAD porté par l'Institut National de la Recherche Agronomique - INRA

L'opération ARCAD consiste à créer un Centre de Ressources Biologiques Végétales (CRBV) qui viendra renforcer le positionnement international du pôle de recherche-formation en agronomie/environnement de Montpellier et qui lui donnera une visibilité et une attractivité renforcées dans le domaine de la génétique et de la génomique végétale.

Il s'agit de construire, sur le site de La Valette, un bâtiment d'une superficie de l'ordre de 1900 m² capable d'accueillir les infrastructures techniques et le personnel dédié au centre ARCAD. Ce bâtiment ARCAD hébergera un centre de ressources biologiques pour les plantes cultivées méditerranéennes et tropicales et regroupera les fonctions de conservation et d'analyse des ressources génétiques (cryobanque, banque de semences et d'ADN, chaîne d'extraction d'ADN, géotypage). Il sera un lieu d'accueil de chercheurs, d'étudiants et d'acteurs socio-économiques ainsi qu'un lieu de partenariat et de formation.

La mission majeure d'ARCAD sera de conserver les collections de ressources génétiques constituées au fil du temps par les équipes montpelliéraines (CIRAD, INRA, IRD, qui conservent aujourd'hui en Languedoc-Roussillon plus de 60 000 échantillons de ressources génétiques de plantes méditerranéennes et tropicales, dont vigne, sorgho, mil, etc.). ARCAD permettra de regrouper les collections de semences (en chambres froides) pour une meilleure efficacité et visibilité. Une unité de caractérisation de la qualité des semences viendra renforcer ce dispositif.

Ces infrastructures avancées en termes d'automatisation, de traçabilité et de sécurité, permettront d'accueillir d'autres collections d'intérêt national, tant d'espèces domestiques que d'espèces sauvages telles que celles maintenues par les Conservatoires Botaniques Nationaux avec lesquels un partenariat est développé. Un plateau technique de cryoconservation, seule technique qui permet d'assurer une conservation à très long terme (conservation dans l'azote liquide à -196°C), sera mis en place. Cette activité placera ARCAD en point nodal des Centres de Ressources Biologiques Végétales français travaillant sur ces espèces (parmi lesquels ceux des Antilles et de la Réunion pour les espèces tropicales, ceux de Corse, de Bordeaux et d'Angers notamment pour les agrumes et les fruitiers). Un plateau d'extraction à haut débit de l'ADN et une banque d'ADN viendront appuyer le plateau de géotypage séquençage.

ARCAD sera au centre du dispositif français sur les ressources phytogénétiques, ouvert aux partenariats nationaux et internationaux, impliquant notamment l'ensemble des Centres de Ressources Biologiques végétales labellisés IBISA et les Conservatoires Botaniques Nationaux. Partenaire du projet RG-Scope, observatoire national sur les ressources génétiques coordonné par la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, ARCAD est également tourné vers l'Afrique et la Méditerranée, par l'implication des instituts fondateurs, en raison de l'importance de la conservation des ressources tropicales et méditerranéennes pour l'agriculture de demain, de la nature des ressources génétiques conservées, et de la présence d'équipes impliquées dans la recherche agronomique pour le développement. L'émergence d'ARCAD contribuera à la reconnaissance du dispositif français sur les ressources génétiques par les instances internationales. Le partenariat avec le CGIAR, acteur mondial de la conservation des ressources génétiques, sera renforcé et facilité par la présence du Consortium du CGIAR à Montpellier.

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet ARCAD s'élève à 1 041 000€ pour un coût total de 3 410 000€ sur la durée du CPER 2015-2020. En 2017, la Métropole propose de verser un acompte de 300 000€ pour permettre le démarrage des travaux et l'acquisition des équipements du projet ARCAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) d'une subvention de 300 000 euros pour le projet ARCAD 3 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142509-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION CIRAD POUR LE PROJET TECHALIM VOIE HUMIDE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Techalim – Voie Humide porté par le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement - CIRAD

Les plateformes de recherche et d'innovation agroalimentaires, objets de ce projet, regroupent des infrastructures et équipements mutualisés qui permettent à une communauté d'utilisateurs, et entre autres des entreprises, d'effectuer des travaux de R&D collaboratifs, des tests, des mises en production de pré-séries. Les porteurs du projet sont les établissements CIRAD et INRA et leurs partenaires Montpellier SupAgro et l'Université de Montpellier.

Ensemble, ces établissements souhaitent renforcer leur implication dans des actions de recherche et de soutien auprès des acteurs du développement régional. Ces actions concernent les filières agricoles et agro-alimentaires puisqu'elles s'intéressent à l'optimisation qualitative des produits agricoles vers les consommateurs. Elles participent à l'excellence du tissu de la recherche (universités et écoles) qui font de la place de Montpellier un site majeur de la recherche agronomique à l'échelle locale, régionale et internationale.

Ces dispositifs d'innovation sont mutualisés à travers essentiellement deux Unités Mixtes de Recherche : IATE et QUALISUD. Regroupant à elles seules un effectif de près de 125 chercheurs, appuyés par près de 40 techniciens, ces Unités participent, au-delà de l'activité de recherche proprement dite, à plusieurs types d'activités contributives de développement économique : à ce titre, on peut relever **l'accueil d'activités de recherches partenariales avec des entreprises (PME, coopératives, groupes industriels), et l'expertise de chercheurs auprès de ces entreprises**. Le souhait de développer ces partenariats passe par la mise à disposition auprès du secteur de recherche agroalimentaire régional d'un ensemble de plateaux techniques offrant aux porteurs de projets académiques et privés des équipements de transformation pilotes référents et des moyens analytiques pouvant être communs à plusieurs établissements.

Le projet TechAlim a été conçu en concertation avec les équipes de Qualisud et de IATE. Les deux unités conduisent ainsi une réflexion commune autour de plusieurs actions clefs qui seront abordées conjointement. Sur les questions de sécurité alimentaire (notamment dans le cadre du métaprogramme « Glofoods » commun à l'INRA et au CIRAD), les approches de IATE (voie sèche) et de Qualisud (voie humide) sur diverses matières premières comme les céréales (blé, riz, maïs, sorgho, mil, etc.) ou les racines et tubercules et les fruits sont complémentaires. Ainsi les renforcements des plateaux techniques dans le cadre des investissements supportés par TechAlim correspondent à des besoins communs tels que par exemple :

- Plateau technique d'analyses de la texture et de la rhéologie des aliments et développement de méthodologies partagées.
- Plateau analytique « mycotoxine » pour répondre à des enjeux de sureté des aliments qui sont communs à différentes matrices étudiées (céréales, café, noix, etc.).
- Création d'une annexe du « Centre du Goût » de Dijon, à Montpellier pour les céréales, fruit d'une coopération entre les deux unités, QualiSud portant un laboratoire d'analyse sensoriel accrédité ISO 17025.

Le projet initial « Techalim » se décline en deux sous-projets, articulés et complémentaires, centrés sur les domaines d'activité des deux Unités :

- 1) la création d'un Centre Méditerranéen des Céréales (CMC) plutôt porté par l'UMR IATE.
- 2) le développement d'une Plateforme d'Innovation Agroalimentaire pour les Cultures méditerranéennes et tropicales, plutôt porté par l'UMR Qualisud.

Le sous-projet **TechAlim porté par le Cirad (« Voie humide »)** est destiné à donner accès aux acteurs régionaux et internationaux (secteur privé, organismes de formation, organismes de recherche) aux principaux procédés référents du secteur agroalimentaire actuel pour la transformation des fruits & légumes, des racines & tubercules, ainsi que pour les productions des cultures méditerranéennes et tropicales.

L'infrastructure et les moyens offerts par la plateforme de technologie agroalimentaire sont et seront ouverts, et utilisés principalement par :

- les chercheurs de l'UMR Qualisud et d'autres Unités de Recherche,
- des entreprises et porteurs de projets régionaux désirant externaliser une thématique de recherche, réaliser un essai pilote, valoriser une compétence ou créer leur produit etc,
- des organismes de formation, dont le principal bénéficiaire aujourd'hui est Montpellier SupAgro mais aussi l'Université de Montpellier.

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet Techalim – Voie humide s'élève à 200 000€ pour un coût global de 2 137 000€ d'acquisition d'équipements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au CIRAD d'une subvention de 200 000 euros pour le projet Techalim - voie humide ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142513-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT SUR L'INSTITUT DU MENTORAT AVEC LA CCI OCCITANIE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Pionnière dans l'accompagnement à la création d'entreprises innovantes avec le BIC (Business and Innovation Center), elle a complété son offre avec le Pass Croissance, dispositifs destinés aux TPE/PME plus mûres, à fort potentiel de croissance.

Elle souhaite aujourd'hui renforcer l'impact de son action auprès des dirigeants en s'appuyant sur des partenaires d'excellence pour proposer des actions coordonnées, synergiques et innovantes, adaptées à la problématique très ciblée du développement, et faire des TPE/PME d'aujourd'hui les entreprises gazelles de demain.

C'est ainsi qu'elle s'est rapprochée de la CCI Occitanie, à l'initiative du lancement de l'Institut du Mentorat Entrepreneurial en région pour structurer un partenariat.

L'Institut du Mentorat Entrepreneurial propose un programme de mentorat d'affaires labellisé par l'Etat en 2013, visant à accélérer et sécuriser la croissance des entreprises créatrices d'emploi et émerger des entreprises de taille intermédiaire (ETI). Sur un concept novateur, il propose à un entrepreneur à la tête d'une entreprise en pleine croissance (Mentoré) de bénéficier d'un accompagnement individuel dispensé par un autre entrepreneur chevronné ayant à son actif une réussite entrepreneuriale majeure (Mentor). Ces binômes sont constitués et suivis par l'IME de façon personnalisée durant 12 à 18 mois. Ce dispositif intervient en complément des autres dispositifs d'accompagnement. Ce programme est porté en région par la Chambre d'Industrie et de Commerce Occitanie.

La convention de partenariat a pour objet la création d'un partenariat opérationnel entre la CCI Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour déployer l'action de l'Institut du Mentorat Entrepreneurial au bénéfice des entreprises répondant aux critères spécifiés, implantées ou souhaitant s'implanter sur son territoire.

La collaboration entre les deux signataires consisterait à :

- détecter les entreprises dont le projet de croissance pourrait être facilité par l'appui d'un mentor expérimenté,
- constituer un binôme en identifiant le profil adéquat dans la base de mentors agréés par l'IME,
- effectuer un suivi régulier de la relation mentorale tout au long de la période d'accompagnement, puis un bilan de clôture à son issue,
- concevoir une à deux actions collectives par an sur la thématique spécifique de l'appui croissance des entreprises,
- se faire le relai de l'offre de son partenaire auprès de sa base de contacts (entrepreneurs et plus largement acteurs économiques selon la nature des actions).

La signature de la convention n'a pas d'incidence financière.

Par cette action, Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme sa volonté de rester innovante dans son mode d'appui à la croissance des entreprises en se posant comme premier partenaire d'une initiative portée par des acteurs reconnus nationalement. Ce partenariat vient également ajouter un volet complémentaire aux dispositifs métropolitains déjà mis en œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat sur l'Institut du Mentorat avec la CCI Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140803-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ESPACE FRENCH TECH - RÈGLEMENT PUBLIC ET CATALOGUE TARIFAIRE DES MISES À DISPOSITION D'ESPACES - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de la candidature au label French Tech, il était demandé de créer ou réhabiliter un bâtiment pour en faire le lieu emblématique de l'écosystème French Tech du territoire. Dans ce contexte, il a été décidé d'utiliser transitoirement l'ancien hôtel de ville de Montpellier pour héberger les entreprises en sortie d'incubation et de dédier l'espace du rez-de-chaussée (nommé « Espace French Tech ») pour l'animation de la French Tech.

L'Espace French Tech est un espace d'information et de promotion de l'innovation et du numérique et des métiers qui y sont associés auprès des professionnels et du public.

Il permet aux acteurs de l'écosystème French Tech de disposer d'un lieu de rencontre et de partage des connaissances, favorable à la créativité et à l'innovation.

Il accueille également des personnes en recherche d'emploi et/ou en création d'entreprise, notamment dans le domaine du numérique, afin de leur donner accès à un espace équipé de postes multimédia.

La gestion de l'espace French Tech est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce cadre, il a été décidé de repositionner l'ancienne « Cyberbase » dans cet espace.

Les agents de la Cyberbase et leurs missions au sein de l'espace French Tech devront permettre, à terme, de rapprocher les utilisateurs de l'espace multimédia du monde de l'entreprise mais également de garantir la bonne utilisation quotidienne de ce lieu.

En parallèle, certains organismes, tels que les Grandes Ecoles du Numérique pourront bénéficier d'un accès privilégié à l'espace French Tech dans le cadre de conventions dédiées. De même, les entreprises hébergées dans les étages de l'Hôtel French Tech pourront accéder librement aux salles de réunion sur réservation.

Pour ce qui concerne l'animation du lieu, des discussions ont d'ores et déjà été engagées auprès d'organismes intéressés par le lieu : clusters du numérique, pôles de compétitivité, associations et centres de formation... Plusieurs projets d'événements, d'ateliers sont en cours d'élaboration en collaboration avec l'écosystème French Tech.

Au final, l'espace French Tech sera à la fois un espace ouvert au public en journée, aux horaires actuels d'ouverture de l'espace multimédia (8h30-17h30), et disponible au-delà aux associations et entreprises qui souhaiteraient le privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans la French Tech Montpellier.

Un règlement intérieur est proposé pour garantir la bonne utilisation de l'espace French Tech. Sont annexés une charte informatique qui devra être signée par les utilisateurs de l'espace multimédia, et un catalogue tarifaire de location des salles de réunion et de privatisation de l'espace. L'espace pourra être mis à disposition gratuitement pour des événements d'intérêt public local, liés au numérique et à l'innovation, et portés par des associations, pôles de compétitivité, organismes publics, ... présents sur le territoire de la Métropole.

Ce règlement précise les modalités d'accès et de fonctionnement de l'espace French Tech, tant pour les usagers de l'espace multimédia que pour l'ensemble de l'écosystème French Tech.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du règlement intérieur de l'espace French Tech et ses annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142408-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FRENCH TECH - DÉPLACEMENT DES RÉFÉRENTS THÉMATIQUES - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1^{er} janvier 2015 a amorcé une nouvelle ambition de l'entité pour le territoire.

Depuis, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers : santé ; numérique ; transports et mobilités ; développement économique, tourisme et industrie ; agro-écologie et alimentation ; commerce et artisanat ; culture, patrimoine et universités.

Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser. En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier métropolitain, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique a permis l'obtention du label French Tech illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

En juillet 2016, la French Tech Montpellier a obtenu 7 réseaux thématiques démontrant ainsi la diversité du savoir-faire du territoire en matière d'innovation. Chaque réseau thématique est piloté par un référent issu du monde économique. Ses missions sont multiples, notamment la construction de la feuille de route nationale du réseau thématique et le pilotage d'un groupe de travail local afin d'identifier des actions favorisant le développement des startups locales.

Dans le cadre de ses missions, les référents thématiques sont amenés à se déplacer pour des réunions rassemblant l'ensemble des représentants locaux.

En 2017, il est prévu trois déplacements par référent thématique au niveau national. Il est donc proposé de rembourser ces déplacements à hauteur maximal de 200 € ainsi que la prise en charge de deux repas par déplacement à hauteur maximal de 15.25 € chacun pour les référents thématiques hors agent Métropole. Les remboursements se feront sur présentation des pièces justificatives. En amont, les déplacements devront être validés par la Métropole.

Le budget dédié à ces déplacements est estimé à 3 500 € soit pour 5 référents thématiques – 2 référents étant des agents de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais de déplacements des référents thématiques à hauteur de 3 déplacements par an et deux repas par déplacement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14621

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1143352-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2017, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Symposium Métropoles du Sud

L'Association Métropoles du Sud, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marion MOUSTEY, a organisé le 21 janvier 2017, à l'Institut de botanique de Montpellier, une manifestation intitulée « Symposium Métropoles du Sud ».

Cette neuvième édition s'est déroulée en présence d'architectes de renom international, Sir Peter Cook, Alain Moatti, Manuel Gausa, du philosophe Chris Younes et de Julien Damon sociologue et professeur associé à Sciences-Po Paris. Cette dynamique d'échange, articulée autour d'un projet pédagogique, a valorisé le dialogue entre les intervenants, les étudiants et le public composé de professionnels de l'architecture impliqués dans les problématiques relatives à la qualité de l'environnement. Environ 900 participants se sont réunis.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

12^{ème} Congrès BIOTRACE – Micro et Nano systèmes : Enjeux biotechnologiques et perspectives pour le quotidien

L'Association Biotrace, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Sophie LAÏNA, a organisé le 02 février 2017, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « 12^{ème} Congrès BIOTRACE – Micro et Nano systèmes : Enjeux biotechnologiques et perspectives pour le quotidien ».

Cette manifestation scientifique a été un lieu d'échanges et de rencontres d'experts en biotechnologies à travers une approche interdisciplinaire autour du thème des nanosystèmes. La pluridisciplinarité des intervenants et les thèmes abordés ont permis de traiter de nouvelles technologies permettant de répondre aux enjeux actuels de la Biosanté et de l'environnement. Environ 200 participants se sont réunis, chercheurs, étudiants, enseignants-chercheurs montpelliérains et nationaux mais aussi européens.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

16^{ème} Séminaire Eau de Polytech Montpellier

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, a organisé du 20 au 22 février 2017, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « 16^{ème} Séminaire Eau de Polytech Montpellier ».

Ce congrès spécifique des technologies du secteur de l'eau a permis, à travers une succession de conférences présentées par des professionnels issus des grandes entreprises et des experts des organismes publics, d'aborder des thèmes porteurs innovants et actuels liés à la problématique de l'eau. Cette mise en contact des élèves avec le monde industriel et socio-économique a déplacé près de 300 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2^{ème} édition Journée SIRIC Montpellier Cancer – Pôle chimie Balard – Lutte contre le cancer

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGE, a organisé le 24 février 2017, au Pôle Balard de Montpellier, une manifestation intitulée « 2^{ème} édition Journée SIRIC Montpellier Cancer – Pôle chimie Balard – Lutte contre le cancer ».

Cette journée d'échanges scientifiques et d'interfaces entre chimie et biologie, s'est articulée autour de trois grandes thématiques : « cibles thérapeutiques et conception de médicaments », « diagnostique et imagerie » et « délivrance de médicament, vectorisation et ciblage ». Environ 150 participants se sont déplacés, chimistes, biologistes, cliniciens, mais aussi industriels et dirigeants de start-ups.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

9^{ème} édition des Rencontres Moustic 2017

Montpellier SupAgro, sous l'autorité de sa Directrice générale, Madame Anne-Lucie WACK, a organisé du 29 au 31 mars 2017, sur le Campus de La Gaillarde de Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « 9^{ème} édition des Rencontres Moustic 2017 ».

Ce rendez-vous national, unique dans le grand Sud, sur les usages et dynamiques collaboratives, a proposé des expériences de coopération et de partages d'expérimentation suivant la thématique « Agir collectivement à l'ère du numérique ». Plus de 250 personnes, formateurs, enseignants, chercheurs, étudiants, animateurs de réseaux, médiateurs, bénévoles, gestionnaires d'association ou de PME étaient présents.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Montpellier et la Science

L'Association Française pour l'Avancement des Sciences (AFAS), sous l'autorité de son Président, Monsieur Serge CHAMBAUD, a organisé du 31 mars au 1^{er} avril 2017, à Montpellier, une manifestation intitulée « Montpellier et la Science ».

Ce colloque à vocation régionale et nationale sur le thème « Montpellier et la Science : un passé prestigieux, atout pour l'avenir », organisé conjointement entre l'Association Française pour l'Avancement des Sciences, l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier et l'Université de Montpellier, a présenté et mis en valeur la richesse et la performance des ressources scientifiques de Montpellier en présence d'environ 250 participants.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

26^{ème} Colloque des Thésards du CRBM

Le Centre de Recherche en Biologie cellulaire de Montpellier (CNRS-CRBM-UMR5237), sous l'autorité de la Déléguée Régionale du CNRS Languedoc-Roussillon, Madame Ghislaine GIBELLO, organisera le 15 juin 2017, au Campus Saint-Priest de l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « 26^{ème} Colloque des Thésards du CRBM ».

Ce colloque a permis de présenter, au sein de la communauté scientifique universitaire et entrepreneuriale, les derniers résultats de recherche en biologie-santé. Cet événement important de la formation des étudiants dans le domaine de la biologie cellulaire offre un intérêt économique significatif grâce à la participation d'entreprises privées en biologie et technologie pour la santé. Environ 150 personnes, étudiants, doctorants, post-doctorants, chercheurs de nationalités très variées, commerciaux et acteurs industriels locaux doivent se réunir.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Festival du jeu de Montpellier 2017

L'association du Festival du Jeu de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mathieu LILLA, a organisé du 13 au 14 mai 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Festival du jeu de Montpellier ».

Ce salon accueille l'ensemble des professionnels du secteur (plus d'une 30aine) et pourrait devenir le rendez-vous incontournable pour eux du Sud de la France. De nombreuses associations locales, regroupant plus de 2000 membres, sont attendues, les ludothèques locales mais aussi l'ALF, Association des Ludothèques de France, le soutien et la participation des professionnels locaux (4 boutiques, les 3 bars à jeux, et l'éditeur BioViva, mais aussi pour cette année les 2 nouveaux éditeurs dont des membres d'Ubi Soft), la présence de professionnels nationaux dont les plus importants. 5000-6000 visiteurs sont prévus, ainsi qu'une présence largement accrue des acteurs professionnels.

Une subvention de 8 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3^{ème} Congrès de la SFMPP – Médecine Génomique

La Société Française de Médecine Prédictive et Personnalisée (SFMPP), sous l'autorité de son Président, Monsieur Pascal PUJOL, organisera du 22 au 23 juin 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 3^{ème} Congrès de la SFMPP – Médecine Génomique ».

Cette rencontre académique proposera une réflexion éthique sur le thème de la Médecine Génomique, sujet de grande actualité dont l'enjeu est devenu prioritaire pour les programmes gouvernementaux, les acteurs de l'industrie pharmaceutique, les sociétés commerciales d'analyse génétique ou de gestion de données bio-informatiques et porteur d'espairs très importants pour les malades atteints d'un cancer ou d'une maladie génétique. Un travail de recommandation de la Société Française de Médecine Prédictive et Personnalisée sera également présenté. Environ 400 personnes sont attendues, médecins, conseillers en génétique, coordinateurs d'essais cliniques, ingénieurs de recherche et psychologues de France, de Suisse et du Liban.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2nd Sunrise Meeting : Stem Cells and Cancer

Le Cancéropôle Grand Sud-Ouest, sous l'autorité de sa Secrétaire Générale, Madame Pascale MOREAU, organisera du 26 au 27 juin 2017, au Campus Arnaud de Villeneuve de Montpellier, une manifestation intitulée « 2nd Sunrise Meeting : Stem Cells and Cancer ».

Cet événement scientifique international sera entièrement dédié au concept « cellules souches cancéreuses » (CSC) qui est en passe de révolutionner la compréhension et la prise en charge du cancer. Les dernières avancées scientifiques seront présentées avec l'organisation d'une session dédiée aux attentes et aux points de vue des médecins et des industriels. Ce colloque a prévu de réunir environ 110 acteurs français et étrangers de la recherche, de la médecine et de l'industrie pharmaceutique impliqués dans le ciblage thérapeutique des cellules souches cancéreuses.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

EFITA 2017

L'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA), sous l'autorité de son Directeur Régional, Monsieur Sylvain LABBE, organisera du 02 au 06 juillet 2017, au Campus de la Gaillarde de Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « EFITA 2017 ».

Cette conférence européenne sera consacrée à l'utilisation future des TIC dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des bio-ressources et de la biomasse. Des ateliers scientifiques, une mise en relation entre les entreprises et la recherche, des démonstrations de nouvelles technologies, des rendez-vous entre chercheurs et entreprises avec l'organisation de visites des acteurs des TIC de la région seront programmés. Environ 200 participants européens et étrangers, chercheurs, étudiants en doctorat, représentants du secteur professionnel de l'agriculture et des technologies numériques, entreprises, instituts techniques, chambres consulaires de l'agriculture sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14^{ème} Congrès national de l'Association Française de Science Politique

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, organisera du 10 au 12 juillet 2017, à la Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « 14^{ème} Congrès national de l'Association Française de Science Politique ».

Ce congrès, structuré autour de trois séries d'activités distinctes, proposera une sélection de 76 sections thématiques permettant de représenter l'état actuel des travaux de science politique en France et de renforcer la structuration future des recherches entre les différents pôles scientifiques de la discipline. Au programme également, une conférence plénière, suivie de plusieurs ateliers disciplinaires avec un débat collectif de thématiques associés aux divers métiers des politistes d'aujourd'hui. Environ 900 participants sont attendus, grand public, chercheurs, étudiants, industriels et associations de plus de 40 nationalités différentes.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

ECASIA'17 – 17th European Conference on Applications of Surface and Interface Analysis

La Société Française du Vide (SFV), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Anouk GALTAYRIES, organisera du 24 au 29 septembre 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « ECASIA'17 – 17th European Conference on Applications of Surface and Interface Analysis ».

Cet événement scientifique majeur en Europe traitera des technologies des matériaux et des instruments de mesure les plus sophistiqués dans le domaine de la physique et de la chimie, avec un focus spécial sur « Analyse des Surfaces et des Interfaces : le lien entre Science et Technologie ». Ce congrès servira également de plateforme pour la présentation et la discussion des dernières innovations avec des sessions spéciales, des ateliers de travail, trois conférences plénières ainsi qu'une grande exposition de matériels. Près de 600 experts provenant des universités, des centres de recherche et développement publics et privés et des centres de recherche industriels sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14^{ème} Congrès National des Internes en Psychiatrie

L'Association CNIPSY, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mehdi ESSADIQ, organisera du 12 au 13 octobre 2017, à l'Unité Pédagogique Médicale (UPM) de Montpellier, une manifestation intitulée « 14^{ème} Congrès National des Internes en Psychiatrie ».

Ce congrès national des internes en psychiatrie qui va se réunir autour du thème « Frontières » aux multiples enjeux, sera l'occasion avec un objectif de formation professionnelle, de valoriser les travaux des spécialistes en abordant une réflexion sur la frontière entre la psychiatrie et la justice, la politique ou l'éducation et de créer une cohésion et des liens entre praticiens. Environ 300 participants, majoritairement internes en psychiatrie, sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque GRAINES 2017

L'Unité Mixte de Recherches Ingénierie des Agro-polymères et Technologies Émergentes (UMR IATE), sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Hugo DE VRIES, organisera du 17 au 19 octobre 2017, au Campus SupAgro de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque GRAINES 2017 ».

Ce colloque va rassembler la communauté scientifique française travaillant sur la biologie des graines. Il permettra de faire le point sur les recherches, de promouvoir les approches multidisciplinaires et de répondre aux besoins émergents de la Société dans les domaines de la biodiversité, de la physiologie et écologie des graines, de la production, de la sécurité alimentaire et de la qualité et usage des graines. Plus de 140 participants sont prévus, chercheurs, professionnels, étudiants de France, des pays voisins et du bassin méditerranéen.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Salon de l'Ecologie 2017

L'Association Salon De l'Ecologie (SDE), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Maude KHALIL-LORTIE, organisera du 01 au 04 novembre 2017, à Montpellier, une manifestation intitulée « Salon de l'Ecologie 2017 ».

Cet événement fédérateur pour l'ensemble de la filière Ecologie proposera un programme diversifié avec de nombreuses conférences, une journée de rencontres entre professionnels de l'écologie sous forme de congrès scientifique, une journée « formations et métiers » ainsi qu'une journée animations-familles au parc zoologique de Montpellier. Environ 8 000 visiteurs sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès annuel de la Société Française de Génétique

La Société Française de Génétique (SFG), sous l'autorité de sa Trésorière, Madame Isabelle BUSSEAU, organisera du 17 au 18 novembre 2017, au site Triolet de l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès annuel de la Société Française de Génétique ».

Ce congrès annuel ouvert à l'international aura pour objet d'encourager et de développer l'étude des différents aspects de la génétique fonctionnelle, en abordant particulièrement la technologie "CRISPR-Cas9" et de faciliter les relations et resserrer les liens entre chercheurs. Une conférence grand public traitant des aspects sociétaux et éthiques précédera un programme scientifique organisé en trois sessions, qui couvriront chacune un aspect important de la technologie de "genome editing" par CRISPR. Entre 300 à 400 participants français et européens sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. M. LEVITA, Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1141233-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -
ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIÈRE VITICOLE À PÉKIN (CHINE)
DU 20 AU 26 MAI 2017 - PARTICIPATION À LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX -
FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé un million trois cent mille euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, l'action mise en place concerne :

- 19 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-lès-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas et Vendargues),
- 29 producteurs sur 54 qui font partie de l'opération,
- 24 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 12 missions,
- En 2016 et 2017, 8 nouveaux viticulteurs ont rejoint l'action : Le Chai d'Emilien, Sainte Julia, Domaine de Maguelone, Caves de l'Ormarine, Terres Mégères, Domaine de Saumarez, Domaine Croix Saint Julien et le Celliers du Val des Pins,
- Chiffre d'Affaires global généré depuis le début de l'action : 1 400 000 €,
- 12 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 50 et 150 000 euros.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Pékin avec la participation de 6 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Pékin « Top Wine » du 20 au 26 mai 2017.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 20 m² au sein du Pavillon France et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 9 000 € T.T.C. Il est proposé la participation de 6 domaines et/ou caves coopératives à la mission ; seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux ainsi que les frais de visas et d'assurance.

Le coût estimé par participant est estimé à 1 500 € T.T.C. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Pékin du 20 au 26 mai 2017,
- approuver la participation de 6 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 9 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FOIRE MONDIALE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT DE LA CHINE ET FORUM INTERNATIONAL DES VILLES JUMELLES, DU 8 AU 13 MAI - PARTICIPATION - AUTORISATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

En Chine depuis 2004, des liens économiques forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu, au travers d'un jumelage régulièrement renouvelé.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 8 ans maintenant, à Chengdu, est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC).

EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires.

Ce partenariat a aussi permis l'organisation, à Montpellier, par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le Vice-Ministre de la recherche.

La Ville de Chengdu a été choisie par le gouvernement chinois pour accueillir de façon récurrente le Congrès International sur l'innovation et entrepreneuriat. Une pré-configuration de ce congrès, ayant eu lieu en novembre 2015 lors du Congrès EUPIC et la première édition, s'est tenue en juin 2016 à laquelle la Métropole a participé.

Pour 2017, l'édition du congrès sur l'innovation et l'entrepreneuriat s'est tenue à Chengdu du 8 au 13 mai 2017. Durant cette période, plusieurs événements ont été proposés, auxquels la Métropole a pu participer :

- Le forum sur l'innovation des Maires des villes jumelles de Chengdu,
- Le forum général sur l'innovation.

En marge de ce congrès, des rendez-vous ont été pris avec les différents partenaires et prospects, en matière économique et touristique.

La Municipalité de Chengdu prenant en charge pour les participants internationaux les frais de transports internationaux et nationaux ainsi que l'hébergement, le coût prévisionnel de la mission est de 1 000 € T.T.C. Cette mission est composée d'un élu. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fait sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission « Congrès Innovation » à Chengdu du 8 au 13 mai 2017,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 1 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142542-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET PÔLE EMPLOI - AVENANT 2017 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. De même, lorsque les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, peut se poser le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

Dans le cadre de la stratégie globale de prospection d'entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole entend, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très en amont du volet ressources humaines constitue un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que Montpellier Méditerranée Métropole tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

En 2015, Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi ont signé une convention cadre de partenariat, reconductible par avenant 2 fois (soit jusqu'en 2017).

Les principales actions menées en 2016 dans le cadre de ce partenariat étaient les suivantes :

- La production d'études statistiques (notamment en termes de ressources humaines disponibles) par Pôle emploi et une offre de services aux entreprises dédiée afin de renforcer l'attractivité du territoire métropolitain pour des projets d'implantation ;
- La mise en place d'accompagnements personnalisés au recrutement pour accompagner le développement d'entreprises en croissance identifiées par la Métropole ;
- La participation aux rencontres pour l'emploi : 2 éditions organisées en 2016 sur la Métropole (à Pignan au printemps et au stade de la Mosson en décembre) contribuant à optimiser la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi locales ;
- La participation de Pôle emploi aux actions du Podem, notamment à la Charte Entreprises et Quartiers pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Il est proposé de renouveler la convention cadre de partenariat pour l'année 2017 avec les objectifs suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations liées à leurs besoins de recrutement,
- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- Mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de la Métropole,
- Organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi, forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole,
- Mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : suivi des clauses sociales sur les marchés, animation de la Zone Franche Urbaine –Territoires entrepreneurs...)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant 2017 à la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant et tout document lié à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142310-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es) :

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ACTIONS DESIGN 2017 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LABSUD - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les acteurs économiques présents sur son territoire.

En 2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à soutenir une dynamique durable de développement économique et d'emploi autour du design.

En effet, le design est une fonction de l'entreprise qui contribue à satisfaire des besoins et attentes essentiels des consommateurs, des usagers et des citoyens. Il joue aussi un rôle important dans la création de facteurs déterminants pour la compétitivité des entreprises. Le design est un atout « d'humanisation innovante des technologies » et un moteur essentiel dans les échanges économiques et culturels.

Le design à Montpellier est très présent dans de nombreux domaines comme les transports, l'architecture, l'aménagement, le commerce, l'artisanat, la culture, le numérique, la santé et plus largement l'innovation.

Au travers d'actions à l'initiative des entrepreneurs, créateurs, associations de designers, des fablabs, des acteurs de l'Industrie Culturelle et Créative, de l'écosystème French Tech, des centres de formation et écoles, il apparaît que Montpellier Méditerranée Métropole foisonne de démarches et de réalisations favorables au développement économique et à la création d'emplois par le design.

Pour 2017, différentes initiatives sont engagées autour du design dont l'exposition « Les formes savantes », par Constance Guisset, créatrice designer parmi les plus en vue de la génération montante.

Cette exposition est visible du 13 mai au 17 septembre 2017, au département des Arts Décoratifs du Musée Fabre, à l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

Par ailleurs, il est proposé d'accueillir à compter du 1^{er} juin 2017 (jusqu'au 10 juillet), au sein du nouvel Espace French Tech, l'exposition de l'Observateur du Design.

L'Observateur du Design, organisé par l'APCI, l'Agence pour la Promotion de la Création Industrielle, est reconnu parmi les principaux prix internationaux de design, comme porteur de la conception de l'innovation à la française.

Créée en 1983, cette agence est une association reconnue d'intérêt général qui valorise le design comme élément clé de l'innovation économique, sociale et culturelle.

Cette exposition présentera les 31 étoiles, meilleurs prix des réalisations des designers en France.

L'accueil de l'Observateur du design à l'Espace French Tech est une opportunité pour développer de nombreuses actions avec les acteurs économiques telles que des tables rondes, des petits déjeuner du design à l'espace French Tech, l'organisation de visites et déambulations de l'Observateur du Design et de l'exposition « les formes savantes » à Sabatier d'Espeyran.

En complémentarité, l'association Fablab Labsud, a sollicité l'attribution d'une subvention auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2017, afin de mettre en place un programme d'actions s'adressant aux acteurs économiques.

Les actions proposées seront de type « Design Lab » et « workshop » qui constituent des temps d'échanges entre designers et acteurs économiques.

Ces actions, expérimentées en 2016, ont rencontré un intérêt auprès des chefs d'entreprises et pourront être organisées, notamment, pendant l'accueil de l'Observateur du Design 2017.

Au regard de l'intérêt du projet proposé par le Fablab Labsud, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 7 500 € pour l'exercice 2017.

Au-delà de ces actions et afin de favoriser le développement et la diffusion du design, il pourra être proposé d'associer Montpellier Méditerranée Métropole à toute autre initiative qui pourrait participer à la démarche et enrichir ce programme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution d'une subvention de 7 500 euros au FabLab Labsud, au titre de l'exercice 2017, sous réserve de la signature de la convention de partenariat,
- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmcl142499-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET SON TERRITOIRE URBAIN - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à favoriser l'accueil des entreprises sur son territoire et à proposer une offre foncière et immobilière adaptée.

Pour l'accompagner dans ses missions et faciliter sa connaissance du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat.

Véritable outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de nouveaux produits, l'observatoire réalise une « analyse du foncier et de l'immobilier d'entreprise » deux fois par an. Il est animé par la Cellule Économique Régionale BTP du Languedoc Roussillon, garante de son fonctionnement de par son expérience et son indépendance.

Un comité de suivi, animé par la Cellule Économique Régionale, a été mis en place et regroupe les opérateurs techniques de l'observatoire.

Il compte actuellement 8 membres :

- Montpellier Méditerranée Métropole,
- Groupe SERM SA3M,
- Advenis Real Estate Solutions,
- Arthur Loyd,
- BNP Paribas Real Estate Montpellier,
- CBRE / Tertia Conseils,
- DTZ / Cushman & Wakefield,
- Thélène Immobilier Entreprise.

Toute demande d'intégration d'un nouveau membre doit faire l'objet d'un examen collégial et d'une décision recueillant la majorité des voix des partenaires.

La convention est conclue pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2017, renouvelable tacitement par périodes annuelles pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Le budget prévisionnel alloué au financement de l'observatoire s'élève à un montant maximum estimé à 17 000 € TTC selon la répartition suivante :

- 6 000 € TTC : Montpellier Méditerranée Métropole,
- 5 000 € TTC : Groupe SERM SA3M,
- 1 000 € TTC : Advenis Real Estate Solutions,
- 1 000 € TTC : Arthur Loyd,
- 1 000 € TTC : BNP Paribas Real Estate Montpellier,
- 1 000 € TTC : CBRE / Tertia Conseils,
- 1 000 € TTC : DTZ / Cushman & Wakefield,
- 1 000 € TTC : Thélène Immobilier Entreprise.

Délibération n° 14627

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention de partenariat pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et son territoire urbain,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142332-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE**



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - MODALITÉS DE COLLABORATIONS AVEC LES COMMUNES MEMBRES - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Conseil de Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 afin de prescrire la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), adopté en 2006 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément à l'article L103-3 du Code l'urbanisme, la Métropole a également fixé les modalités de la concertation pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

De plus, la Métropole a souhaité volontairement définir des modalités de collaboration avec les Communes membres. Ces modalités ne sont pas requises par la loi. Néanmoins, elles constituent un prolongement naturel du Pacte de Confiance et de la charte de gouvernance du Plan Local de l'Urbanisme (PLU), socles de la Métropole et de l'exercice de sa compétence PLU.

Plusieurs instances associant étroitement les communes membres ont été ainsi identifiées par cette délibération du 12 novembre 2015 : la conférence des maires et les conférences de secteurs.

La délibération précise par ailleurs, dans le cadre de la définition des modalités de collaboration des communes, que des « acteurs du territoire » seront également associés aux conférences de secteurs. Or, l'implication des acteurs du territoire, distincte de celle des élus municipaux relève des modalités de concertation et non des modalités de collaboration avec les Communes membres.

En conséquence, le Conseil de Métropole, souhaitant éviter toute confusion, entend confirmer que les « acteurs du territoire » ont été et continueront à être associés selon les modalités de concertation, telles que définies pour les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées à la délibération du 12 novembre 2015, et non suivant les modalités de collaboration avec les communes membres.

Par ailleurs, au stade actuel, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de révision du SCoT ont été débattues en Conseil de Métropole le 22 février 2017.

Aussi, il convient de préciser les modalités de concertation, en confirmant la mise à disposition du public des documents constitutifs du dossier de révision de SCoT en fonction de leur élaboration, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures ouvrables habituels et sur son site internet www.montpellier3m.fr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adapter les modalités de concertation et de collaboration avec les communes définies par la délibération du 12 novembre 2015 ;
- dire que les acteurs du territoire seront associés à l'élaboration du projet de révision du SCoT selon les seules modalités de concertation définies pour les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;
- dire que la concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées à l'élaboration du projet de révision du SCoT concerne la mise à disposition du public des documents constitutifs du dossier de révision de SCoT, en fonction de leur élaboration, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures ouvrables habituels et sur son site internet www.montpellier3m.fr.

Délibération n° 14591

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmcl143226-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour ~~extrait~~ ~~certifié~~ ~~conforme~~ à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET GROUPE SC ROUTE DE GANGES, POUR UNE OPÉRATION SISE 58,
RUE GEORGES DENIZOT 34 000 MONTPELLIER**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de leur politique de réinvestissement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification des quartiers en favorisant la mixité urbaine et économique avec la création d'activités et de services. La mutation urbaine de la parcelle TC 131 située au 58 rue Georges Denizot, s'inscrit dans cette perspective.

Situé dans le quartier Hôpitaux facultés à proximité de la ZAC Euromédecine le long de la route de Ganges, cette parcelle d'une superficie de 2 360 m² est aujourd'hui occupée par un bâtiment de bureaux. Le projet consiste en la démolition du bâti existant et à la construction d'un ensemble immobilier composé d'un hôtel (90 chambres) accompagné d'un espace restauration et d'un immeuble à usage de bureaux. Cette opération est portée par la société SC Route de Ganges.

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la société SC Route de Ganges.

Ce projet nécessite la requalification de l'espace public et le déplacement de réseaux secs au droit de l'opération rue Denizot.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société SC Route de Ganges, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la société SC Route de Ganges et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP).

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la société SC Route de Ganges d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- l'aménagement du trottoir comme un parvis avec plantation d'arbres de haute tige (si cela est compatible avec les réseaux) au droit de l'opération conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- le déplacement et le renforcement des réseaux secs et humides (pluvial) nécessaires à la desserte de l'opération conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a donc été chiffrée à la somme de 376 200 € HT.

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge la société SC Route de Ganges une part de ces aménagements qui s'élève à environ :

- 90% du coût d'aménagement de voirie au droit de l'opération,
- 90% du coût de déplacement et de renforcement des réseaux secs et humides liée à l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la société SC Route de Ganges s'élève ainsi à 338 580 € HT, correspondant à environ 90 % du coût total HT des aménagements nécessaires à l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SC Route de Ganges. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Délibération n° 14592

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la société SC Route de Ganges. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la société SC Route de Ganges au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmc1142781-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – LANCEMENT D'UN APPEL À PROJET POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉCO-RESPONSABILITÉ TERRITORIALE - ASSOCIATIONS À ÉNERGIE POSITIVE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le premier accord universel de Paris sur le climat a été approuvé à l'unanimité par les 196 délégations (195 États + l'Union Européenne), le 12 décembre 2015. Moins d'un an après, le 4 novembre 2016, l'Accord de Paris (COP 21) est entré officiellement en vigueur. Son application modifiera progressivement l'ensemble de nos modes de vie.

A l'échelle locale, le plan climat (PCET) de Montpellier Méditerranée Métropole labellisé "Territoire à énergie positive pour la croissance verte", en posant des objectifs clairs et quantifiés, partage cette ambition de maîtriser et de réduire les émissions de gaz à effet de serre issues du territoire (collectivités, entreprises, associations, citoyens...), et d'effectuer une transition énergétique progressive.

La Métropole a donné un nouvel élan à cette transition énergétique, par l'adoption le 28 janvier 2017 des valeurs du projet de territoire « Montpellier Métropole Territoires ». Celui-ci fixe le cap à un développement durable et équilibré du territoire, il intègre, enrichit et définit les grands principes d'organisation spatiale des politiques publiques de la Métropole, en matière d'accueil des populations et des entreprises, de déplacements, d'environnement, d'agroécologie et d'alimentation, de résilience, etc.

A travers ce projet de territoire, la Métropole a pour ambition de faire de son territoire une référence en matière d'acclimatation. S'acclimater pour un organisme vivant, consiste à s'adapter à un changement (climatique), en pensant d'autres manières d'habiter, de produire, de consommer et de pratiquer ses loisirs. Le projet entend faire de cette perspective un véritable atout au service de l'attractivité du territoire et du bien-être de ses habitants, non seulement en protégeant mieux les personnes et les biens, dans une vision globale, mais également en apprenant à mieux vivre avec le changement climatique.

Aussi, l'ensemble des initiatives permettant de faire vivre ce projet se multiplient. En raison des liens de proximité qu'elle tisse au quotidien, la Métropole est à l'interface pour **mobiliser les multiples acteurs de la vie locale** susceptibles de **favoriser les évolutions de comportements des citoyens, et d'accroître notre résilience territoriale**. L'enjeu est déterminant, car la sphère privée représente 50% des émissions de gaz à effet de serre (GES).

La nécessité d'un Appel à Projet s'adressant aux **associations**, en leur qualité de **relais d'opinions**, pour accélérer la transition du territoire, est progressivement apparue, tant il est désormais essentiel que les collectivités, les acteurs relais et les citoyens anticipent et co-construisent le monde bas carbone de demain, ensemble, ici et maintenant.

Le constat actuel est que de nombreuses associations sont sensibles à l'éco responsabilité, et prennent des initiatives dans ce sens, mais aucun dispositif n'incite à inscrire ces démarches dans la durée, dans une dynamique de progrès, et d'échanges de pratiques (outils méthodologiques...). Or, les associations sont au contact de leurs pairs et de la population, et ont un rôle clé à jouer. Nous avons identifié deux potentiels d'actions et d'acteurs :

- Les associations en situation de devenir **ambassadrices** auprès de leurs pairs. Ces associations disposent déjà d'expérience et de formation dans l'accompagnement de groupes vers l'éco responsabilité et sont prêtes à la partager.
- Les associations volontaires pour progresser dans leur ambition d'être **actrices de la transition écoresponsable** dans leur fonctionnement, auprès de leurs membres et des habitants de la Métropole (associations sportives, culturelles, caritatives...), ayant besoin d'un accompagnement.

L'idée de cet appel à projets est de favoriser le lien, la rencontre entre les associations **ambassadrices** volontaires et les associations qui veulent devenir **acteurs** de la transition du territoire, en co-

construisant une démarche d'amélioration continue écoresponsable, et en préfigurant ainsi les contenus d'une méthodologie partagée et partageable. Les projets pilotes, sujets d'expérimentation au cours de cet appel à projets, serviront d'inspiration, de guides et donneront une première réponse au besoin d'implication des associations parfois isolées dans leur réflexion éco responsable.

L'objectif est à la fois de **partager, transmettre** (grâce au savoir-faire des associations de l'éducation au développement durable), d'échanger de manière ludique, participative et pédagogique, et de **former de manière innovante, à l'éco-responsabilité**, les associations du territoire volontaires et motivées.

Dans ce contexte, il est proposé de lancer le premier appel à projet « **Associations à énergie positive** », pour favoriser l'émergence de nouvelles coopérations, en vue du développement des économies d'eau et d'énergie, d'une mobilité bas-carbone, d'une consommation vertueuse des ressources en général (énergies et matières) et l'émergence d'un nouveau modèle de développement local, sur le plan social, économique et écologique.

Le soutien de cette participation associative implique un budget de 8 000 € par an durant 3 années, permettant de récompenser les meilleurs projets présentés et de soutenir leur mise en œuvre. Les crédits sont inscrits au chapitre 935. Afin d'encadrer ce soutien financier, sous forme de subvention, il sera demandé à chaque porteur de projet de s'engager dans cette démarche par la signature d'une convention d'attribution de subvention. Il s'agit notamment d'encadrer le processus d'étude et de sélection des dossiers de candidature. Les subventions à verser aux lauréats, feront l'objet d'un 1^{er} versement avant la clôture de l'exercice 2017 et suite à la signature de la convention, et d'un second versement après réception du bilan de chaque projet. Ces versements seront donc confirmés lors du vote de la décision modificative du budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le principe et les modalités de mise en œuvre de l'Appel à projet "Associations à énergie positive",
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget au chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmc1142130-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE COURNONTERRAL - JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION DU SECTEUR DIT "CANNABE"

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Depuis le 1^{er} Janvier 2015, la Métropole est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). La Charte de gouvernance du PLU, approuvée par les 31 communes membres et la Métropole a permis d'affirmer la répartition des compétences entre la Métropole et les communes. Ainsi, les communes restent compétentes notamment pour l'élaboration de leur projet urbain et la Métropole compétente en PLU, en collaboration avec les communes.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole travaille depuis plusieurs années en étroite collaboration avec la Commune de Cournonterral sur la définition d'un projet d'urbanisation du site dit Cannabe.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération en date du 17 février 2006 définit ce site comme un secteur d'urbanisation et de développement urbain. Situé au Sud de la commune, il représente une superficie d'environ 9 hectares intégrant plusieurs constructions existantes ainsi qu'une déchèterie intercommunale.

Le PLU de la Commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et modifié le 6 mars 2014 identifie le site Cannabe dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable comme un secteur « destiné à recevoir une zone d'activités économiques artisanales, un centre secours déconcentré du Capdalièch, un village de regroupement technique agricole ». Le site Cannabe est actuellement classé en zone OAU et ne peut être ouvert à l'urbanisation qu'à la faveur d'un projet d'aménagement d'ensemble et de la réalisation des équipements nécessaires. De ce fait, une procédure de modification du PLU doit être engagée, permettant d'écrire et d'adapter le règlement de la future zone à urbaniser.

Par décision en date du 13 mai 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M un mandat visant à conduire l'ensemble des études pré-opérationnelles pour l'aménagement de ce site, ainsi que la constitution du dossier de création de la future Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Par délibération du 28 septembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation pour cette création de ZAC.

Ainsi, les objectifs proposés dans le cadre de cette opération d'aménagement du site sont de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (secteur Frigoulet sur la Commune de Cournonsec), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- conforter l'agriculture de proximité et permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements : caserne intercommunale des pompiers et services techniques de la commune,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone AU0 se justifie pleinement. En effet, le projet d'aménagement du site Cannabe s'inscrit dans le cadre du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) métropolitain et dans la politique Agro-écologique et alimentaire menée par Montpellier Méditerranée Métropole car il intègre, au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités et un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles. Cet aménagement permettra notamment de répondre aux demandes des entreprises "PME, TPE" artisanales et des

agriculteurs locaux, pour lesquelles le SAE a fait apparaître l'impérieuse nécessité de recréer une offre foncière adaptée et en quantité suffisante.

Ce parc contribuera donc à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage de parc d'activités mixtes dit de "proximité". De plus, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable définis dans le SAE car il sera engagé en certification HQE Aménagement.

En outre, la constructibilité dans le tissu urbain est limitée quantitativement et ne permet pas de réunir les conditions suffisantes pour accueillir un projet à vocation d'activités économiques, notamment artisanales de services et agricoles nécessitant un terrain d'une superficie d'environ 9 ha.

La faisabilité opérationnelle d'un projet dans le tissu urbain constitué ne peut pas être assurée à court terme. Par ailleurs, certains sites comme le centre-ville ou le tissu pavillonnaire, majoritairement présent sur le territoire communal, ne se prêtent pas à l'installation d'un projet économique de cette ampleur.

Dans ces conditions, l'ouverture à l'urbanisation de cette zone AU0 située au Sud du RD5 sur la Commune de Cournonterral, est justifiée.

Cette opération permettra de satisfaire les besoins fonciers des entreprises désireuses de s'installer ou de se développer sur la frange Ouest du territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- considérer que l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU0 située lieu-dit « Cannabe » à Cournonterral est justifiée conformément à l'article L 153-38 du Code de l'urbanisme ;
- prendre acte de la décision d'engager la procédure de modification du PLU de Cournonterral ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmc1140874-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – VILLE DE MONTPELLIER - LANCEMENT D'UNE RÉFLEXION EN VUE DE LA CRÉATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE DE CELLENEUVE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé dès 2003, avec Montpellier Grand Cœur, un projet ambitieux de mise en valeur et de réhabilitation des faubourgs du centre-ville, entourant le quartier de l'Écusson. A ce titre, la Ville de Montpellier a mis en place, dès 2006, trois Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) dénommées « Gambetta/Figuerolles/Clemenceau », « Avenue de Lodève » et « Sud-gare Méditerranée ».

Une procédure de transformation de ces trois ZPPAUP en Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et de création d'une quatrième AVAP sur les faubourgs Boutonnet-Beaux-Arts a été initiée en 2012 par la Ville et poursuivie par Montpellier Méditerranée Métropole dès 2015, à la suite de la création de la Métropole.

A compter de leur création, ces quatre AVAP deviendront des sites patrimoniaux remarquables, nouvelle dénomination créée par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (loi CAP) du 7 juillet 2016.

A la suite de l'expérience réussie depuis plus de dix ans avec les ZPPAUP, Montpellier Méditerranée Métropole, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier, souhaite étendre le dispositif de mise en valeur et de réhabilitation du patrimoine bâti des faubourgs, avec la mise à l'étude d'un site patrimonial remarquable sur le centre historique de Celleneuve organisé autour de l'église médiévale.

La préservation et la mise en valeur de ce quartier, à forte valeur patrimoniale, est d'intérêt public. Il convient donc de lancer une réflexion en ce sens.

Le périmètre de la réflexion à engager sera délimité :

- Au Nord, par la rue du Pilory,
- A l'Ouest, par la rue Lejzer Zamenhof et l'axe formé par son prolongement virtuel jusqu'à l'avenue de la Liberté au Sud,
- Au Sud, par l'avenue de la Liberté,
- A l'Est, par l'allée de Paris entre l'avenue de la Liberté et l'avenue de Lodève, et l'axe formé par son prolongement virtuel jusqu'à la rue du Pilory au Nord.

La réflexion préalable à la création du site patrimonial remarquable portera sur la réalisation d'un diagnostic patrimonial et paysager avec volet historique. Elle s'attachera à analyser les différentes typologies de construction et comprendra un inventaire exhaustif du patrimoine et des éléments paysagers, ceci afin de soumettre à l'avis du Ministre en charge de la Culture un périmètre cohérent pour le site patrimonial remarquable.

Le classement en site patrimonial remarquable pourrait être suivi dans un second temps par la mise en place, sur son périmètre, d'un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP). Ce document, annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) au titre des servitudes d'utilité publique, fixera un cadre réglementaire portant notamment sur l'emploi de matériaux et de techniques précises pour toute intervention sur le patrimoine bâti et non bâti du quartier de Celleneuve. Au sein du site patrimonial remarquable, l'architecte des Bâtiments de France (ABF) sera systématiquement consulté pour tout projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner son accord pour la mise à l'étude d'un site patrimonial remarquable sur le quartier de Celleneuve, et, en cas d'avis favorable du Ministre en charge de la Culture, approuver l'élaboration d'un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) sur son périmètre,
- solliciter auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, une subvention au meilleur taux possible,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14595

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmcl140870-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2017-89 du 10/05/2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Juvignac afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, pour notamment permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux et d'un équipement d'intérêt collectif sur le secteur « Carrière de l'Hort ».

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Juvignac et au siège de la Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Juvignac et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Juvignac (www.juvignac.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Juvignac telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170518-lmc1142284-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE BEAULIEU - RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - ARRÊT DU PROJET

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 17 novembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Beaulieu a engagé la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune, afin de réduire de manière très mesurée la zone naturelle, pour intégrer à la zone urbaine un îlot de parcelles bâties en continuité du village et modifier à la marge l'emprise constructible de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Renard.

Ces évolutions du PLU communal sont compatibles avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). En effet, elles permettent de préserver l'équilibre entre développement urbain et espaces naturels sur le territoire communal et notamment au sein de la ZAC du Renard et du secteur du Chemin des Vignes.

Cette procédure a fait l'objet d'un arrêt en Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015 et d'une enquête publique du 11 mars 2016 au 13 avril 2016. Le Commissaire enquêteur a émis, le 28 avril 2016, un avis favorable sous réserve que les compléments demandés par la DDTM soient apportés au dossier.

Considérant les attendus de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), formulés dans son courrier du 24 décembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a modifié le projet de révision allégée. En conséquence et au regard de la nature des modifications apportées au dossier, il a été nécessaire de reprendre la procédure en amont et de réaliser une nouvelle enquête publique.

La délibération de prescription, prise par le Conseil Municipal, avait défini les modalités de concertation suivantes :

- la publication sur le site de la Commune et dans le journal communal d'un avis relatif à l'ouverture de la concertation concernant la révision allégée n°2 du PLU ;
- la mise à disposition du dossier de révision en mairie, aux heures d'ouverture de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi ;
- la mise à disposition d'un registre afin de consigner les observations du public.

L'ensemble des modalités de concertation ont été effectuées : le dossier de révision allégée n°2 modifié et un registre sur lequel chacun a pu consigner ses observations, ont été mis à la disposition du public. En outre, un avis a été publié dans le journal municipal et sur le site internet de la Commune de Beaulieu.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a, à ce jour, été consignée dans le registre pendant la durée de cette mise à disposition.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 27 février 2017, un avis favorable sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune et, conformément aux dispositions de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure.

Considérant le bilan de la concertation et la décision n°2016-4744 de Monsieur le Préfet de Département précisant que ces évolutions du document d'urbanisme communal n'étaient pas soumises à évaluation environnementale, le présent projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu, peut être arrêté, tel qu'annexé, par le Conseil de Métropole et soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation, tel qu'énoncé ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article L 103-6 du Code de l'urbanisme ;
- arrêter le dossier de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 22/05/17
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU
PLU DE LA COMMUNE DE BAILLARGUES - OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DU
DÉPARTEMENT SUR LES RD 26 ET 26E1 - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Conseil Départemental de l'Hérault a décidé de recalibrer les RD 26 et 26^{E1} et d'aménager un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues. Cette opération ayant notamment pour objet d'améliorer les accès au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM), Montpellier Méditerranée Métropole et Pays de l'Or Agglomération participent à son financement.

Pour permettre la réalisation de ces aménagements, il est nécessaire de faire évoluer le PLU de la commune de Baillargues.

Aussi, par délibération du 23 mai 2016, le Conseil Départemental a demandé à Monsieur le Préfet l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique unique regroupant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP), celle au titre de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues, ainsi que l'enquête publique parcellaire rendant possible ces aménagements.

La mise en compatibilité du PLU porte ainsi sur une adaptation de la réglementation de la zone 2UD afin d'autoriser l'installation d'écrans anti-bruit et sur la modification des emplacements réservés C4, C26 et C27 concernant leur emprise, leur bénéficiaire et leur objet.

En application de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme relatif à la procédure de mise en compatibilité du PLU, une réunion d'examen conjoint s'est tenue le 3 novembre 2016, en présence des représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la mairie de Baillargues, du Conseil Départemental, du Conseil Régional, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Préfecture de l'Hérault.

Selon le procès-verbal de cet examen conjoint, les principaux objectifs du projet ont été présentés à savoir le recalibrage des voies actuelles afin de s'adapter à l'augmentation du trafic et à la présence accrue de poids lourds et transports en commun du fait de la future suppression d'un passage à niveau. Après l'exposé des adaptations nécessaires du PLU, les participants ont émis un avis favorable à l'unanimité sur la mise en compatibilité du PLU de Baillargues avec le projet présenté.

Par arrêté du 5 décembre 2016, Monsieur le Préfet de l'Hérault a organisé les modalités d'une enquête publique unique qui s'est déroulée du 9 janvier au 10 février 2017. A l'issue de l'enquête, Monsieur le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 9 mars 2017. Après avoir émis un avis favorable quant à l'utilité publique du projet, il conclut par un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU de Baillargues et sur l'enquête parcellaire.

Monsieur le commissaire enquêteur a fait état dans son rapport du bon déroulement de l'enquête publique et d'une participation très satisfaisante du public. Il est à noter que les observations concernent essentiellement l'enquête parcellaire et les choix techniques du projet, en particulier de la piste cyclable. Aucune des observations du public n'a nécessité de modifier le dossier de mise en compatibilité après enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R 153-14 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole doit émettre un avis sur le dossier de mise en compatibilité du PLU de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 22/05/17
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ORGANISMES EXTÉRIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT - ADHÉSION 2017

Mme E. LLORET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

La Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Elle en a approuvé les statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

L'Agence Locale pour l'Energie et du Climat a pour mission de mettre en place un réseau d'échanges entre tous les partenaires intervenant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables en positionnant ses actions de manière complémentaire aux opérations de sensibilisation déjà menées :

- auprès du grand public : sensibilisation par des expositions itinérantes, devenir un « Espace Info Energie » ;
- auprès des collectivités locales et leur groupement : rôle de conseil et d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie.

L'Agence Locale de l'Energie et du Climat est, par ailleurs, devenue un partenaire privilégié dans l'élaboration du Plan Climat Energie Territorial adopté en février 2014 et assiste Montpellier Méditerranée Métropole dans sa mise en œuvre, en particulier pour l'action « Rénovation thermique des copropriétés ».

Il est proposé de renouveler son adhésion.

La cotisation d'adhésion pour l'année 2017 s'élève à 1 762 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Métropole à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat,
- dire que les crédits sont inscrits au budget métropolitain au chapitre concerné,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. C. COUR, Mme T. DASYLVA, Mme V. DEMON, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. A. EL KANDOUSSI, Mme I. GIANIEL, M. J. MALEK, M. C. MEUNIER, Mme V. PEREZ, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141253-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE DES TRANSPORTS PUBLICS PARTICULIERS DE PERSONNES (T3P)

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le décret n°2017-236 du 24/02/2017 modifie le Code des transports, afin de créer l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes (T3P), le Comité national des T3P auprès du Ministre chargé des transports et des Commissions locales des T3P dans chaque département.

Ces nouvelles commissions locales remplaceront dès le 1^{er} juin 2017 les anciennes commissions communales et départementales créées par le décret n°86-427 du 13/03/1986, portant création de la commission des taxis et des voitures de petite remise.

La Commission locale plénière des T3P se réunira une fois par an, transmettra un bilan d'activité à l'Observatoire national des T3P avant le 1^{er} juillet de chaque année et établira son règlement intérieur.

En outre, sur la base de la composition de la commission locale plénière, une formation restreinte en matière disciplinaire sera constituée afin de traiter des procédures de sanctions administratives spécifiques à chaque profession.

La commission locale dans le département de l'Hérault pourra être composée des plusieurs collèges :

- des représentants de l'Etat ;
- des représentants des professionnels ;
- des représentants des collectivités territoriales. Ce collège sera composé de membres siégeant au titre de la compétence d'autorité organisatrice de transports ou d'autorité chargée de délivrer les autorisations de stationnement. Lorsque ces autorités ont délégué l'organisation de tels services de transports à d'autres collectivités ou leurs établissements publics, situés dans le ressort de la commission, des représentants de ces autorités délégués peuvent siéger dans ce collège. Ces membres sont désignés par le Président de la Commission sur proposition des autorités ;
- Le cas échéant, des représentants d'associations agréées de défenses des consommateurs.

La durée du mandat des membres est de trois ans.

Il est proposé de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de la Métropole au sein du collège des représentants des 'collectivités territoriales'.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Titulaire :

Mme Titina DASYLVA,

- Suppléant :

M. Pascal KRZYZANSKI.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- procéder à la désignation de Mme DA SYLVA, comme représentante titulaire, et M. KRZYSANSKI, comme représentant suppléant, au sein de la Commission Locale des Transports Publics Particuliers de Personnes (T3P) ;
- autoriser les élus ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142740-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION MEZZO ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a toujours fait de la culture l'un des piliers de son identité. Festivals de renom, équipements reconnus nationalement, émergence de nouveaux talents, développement de l'art sous toutes ses formes, Montpellier Méditerranée Métropole est incontestablement une terre culturelle. Elle y est présente sous toutes ses formes : de la musique (Festival de Radio France, Festival de musique ancienne de Maguelone...) à la littérature, des arts visuels au théâtre, des cultures urbaines à la danse (Montpellier Danse), du cinéma au patrimoine. Cinemed, le musée Fabre, l'Opéra-Orchestre ou encore I love techno illustrent la qualité et de la richesse de l'offre d'ores et déjà présente sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Chaîne MEZZO a pour activité la diffusion du programme télévisuel MEZZO en langue française distribué par réseaux filaires (câble / ADSL / TV sous IP) et/ou diffusé par satellite, en mode numérique crypté, elle va assurer la promotion des événements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole par des campagnes publicitaires et des opérations de partenariat à l'occasion d'un mois spécial dédié.

Une bande-annonce annonçant **le mois spécial dédié à Montpellier Méditerranée Métropole** « Montpellier Destination culture » sera diffusée dès la dernière semaine du mois précédent et pendant toute la durée du mois spécial, avec descriptif des programmes diffusés (3 ou 4 fois par jour).

Ce mois spécial inclura les obligations suivantes de la part de Mezzo :

- la captation par une ou plusieurs sociétés de production d'au moins quatre programmes avec notamment une diffusion en direct sur les chaînes Mezzo et Mezzo Live HD en collaboration avec TV Sud,
- la rediffusion des concerts et spectacles captés les années précédentes à l'Opéra Orchestre National de Montpellier, au Festival de Radio France Montpellier et dans le cadre du festival de Montpellier Danse,
- la diffusion de bumpers présentant chaque programme diffusé en prime time - 6 par jour le jour des primes,
- le tournage d'un Mezzo Backstage, format court de 10-15 minutes de présentation du festival de Montpellier Danse,
- la diffusion de Mezzo Backstages tournés en région Occitanie :
 - Festival de Radio France Montpellier,
 - Festival de Fontfroide,
 - Festival de Maguelone,
 - Festival de Jazz à Sète,
 - Festival de Jazz à Junas.
- quatre Mezzo Backstages parmi ceux cités ci-dessus seront diffusés chaque jour pendant un mois,
- la diffusion de clips extraits des programmes dans le cadre d'Intermezzo,
- la production d'un billboard « Avec le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole » qui sera inséré en ouverture et en clôture de programmes, en fin de teasers, de bumpers, de bandes-annonces et de Mezzo Backstage,
- l'annonce du mois spécial se fera sur la newsletter de Mezzo (qui compte plus de 20 000 abonnés, les versions seront en française et en anglais).

Le spectacle *Les Pièces de New York* chorégraphié par Angelin Preljocaj le 23/06/2017, fera l'objet d'un direct.

Mezzo mettra également à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un volume de 80 messages de trente secondes à utiliser à sa convenance jusqu'au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la chaîne MEZZO,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1143261-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE RADIO NOVA, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent mettre en place un partenariat tripartite avec Radio Nova pour l'année 2017, afin d'assurer la promotion et la couverture de quatre manifestations.

Sur ces quatre manifestations, Montpellier Méditerranée Métropole est concernée sur son territoire par « Les Nuits Zébrées », organisée par Radio Nova, qui aura lieu au Zénith le 17 novembre 2017. Pour un montant maximal de 20 000 € HT, la Métropole s'engage à :

- prendre à sa charge le coût de réservation du Zénith de Montpellier en configuration Zénith Médium,
- médiatiser l'événement sur ses propres supports d'information : magazine métropolitain, site internet de la métropole,

Radio Nova s'engage de son côté à apposer le logo Métropole sur l'ensemble des outils de communication de la manifestation : affiches, flyers, bannières web, post réseaux sociaux, dossiers de presse.

Elle s'engage également :

Sur son antenne / valorisation à hauteur de 15 000 € HT :

- A diffuser 7 spots par jours pendant 12 jours sur Radio Nova national assurant la promotion des « Nuits Zébrées » avec ajout systématique de la mention « Radio Nova & Montpellier méditerranée Métropole présentent » / *valorisation à hauteur de 5000 € HT*,
- A offrir 4 campagnes de 30 spots de 30s sur Radio Nova national pour diffusion de campagnes de communication municipales et/ou métropolitaines durant l'année 2017 / *valorisation à hauteur de 2500 € HT par campagne soit 10 000 € HT*.

Sur son site / valorisation à hauteur de 4 000 € HT :

- A diffuser 4 campagnes web de communication municipale ou métropolitaine durant l'année 2017 sur le site internet de Radio Nova.

Sur le lieu de l'événement :

- A offrir de la visibilité sur site avec installation de supports publicitaires à l'extérieur et à l'intérieur du Zénith, et distribution de flyers métropole à l'intérieur du Zénith (diffusion assurée par la Métropole).
- Assurer une couverture de la manifestation le jour de sa tenue (interviews des représentants de la Métropole) et une présence sur scène des représentants de la Métropole, ainsi que la mise à disposition de la Métropole d'invitations à l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et la Radio NOVA,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, au chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14671

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1143327-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À L'OCCASION DE LA COMÉDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise la « Comédie du Livre », une manifestation littéraire consacrée aux rencontres internationales du livre, qui a lieu en 2017, pour sa 32^{ème} édition du 19 au 21 mai.

Dans ce cadre, la Société Éditrice du Monde, qui édite le quotidien national français « Le Monde » et son supplément « Le Monde des Livres », a fait part à la Métropole de son intérêt d'établir un partenariat lui permettant d'associer son image à cet événement et d'en assurer la communication.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier « Le Monde » de la qualité de partenaire média de l'événement. A ce titre, elle s'engage notamment à :

- faire figurer le logo du Monde sur tous les supports de communication de l'événement (affiche, site Internet, programme, dossier de presse, cartons d'invitation, insertions publicitaires lorsque le format le permet...),
- prendre en charge financièrement les coûts de fabrication du dossier spécial de 4 pages dans le supplément Le Monde des livres en lien avec l'événement à hauteur de 30 000 euros HT.

De son côté, la Société Editrice du Monde s'engage notamment à :

- faire paraître un supplément de 4 pages dans le supplément Le Monde des livres, ainsi qu'un encart publicitaire d'une demie-page,
- mettre à disposition deux journalistes qui animeront chacun deux tables rondes ou rencontres.

L'ensemble de l'engagement des parties est détaillé dans le contrat de partenariat annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société editrice du Monde,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142327-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – PLAN D'INVESTISSEMENT AUTOROUTIER - PROTOCOLE D'ACCORD RELATIFS AUX FINANCEMENTS DES RACCORDEMENTS DU CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER SUR L'AUTOROUTE A709 CONCÉDÉE À LA SOCIÉTÉ ASF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le déplacement de l'autoroute A9 a enfin ouvert la possibilité d'achever le contournement dont Montpellier est encore dépourvue, de réaliser la continuité d'itinéraire, aujourd'hui inexistante, entre les autoroutes A9 et A750, et de donner à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'ensemble de son aire urbaine la « respiration » dont elle a besoin.

Cette « respiration » du tissu urbain paraît d'autant plus indispensable que l'aire métropolitaine est dépourvue d'étoile ferroviaire et qu'elle connaît la plus forte augmentation démographique de toutes les métropoles françaises.

Le contournement complet de Montpellier Méditerranée Métropole se justifie comme un élément majeur du Plan de Déplacements Urbains qui permet de réaffecter l'espace public urbain au profit des transports en commun et des modes actifs, et de déployer un dispositif de logistique urbaine mutualisé et décarbonné. Le contournement apporte en effet une réponse décisive aux problèmes de saturation de trafic, de sécurité et de réponse à la congestion de la voirie locale par le trafic de transit.

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) et la Déviation de la RN 113 à Saint-Brès et Baillargues sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat ainsi que la Déviation Est de Montpellier (DEM) sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault, sont donc essentiels pour finaliser ce contournement routier et permettre le rabattement des flux de transit sur l'A709.

Le COM plus particulièrement est hautement prioritaire car il assure la continuité de l'itinéraire autoroutier national depuis l'A750 jusqu'à son raccordement à l'autoroute A9, via l'A709, et constitue à ce titre un élément du réseau routier national par décret du 5 décembre 2005.

Le COM devrait accueillir jusqu'à 100 000 véhicules / jour sur les sections les plus chargées dans 15 ans, illustrant l'urgence de sa réalisation.

L'Etat a repris les premières études préalables et fixé l'objectif d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) en 2018/2019 pour un démarrage des premiers travaux en 2020/2021.

En matière de financement, le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 a permis de réunir les contributions nécessaires à l'engagement des premières phases de sa réalisation à hauteur de 25 M€ (dont 11 M€ apportés par l'Etat et 14 M€ financés à part égales par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole) sur un coût prévisionnel total estimé à 230 M€.

Le « Protocole d'accord relatif au financement du dossier de demande de principe relatif au raccordement du Contournement Ouest de Montpellier sur l'Autoroute A709, concédée à la société Autoroutes du Sud de la France » proposé par l'Etat en vue de finaliser l'inscription de cette opération dans le Plan d'Investissement Autoroutier, porte sur un montant de 250 000 € répartis de la façon suivante :

- Etat : 125 000 €, via la conclusion, avant le 1^{er} octobre 2017, d'un avenant à la convention de concession, qui lie l'Etat à la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF), au titre du plan d'investissement autoroutier, sous réserve de l'approbation de cet avenant par le Conseil d'Etat ;
- Région Occitanie : 41 667 € ;
- Département de l'Hérault : 41 667 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 41 667 €.

Délibération n° 14673

Vu le caractère hautement prioritaire de cette opération et des financements encore insuffisants pour permettre sa réalisation, il convient de finaliser l'inscription de cette opération dans le Plan d'Investissement Autoroutier par la signature du protocole, mais également de demander le financement des travaux qui permettront de réaliser le COM dans sa totalité et prioritairement :

- l'Echangeur Sud COM/A709/RD612 ;
- la dénivellation du rond-point Gennevaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer le caractère hautement prioritaire du Contournement Ouest de Montpellier (COM), liaison autoroutière entre l'A750 et l'A9 via l'A709 ;
- approuver le protocole d'accord relatif au financement des raccordements du Contournement Ouest de Montpellier sur l'Autoroute A709 concédée à la société ASF ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole au chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140600-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – PLAN D'INVESTISSEMENT AUTOROUTIER - PROTOCOLE D'ACCORD RELATIFS AUX FINANCEMENTS DES RACCORDEMENTS DE LA DÉVIATION DE LA RN 113 AU DROIT DE BAILLARGUES ET SAINT-BRÈS SUR L'AUTOROUTE A9 CONCÉDÉE À LA SOCIÉTÉ ASF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le déplacement de l'autoroute A9 a enfin ouvert la possibilité d'achever le contournement dont Montpellier est encore dépourvue, de réaliser la continuité d'itinéraire, aujourd'hui inexistante, entre les autoroutes A9 et A750, et de donner à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'ensemble de son aire urbaine la « respiration » dont elle a besoin.

Cette « respiration » du tissu urbain paraît d'autant plus indispensable que l'aire métropolitaine de Montpellier est dépourvue d'étoile ferroviaire et qu'elle connaît la plus forte augmentation démographique de toutes les métropoles françaises.

Le contournement complet de Montpellier Méditerranée Métropole se justifie comme un élément majeur du Plan de Déplacements Urbains qui permet de réaffecter l'espace public urbain au profit des transports en commun et des modes actifs, et de déployer un dispositif de logistique urbaine mutualisé et décarbonné. Le contournement apporte en effet une réponse décisive aux problèmes de saturation de trafic, de sécurité à proximité des échangeurs et de réponse à la congestion de la voirie locale par le trafic de transit.

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) et la Déviation de la RN 113 à Saint-Brès et Baillargues, sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, ainsi que la Déviation Est de Montpellier (DEM) sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault, sont donc essentiels pour finaliser ce contournement routier et permettre le rabattement des flux de transit sur l'A709 ;

Concernant la déviation de la RN 113, celle-ci a fait l'objet d'une inscription au Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, qui a permis de réunir les contributions nécessaires à l'engagement des premières phases de sa réalisation à hauteur de 12 M€ (dont 6 M€ apportés par l'Etat et 6 M€ financés à part égales par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole).

Par ailleurs, Monsieur le Président de la République a indiqué, le 28 juillet dernier à Perpignan, qu'il souhaitait que soit rapidement mis en place un nouveau plan d'investissement autoroutier pour répondre aux besoins incontournables de structuration du territoire national et de desserte de ses principales aires urbaines, pour améliorer les temps de transport et pour faciliter et sécuriser les modes de circulation.

Dans ce contexte, un « Protocole d'accord relatif au financement du dossier de demande de principe relatif au raccordement de la déviation de la RN113 au droit des communes de Baillargues et Saint-Brès sur l'Autoroute A9 », est proposé par l'Etat en vue de finaliser l'inscription de cette opération dans le plan d'investissement autoroutier pour un montant de 250 000 €, dont le financement est réparti de la façon suivante :

- Etat : 124 999 €, via la conclusion, avant le 1^{er} octobre 2017, d'un avenant à la convention de concession, qui lie l'Etat à la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF), au titre du plan d'investissement autoroutier, sous réserve de l'approbation de cet avenant par le Conseil d'Etat ;
- Région Occitanie : 41 667 € ;
- Département de l'Hérault : 41 667 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 41 667 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord relatif au financement des raccordements de la Déviation de la RN 113 au droit de Baillargues et Saint-Brès sur l'Autoroute A9 concédée à la société ASF ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole au chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole d'accord ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140607-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – VENTES DE FRUITS ET DE LÉGUMES SUR LES DÉPENDANCES DES ROUTES DÉPARTEMENTALES TRANSFÉRÉES - PROCÉDURE D'AUTORISATION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil Départemental autorisait la présence de vendeurs de fruits, de légumes, de végétaux ou de camions pizza, sur les dépendances de ses voiries, ou réglementait les conditions d'accès pour les implantations sur des parcelles privées accessibles depuis la voirie qu'il gérât.

Dans le cadre du transfert de compétences acté par délibération 14401 du 22 décembre 2016, il y a lieu de mettre en place une procédure d'autorisation.

Deux procédures distinctes sont à mettre en œuvre suivant le lieu d'implantation :

1. Si l'implantation est prévue sur des dépendances du domaine public routier :

Ces implantations sont soumises à des permissions de stationnement. Ces activités sont réglementées par le Code du commerce (article L.310-2) et le Code de l'urbanisme (article L421-5). Les permissions de stationnement doivent être réservées à des professionnels et stipuler le caractère temporaire et précaire de l'installation d'une surface de 20 m² maximum. La durée de l'autorisation ne peut excéder 3 mois.

Comme les autres permis de stationnement ces arrêtés sont pris par les Maires dans le cadre de la police de la circulation en référence au Code général des collectivités territoriales.

Ces implantations peuvent impacter fortement la circulation, notamment dans certains giratoires, et générer des problèmes de sécurité mettant en jeu la responsabilité du gestionnaire des voies (conditions d'accès sur les aires de stationnement, signalétique anarchique perturbant la signalétique directionnelle). La Métropole doit donc donner un avis technique sur ces demandes d'implantations en tant que gestionnaire de la voirie et les arrêtés doivent intégrer les règles d'implantation prescrites pour garantir la sécurité.

Instruction des permissions de stationnement : La procédure proposée est identique à celle pratiquée actuellement pour toutes les autorisations d'occupation du domaine public (chantiers, terrasses, ...) :

- Dépôt de la demande d'implantation auprès de la commune, qui au vu de la justification d'une activité professionnelle (K-Bis) et des conditions d'implantation transmettra un avis d'opportunité à la Métropole (Département Services Publics de l'Environnement et des Transports),
- Les services du Pôle territorial concerné, émettront un avis technique et des prescriptions quant aux conditions d'accès, la signalétique, le nettoyage et la collecte des déchets, la remise en état des lieux,
- L'arrêté de permission de stationnement sera pris par la Commune en intégrant des prescriptions techniques émises par la Métropole.

2. Si l'implantation est prévue sur des parcelles privées mitoyennes de la voie publique :

Les implantations situées sur les parcelles privées accessibles par les voies publiques qui n'ont pas fait l'objet de permis de construire doivent faire l'objet de permissions de voirie délivrées par la Métropole en tant que gestionnaire de la voirie, dans la mesure où les conditions d'accès des véhicules et leur stationnement sur le domaine public ont un impact sur la circulation. Dans ce cas c'est au Président de la Métropole de prendre un arrêté de permission de voirie en référence du Code de la voirie routière.

Instruction des permissions de voirie :

- Pour les implantations de ventes situées sur les parcelles privées accessibles par les voies publiques, la commune instruit les demandes comme dans le premier cas (justification d'une activité professionnelle, règles d'urbanisme, avis d'opportunité),

Délibération n° 14675

- Elle informe (département Services Publics de l'Environnement et des Transports), de la présence de ces implantations, en cas de répercussions sur la circulation routière (stationnement sur la voie publique, conditions d'accès à la parcelle privée),
- La métropole instruit le dossier, prend l'arrêté de permission de voirie et le transmet pour information au Maire.

Dans tous les cas l'avis d'opportunité émis par la commune sera pris en compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les procédures décrites ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmcl143141-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2°De l'approbation du compte administratif ;
- 3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
- 4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6°De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Afin de permettre que les procédures administratives puissent être le plus fluide possible, il est proposé de permettre le renouvellement de l'adhésion aux associations dont la Métropole est membre par décision en créant un point 3.5. Par ailleurs, il convient également de modifier le point 1.14 afin de permettre la mise à disposition des biens du Département à la Métropole par décision comme pour les biens communaux, le point 1.7 est modifié pour corriger une erreur matérielle.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux

conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

1.8 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.9 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.10 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

1.11 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.12 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.13 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.

1.14 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion

des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.5 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.5 autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie ».

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.

En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

7.4 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1138181-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 74 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « PHILIPPIDÈS » - AVENUE CHANCEL - PLACE MARCEL GODECHOT À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat a sollicité la Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 74 logements sociaux, résidence « Philippidès », avenue de Chancel - Place Marcel Godechot à Montpellier.

Le programme comprend 52 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 22 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet A+ Architecture, le programme développe une surface habitable de 4 955,50 m² selon la typologie suivante : 15 T2 – 43 T3 – 14 T4 – 2 T5

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 10 161 000 €
- Subvention Etat Déléguée : 129 000€
- Subvention Région : 198 000 €
- Subvention Action Logement : 129 000 €
- Prêt CDC : 9 361 000€
- Prêt Action Logement : 196 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 148 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 148 000 € pour la réalisation de 74 logements sociaux, résidence « Philippidès », Avenue Chancel – Place Marcel Godechot à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 14599

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142013-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 46 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE BOHÈME », 267 RUE RAIMON DE TRENCANEL À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 46 logements sociaux, résidence « Les Jardins de Bohème », 267 rue Raimon de Trencavel à Montpellier. Le programme comprend 30 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 16 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO, le programme développe une surface habitable de 3 245 m² selon la typologie suivante : 9 T2 – 24 T3 – 12 T4 – 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS / PLAII, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations en zone 2 du financement du logement social.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- coût total de l'opération : 6 835 225,48 €,
- subvention Etat déléguée : 112 000 €,
- subvention Région : 74 000 €,
- prêt CDC : 6 479 025,48 €,
- **participation Montpellier Méditerranée Métropole : 170 200 €.**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 170 200 € pour la réalisation de 46 logements sociaux, résidence « Les Jardins de Bohème », 267 rue Raimon de Trencavel à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140702-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 68 LOGEMENTS SOCIAUX À CLAPIERS ET À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 68 logements sociaux correspondant à deux opérations : l'une à prendre place ZAC du Castelet lot B1 à Clapiers et l'autre en secteur diffus, résidence « Elaïa », rue des Aconits à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire d'environ 2 000 € par logement PLUS / PLAI, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations en zone 2 du financement du logement social.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Lot B1 – ZAC du Castelet CLAPIERS	Résidence « Elaïa » Rue des Aconits MONTPELLIER
Zone	2	2
Caractéristiques :		
Architecte	Agence MDR (Montpellier)	Pascal MEGIAS (Aigues-Mortes)
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif
Surface habitable	2 297,60 m ²	2 041,80 m ²
Nombre de logement	38	30
Catégorie de financement	27 PLUS / 11 PLAI	28 PLUS / 2 PLAI
Typologie	13 T2, 19 T3, 6 T4	9 T2, 10 T3, 10 T4, 1 T5
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	4 525 185 €	4 016 005 €
Subvention Etat déléguée	89 339 €	
Subvention Région	76 000 €	
Subvention ANRU		627 137 €
Prêt CDC	3 666 646 €	3 023 868 €
Prêt PEEC	108 000 €	
Fonds Propres	509 200 €	300 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	76 000 €	65 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 76 000 € à la SA D'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 38 logements locatifs sociaux, résidence "ZAC du Castelet, lot B1" à Clapiers ;
- apporter une subvention de 65 000 € à la SA D'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence "Elaïa" à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;

Délibération n° 14601

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142346-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE CASTELNAU », 66 AVENUE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SCIC ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DÉPENDANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Entreprendre pour Humaniser la Dépendance (EHD) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Castelnau », 64 avenue de Castelnau à Montpellier. Le programme comprend 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture AC Architectes domicilié à Lyon.

EHD demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 235 791 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Montant du prêt PLA1 construction	235 791 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Durée de la phase d'amortissement	30 ans

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à EHD pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 176 843,25 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 235 791 € sollicité par la SCIC Entreprendre pour Humaniser la Dépendance auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Castelnau », 64 avenue de Castelnau à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SCIC Entreprendre pour Humaniser la Dépendance, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmcl141209-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ATLANTIS II » - RUE DU MOULIN DE SÉMALEN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Patrimoine SA Languedocienne (groupe Midi Habitat), ayant son siège social à Toulouse, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Atlantis II », 401 rue du Moulin de Semalen à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur 3R Promotion, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'Atelier architecture Nostra domicilié à Béziers.

Patrimoine SA Languedocienne demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 755 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 226 000 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 247 000 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 172 000 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 110 000 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	226 000 €	247 000 €	172 000 €	110 000 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,35 %	- 0,20 %	+ 0,35%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité			
Taux annuel de progressivité	-3% à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Patrimoine SA Languedocienne, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Patrimoine SA Languedocienne est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Patrimoine SA Languedocienne opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Patrimoine SA Languedocienne pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 566 250 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 755 000 €, sollicités par la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Atlantis II », 401 rue du Moulin de Semalén à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmcl141032-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es) :

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE ZELLIGE », ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M4 À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 52 logements sociaux, résidence « Le Zellige » ZAC Saint-Estève lot M4 à Pignan. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 37 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 15 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz.

La SA d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 343 337 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 377 196 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 447 964 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 943 440 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 574 737 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 377 196 €	1 447 964 €	943 440 €	574 737 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	Double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 007 502,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 343 337 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 52 logements sociaux, résidence « Le Zellige », ZAC Saint-Estève lot M4 à Pignan ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme V. BARTHAS-ORSAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1140684-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es) :

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MARIE LOUISE » - 997 CHEMIN DES BOUISSES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Marie Louise », 977 chemin des Bouisses à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur EMERIS, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet « Olivier Estebe Architecte ».

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 460 030 €, qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 231 339 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 167 817 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 35 281 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 25 593 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	231 339 €	167 817 €	35 281 €	25 593 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,49%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,49%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 345 022,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 460 030 € sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements sociaux, résidence « Marie Louise », 997 chemin des Bouisses à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1140699-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE 111 RÉSIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER - DÉLIBÉRATION N° 14414 DU 27 JANVIER 2017 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°14414 du 25 janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à ACM Habitat la garantie à hauteur de 100% des emprunts que le bailleur va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer la réhabilitation de 111 résidences situées à Montpellier, Le Crès, Lavérune, Baillargues, Saint Jean de Védas, Cournonterral, Jacou, Pignan et Lattes.

La délibération initiale comportait une erreur matérielle. Elle indiquait que le montant total du prêt garanti était de 10 338 250 €, alors que celui-ci est de 10 338 280 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°14414 du 25 janvier 2017 et garantir le remboursement de la somme de 10 338 280 € et non 10 338 250 €, représentant 100% du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts et signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142537-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ». Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes une subvention de 10% du montant HT des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000€ selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 € /m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 € /m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation des travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné intermédiaire après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire bailleur pour la réhabilitation de son logement de type 4 de 89 m², situé 3 Quai de Sauvage à Montpellier. Le projet concerne la réhabilitation totale du logement, permettant un gain énergétique à l'issue des travaux de 78 % (Etiquette E à B).

Le coût des travaux s'élève à 81 370 € HT (89 624 € TTC) et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- subvention ANAH : 48 617 €,
- subvention Etat au titre du Programme « Habiter Mieux » : 1 500 €,
- subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 4 000 €,
- reste à charge propriétaire : 35 507 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 000 € à l'indivision BROS, domiciliée 199 chemin de Saint Germain à Saint-Jean du Pin ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142481-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibérations n°12631 du 27 novembre 2014, n°10614 du 30 janvier 2012, n°9185 du 27 octobre 2009 et n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention de :

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire bailleur pour la réhabilitation de son logement de type 3 de 50,68 m², situé dans le bâtiment I2. Le projet de rénovation concerne la mise aux normes électriques, la réfection de la plomberie et des sanitaires, l'isolation par l'intérieur des parois froides ainsi que la mise en peinture des murs et plafonds, la pose de faïences et le remplacement des portes intérieures.

Le coût des travaux s'élève à 18 931 € HT (20 824 € TTC) et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- subvention ANAH : 6 626 €,
- subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 10 % soit 1 893 €,
- reste à charge propriétaire : 12 305 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers à appliquer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 1 893 € à Monsieur Cédric NEUMANN demeurant 1666 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142469-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TRENTE-CINQ LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-cinq logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Courmonterral, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont six logements locatifs et vingt-neuf occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes et très modestes pour un montant total de 98 941 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cet affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1140682-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX
AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
PAPI 2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - AMÉNAGEMENT DE
PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL À GRABELS - ÉTUDES
DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET ÉTUDES RÉGLEMENTAIRES - DEMANDES D'AIDES
FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, la Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Après avis favorable de la Commission Mixte Inondations, réunie le 15 décembre 2016, cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

L'action 7.4, intitulée « Protection de Grabels contre les crues du Rieumassel », d'un montant total de 3 000 000 € HT, est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'État,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette action 7.4, il est proposé d'une part, de porter le volume du bassin de rétention existant dit « bassin G de l'arbre blanc » à 160 000 m³, et d'autre part de supprimer quatre goulots d'étranglement du Rieumassel dans les secteurs : Pont des écoles, rue du Riou, Jardins des oiseaux et aval de la Route de Montpellier (RD127).

Pour engager cette action, il convient maintenant de lancer les études préliminaires (écologiques, géotechniques ...), les études de maîtrise d'œuvre et d'élaboration des dossiers réglementaires (Déclaration d'Utilité Publique, Déclaration d'Intérêt Général, Loi sur l'eau).

Ces études sont estimées à 150 000 € HT.

Elles permettront notamment de préciser les surfaces des parcelles à acquérir et de poursuivre le travail de concertation engagés depuis 2014 avec les riverains et les propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des études préliminaires, des études de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers réglementaires relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, prestations d'un montant prévisionnel de 150 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142477-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
PAPI 2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - AMÉNAGEMENT DE
PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON À JUVIGNAC - ÉTUDES
DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET ÉTUDES RÉGLEMENTAIRES - DEMANDES D'AIDES
FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, la Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Après avis favorable de la Commission Mixte Inondations réunie le 15 décembre 2016, cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

L'action 7.5, intitulée « Protection de Juvignac contre les crues de la Mosson », d'un montant total de 1 000 000 € HT est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'État,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette action 7.5, il est proposé de construire une digue rapprochée de 460 m de long en amont de la RN109 afin de protéger les enjeux habités situés derrière la digue contre une crue de la Mosson similaire à celle d'octobre 2014.

Pour engager cette action, il convient maintenant de lancer les études préliminaires (écologiques, géotechniques ...), les études de maîtrise d'œuvre et d'élaboration des dossiers réglementaires (Déclaration d'Utilité Publique, Déclaration d'Intérêt Général, Loi sur l'eau).

Ces études sont estimées à 100 000 € HT.

Elles permettront notamment de préciser les surfaces des parcelles à acquérir et de poursuivre le travail de concertation engagé puis 2014 avec les riverains et propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des études préliminaires, des études de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers réglementaires relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, prestations d'un montant prévisionnel de 100 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142476-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYŻANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
COMMUNE DE MONTPELLIER - BERGES EN RIVE GAUCHE DU LEZ - ACQUISITION
AMIABLE DES PROPRIÉTÉS CADASTRÉES CO17, CO27, CO154, CP491, CP493 ET
CP499 DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI "BARNIER" - DEMANDE
D'AIDES FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Les berges en rive gauche du Lez, situées entre la confluence du Verdanson et le seuil du Moulin de l'Evêque sur la commune de Montpellier, sont exposées à des phénomènes d'érosion liés à la mobilité du cours d'eau. A la suite des inondations de l'automne 2014, les berges ont subi un recul important.

Sur le secteur concerné, le cours d'eau forme une courbe avant de retrouver son axe Nord-Sud. Dans ce méandre, les phénomènes d'érosion sont naturellement plus importants dans l'intrados, en rive gauche, car les vitesses d'écoulement y sont plus importantes. De plus, ce secteur est situé au droit de la confluence du Verdanson.

Les contraintes hydrauliques entraînent sur cette berge des dégradations de nature et de degré divers, affouillement du pied de berge dans un premier temps, glissement puis effondrement des parois suite à l'affouillement prononcé.

La présence d'une ripisylve contribue à la stabilisation des berges. Toutefois, lors des crues très importantes de l'automne 2014, de nombreux arbres ont été déstabilisés ou arrachés, emportant des morceaux de berges et laissant des berges à nu.

Cinq parcelles situées en bordure du Lez bâties et habitées sont particulièrement exposées, compte tenu de la proximité des biens avec la berge et du recul estimé : parcelles CO17, CO 27, CO 154, CP 499, CP 491 et CP 493.

Plusieurs actions ont été effectuées : analyse des causes de recul de berges et des futures évolutions potentielles sur la base des données géotechniques et hydrauliques, recensement des propriétaires et des biens concernés, estimation par les Domaines des coûts d'acquisition et études des moyens de protection envisageables.

Ces moyens peuvent être regroupés dans 2 familles :

- confortement et protection de berge par des techniques lourdes, type microberlinoise,
- acquisition et mise en sécurité des parcelles, avec protection des berges par technique végétale.

La 1^{ère} solution, estimée à 3 450 000 € TTC, est à déconseiller compte tenu de l'artificialisation des berges qu'elle suscite.

La 2^{ème} solution est estimée à 3 150 000 € TTC, dont 2 850 000 € TTC pour les acquisitions y compris frais de notaire et la mise en sécurité (démolition et clôture) et 300 000 € TTC pour la protection des berges par technique végétale. La nature des travaux envisagés, beaucoup plus respectueuse de l'environnement, est en cohérence avec la doctrine nationale et les recommandations du SAGE Lez Mosson. En revanche, elle ne garantit pas la tenue des berges en cas de crue importante.

Considérant que le risque grave pour les vies humaines est bien établi, et que le coût des travaux de confortement est supérieur au coût d'acquisition des biens particulièrement vulnérables, les dispositions de la loi « Barnier » peuvent être appliquées à cette 2^{ème} solution. Ainsi le taux de subvention pour l'acquisition et la mise en sécurité des biens exposés à un risque majeur est de 100 %.

Compte tenu de ces éléments, c'est cette 2^{ème} solution qu'il est proposé de privilégier. Aussi, et afin de constituer un dossier sollicitant l'Etat en vue de l'attribution des fonds Barnier, des visites de terrain et des réunions de concertation ont eu lieu avec les riverains concernés. Ils ont aujourd'hui tous confirmé par écrit leur accord de principe pour la vente de tout ou partie de leur bien sur la base des estimations transmises au préalable par le service des Domaines.

Propriétés concernées :

Parcelles	Propriétaires	Biens concernés	Acquisition totale ou partielle
CO 17	M et Mme LAVIGNE	Garage	Partielle
CO 27	M et Mme OLIVES	Habitation et garage	Totale
CO 154	M. et Mme PIPAULT	Habitation et piscine	Totale
CP 499	M. et Mme RAGOT	Remise non occupée	Partielle
CP 491 et CP 493	M. PETERS	Habitation	Totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'acquisition amiable des parcelles cadastrées CO17, CO27, CO154, CP491, CP493 et CP499 afin de procéder à leur démolition pour les soustraire au risque d'affaissement de la berge à leur endroit ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter des subventions les plus larges possibles auprès de L'État pour mener à bien ce projet ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et à déposer tout permis de démolir.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142589-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE
L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– CONVENTION TRIPARTITE RELATIVE À LA COLLECTE ET À L'USAGE DES
CONTENEURS ENTERRÉS POUR LE PRÉ STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS DES
RÉSIDENCES COLLECTIVES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure dans le cadre de ses compétences le service public de gestion des déchets ménagers et assimilés. Elle met notamment à disposition les contenants, sacs ou bacs roulants, permettant la présentation des déchets à la collecte. En complément, la Métropole co-finance avec les communes membres la mise en place et exploite des équipements de conteneurisation enterrés permettant ainsi d'améliorer l'environnement urbain, en particulier dans les centres anciens.

Les bailleurs sociaux, les aménageurs et promoteurs privés de la construction, mais aussi certains syndicats de gestion des résidences collectives dans le cadre de travaux de rénovation, envisagent également, de plus en plus, des solutions faisant appel à la conteneurisation enterrée des déchets produits par les habitants. Les conteneurs enterrés permettent en effet de limiter l'emprise d'un local dans le bâti, d'éviter une prestation de rentrée et sortie des bacs roulants et apportent une solution esthétique au pré stockage des déchets.

Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi régulièrement consultée pour la réalisation de tels équipements.

Ces équipements, construits en domaine privé, sont entièrement à la charge des aménageurs. Leur maintenance et leur entretien quotidien relèvent de la responsabilité des gestionnaires privés ou bailleurs. Par conséquent, il est nécessaire de définir et d'encadrer les modalités d'usage et d'entretien de ces matériels, permettant à la Métropole de réaliser le service public de collecte dans de bonnes conditions.

Ainsi, il est proposé d'encadrer les relations, responsabilités et obligations respectives des différents intervenants par une convention tripartite entre la Métropole, le représentant de la résidence et le prestataire de collecte.

Cette convention est établie pour une durée de 5 ans, renouvelable par périodes de 2 ans, afin de prendre en compte la durée de vie des matériels. Elle prévoit des délais maximums de remise en état des matériels détériorés accidentellement ou par défaut de maintenance qui obligerait la mise à disposition par la Métropole, à titre transitoire, de bacs roulants afin d'assurer la continuité du service public d'élimination des déchets.

Passés ces délais, il sera proposé au gestionnaire, soit de résilier la convention, à condition que des dispositions pérennes satisfaisantes soient trouvées pour une collecte en bacs roulants, soit que les réparations soient effectuées par la Métropole au frais du gestionnaire, sur la base d'un tarif horaire de main d'œuvre et le cas échéant de mise à disposition d'engins de levage et du coût d'achat des pièces de rechanges.

La convention dispose que seront mises, à la charge des gestionnaires, les prestations de nettoyage et désinfection des parties extérieures et intérieures des conteneurs enterrés qui seraient réalisées par la Métropole, après mise en demeure, dans un souci de préservation de la salubrité publique, en particulier pour les dispositifs installés en bordure et ouvert sur le domaine public. Elle fait ainsi référence à des tarifs qui seront précisés dans la cadre général des délibérations tarifaires de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle de convention tripartite relative à la collecte et à l'usage des conteneurs enterrés pour le pré stockage des déchets ménagers des résidences collectives ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14657

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142505-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– ADHÉSION AUX ASSOCIATIONS AMORCE, METHEOR ET AVPU - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion aux associations AMORCE, METHEOR et AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine).

L'association AMORCE est le premier réseau français indépendant d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités et autres acteurs locaux en matière de gestion territoriale des déchets et de politique énergie climat des territoires.

L'association METHEOR, quant à elle, regroupe les collectivités et leurs groupements engagés dans une politique de gestion des déchets par voie de méthanisation, ainsi que les professionnels concernés.

L'AVPU a enfin pour objectif de faire progresser la propreté urbaine et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens, par le partage d'expériences et la mise en place d'un référentiel commun permettant de développer une vision objective et des indicateurs de la propreté.

En qualité d'adhérent, Montpellier Méditerranée Métropole peut ainsi échanger et profiter des retours d'expériences sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ces domaines de compétences et d'une documentation technique de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'élèvent pour 2017 à 6 910 € pour AMORCE part fixe de 246,85 € augmentée d'une part variable de 0.01484 euros par habitant, 2 000 € pour METHEOR et 2 000 € pour l'AVPU, ces derniers montants étant fixes.

Sous réserves de maintien des règles fixant les montants de ces cotisations et des inscriptions aux budgets de la Métropole des dépenses correspondantes, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de ces adhésions par reconduction tacite jusqu'en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement des adhésions de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations AMORCE, METHEOR et AVPU jusqu'en 2020 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, M. C. MEUNIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141003-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

PROXIMITÉ, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PÊCHE – FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE LA PROTECTION TERRITORIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole a la particularité d'être à la connexion de plusieurs écosystèmes révélant une richesse environnementale exceptionnelle qu'il convient de préserver et de valoriser.

En ce sens, la Métropole souhaite être toujours réactive et exemplaire dans les mesures à prendre pour protéger et préserver les espaces naturels et agricoles, la faune et la flore de son territoire.

Actuellement, la prolifération de sangliers aux abords des territoires urbains et péri-urbains entraîne une multiplication alarmante de nuisances et des dégâts importants, particulièrement pour les exploitants agricoles.

Fidèle à sa volonté de poursuivre une relation de proximité forte tant avec les citoyens qu'avec les associations concernées, la Métropole ambitionne de renforcer les mesures de protection de son territoire en s'associant avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault afin d'acheter trois cages pièges, dont le coût est estimé à 5040€ TTC. Ces cages pièges sont destinées à capturer les sangliers qui sont en surpopulation, ceci afin de réduire les risques de dégâts qu'ils pourraient occasionner dans le milieu urbain et péri-urbain à forte densité de population.

La convention de partenariat envisagée s'inscrit naturellement dans la coopération territoriale que la Métropole souhaite développer. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à céder les cages qu'elle aura acquises à la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault qui en contrepartie exécutera toute démarche d'autorisation nécessaire auprès des services préfectoraux pour disposer les cages sur le territoire métropolitain.

Cette convention est conclue pour trois ans et fera l'objet d'une évaluation de résultats au terme de chacune des années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2017;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142426-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE DES MÉDECINS ET PSYCHOLOGUES - INSTAURATION DE L'INDEMNITÉ - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans la continuité du Pacte de Confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a placé la coopération au cœur de son projet politique et s'est notamment engagée dans une démarche de mutualisations avec la Ville de Montpellier, par la constitution de services communs, en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Les services communs gérés par Montpellier Méditerranée Métropole amènent de nouvelles expertises dans ses effectifs. Il en est ainsi des postes de médecins et de psychologues dans le cadre du service commun de pôle ressources humaines et relations sociales, approuvé par la délibération n°14569 du 29 mars 2017.

Il est proposé, après avis du Comité technique, d'instaurer un régime indemnitaire pour les agents titulaires, stagiaires et contractuels des cadres d'emplois des médecins et des psychologues territoriaux, en application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les primes et indemnités versées seront proratisées pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

L'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler le régime indemnitaire.

Cadre d'emploi des médecins territoriaux :

- Indemnité spéciale des médecins conformément au décret n°73-964 du 11 octobre 1973 : montant individuel établi dans la limite du crédit global annuel calculé par référence au taux moyen annuel fixé par arrêté ministériel, sans excéder le taux moyen majoré de 100%.
- Indemnité de technicité des médecins conformément au décret n°91-657 du 15 juillet 1991 : montant individuel établi dans la limite du crédit global annuel calculé par référence au taux moyen annuel fixé par arrêté ministériel, sans excéder le double du taux moyen

Conformément aux articles 1er des décrets n°73-964 et n°91-657 précités, ces indemnités sont modulables en fonction de la manière de servir. Cette modulation sera établie selon les conditions établies chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'attribution de la part complémentaire du régime indemnitaire, instituée par la délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

Cadre d'emploi des psychologues territoriaux :

- Indemnité de risques et de sujétions spéciales conformément au décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 : montant individuel établi dans la limite de 150 % du montant de référence fixé par arrêté ministériel.

Conformément à l'article 3 du décret n°2006-1335 précité, cette indemnité est modulable en fonction de la manière de servir. Cette modulation sera établie selon les conditions établies chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'attribution de la part complémentaire du régime indemnitaire, instituée par la délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Régime Indemnitaire telles que décrites ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14633

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142748-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS,

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I -Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 19 avril 2017.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 19 avril 2017.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142067-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - INTERCEPTEUR EST - COMMUNE DE LATTES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LA PARCELLE BX N°246 (ANCIENNEMENT CADASTRÉE BX N°25) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre du Schéma directeur d'assainissement approuvé par délibération en date du 21 décembre 2004, il a été prescrit le raccordement des effluents des communes de Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, Clapiers ainsi que des secteurs Nord de Montpellier, à la station d'épuration intercommunale MAERA, située sur la commune de Lattes.

Ce raccordement nécessitant la pose d'un réseau d'assainissement des eaux usées sur plusieurs kilomètres, une déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 9 octobre 2007, prorogée jusqu'au 7 octobre 2017, a été établie pour la réalisation des travaux.

La parcelle cadastrée BX n°246, anciennement cadastrée BX n°25, sise commune de Lattes, appartenant à M. MICHEL Éric, a été impactée par les travaux de réalisation de la canalisation ayant fait l'objet de la DUP.

Une convention de servitude a été signée le 5 décembre 2006 par laquelle le propriétaire a consenti une servitude de passage de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 322 m² au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, sur le foncier en question. Cette convention a été approuvée par décision n°2007-81 du 8 février 2007. La réitération par acte authentique de la constitution de servitude a été confiée à l'étude de Maître CAULIER, notaire à Baillargues et devrait intervenir prochainement.

Un référé préventif préalable aux travaux a été effectué par M. André GRANIER, expert auprès de la Cour d'Appel de Montpellier le 19 décembre 2006 et transmis le 10 janvier 2007. Un constat contradictoire faisant suite à la fin des travaux de pose de la canalisation a été établi le 29 novembre 2007. Il y fait état de plusieurs réserves concernant l'état des terrains et de la maison, notamment la remise en état de la climatisation. De plus, M. André GRANIER a constaté, le 10 mars 2009, suite à la fin des travaux, l'apparition de fissures non structurelles sur les murs de la maison de M. Eric MICHEL.

M. Eric MICHEL a avancé les frais de réparation des troubles survenus dans sa maison suite à la réalisation des travaux de pose de cette canalisation.

Afin de réparer les préjudices subis par M. Éric MICHEL et de prévenir toute procédure contentieuse, les services de la Métropole se sont rapprochés du propriétaire et ont trouvé un accord en réparation des préjudices subis dont les modalités sont les suivantes :

- Indemnisation de M. Éric MICHEL à hauteur de 4 849,56 € (quatre mille huit cent quarante-neuf euros et cinquante-six cents) correspondant au montant de la facture des travaux qu'il a effectué pour la réparation de sa maison suite aux fissures apparues consécutivement aux travaux menés par la Métropole sur sa propriété et constatées par M. André GRANIER dans son accédit du 10 mars 2009,

- Indemnisation de M. Éric MICHEL à hauteur de 3 159, 83 € (Trois mille cent cinquante-neuf euros et quatre-vingt-trois cents) correspondant au montant de la facture des travaux nécessaires à la remise en état de la climatisation endommagée par l'entreprise SOGEA SUD qui réalisait les travaux pour le compte de la Métropole sur la propriété de M. Éric MICHEL.

Pour sa part, M. Éric MICHEL s'engage à renoncer à toute demande d'indemnité supplémentaire relative aux préjudices faisant l'objet du protocole, ayant eu lieu pendant les travaux ayant fait l'objet d'un constat d'achèvement en date du 29 novembre 2007 ainsi qu'à tout recours et à toute autre prétention de quelque nature que ce soit, en liaison avec les travaux effectués par la Métropole sur ledit foncier.

Afin de formaliser cet accord, il est proposé la signature du protocole d'accord approuvé par M. Éric MICHEL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'un protocole transactionnel avec M. Éric MICHEL en réparation des préjudices subis suite aux travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole sur sa parcelle cadastrée BX n°246 sise commune de Lattes,
- approuver les termes du protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141581-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALEES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - INTERCEPTEUR EST - COMMUNE DE LATTES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LA PARCELLE BZ37 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre du Schéma directeur d'assainissement approuvé par délibération en date du 21 décembre 2004, il a été prescrit le raccordement des effluents des communes de Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, Clapiers ainsi que des secteurs Nord de Montpellier, à la station d'épuration intercommunale MAERA, située sur la commune de Lattes.

Ce raccordement nécessitant la pose d'un réseau d'assainissement des eaux usées sur plusieurs kilomètres, une déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 9 octobre 2007, prorogée jusqu'au 7 octobre 2017, a été établie pour la réalisation des travaux.

La parcelle cadastrée BZ n°37, sise commune de Lattes, appartenant à M. Luc MICHEL, a été impactée par les travaux de réalisation de la canalisation ayant fait l'objet de la DUP. A cet effet, une convention de servitude a été signée le 5 décembre 2006 par laquelle le propriétaire a consenti une servitude de passage de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 3 916 m² au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue au 1^{er} janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole, sur le foncier en question. Cette convention a été approuvée par la décision n°2007-80 du 8 février 2007. La réitération par acte authentique de la constitution de servitude est confiée à Maître GRASSET, notaire à Baillargues, et devrait intervenir prochainement.

Cette parcelle a été donnée à bail au GAEC Les Saveurs de Lattes qui l'exploite depuis 1998.

Parallèlement à la constitution de servitude, et afin de pouvoir réaliser les travaux préalablement à constitution par acte authentique de la servitude, le GAEC Les Saveurs de Lattes a consenti au profit de la Métropole, une convention d'occupation temporaire pour travaux portant sur une emprise de 22 873 m² d'une durée de 12 mois, approuvée par la décision n°2007-82 du 8 février 2007. Un référé préventif préalable aux travaux a été effectué par M. André GRANIER, expert auprès de la Cour d'Appel de Montpellier le 19 décembre 2006 et transmis le 10 janvier 2007. Un constat contradictoire faisant suite à la fin des travaux de pose de la canalisation a été établi le 29 novembre 2007. Il y fait état de plusieurs réserves, notamment concernant l'état des terrains.

Afin de permettre l'exploitation normale des surfaces ayant subi les travaux, le GAEC a engagé des frais de remises en état des terrains : apport de terres, utilisables en agriculture biologique, en remplacement du remblai effectué par l'entreprise pour combler la tranchée réalisée dans le cadre de la pose de la canalisation, travaux de nivellement et de décompactage de terres afin de pouvoir réimplanter les serres.

Afin de réparer les préjudices subis par le GAEC Les Saveurs de Lattes et de prévenir toute procédure contentieuse, les services de la Métropole se sont rapprochés de l'exploitant et ont trouvé un accord en réparation des préjudices subis dont les modalités sont les suivantes :

- indemnisation du GAEC Les Saveurs de Lattes à hauteur de 6 316,76 € (six mille trois cent seize euros et soixante-seize cents) correspondant au montant des travaux engagés pour la reconstitution d'une nature de sol équivalente à celle existante avant la réalisation des travaux et son analyse nécessaire pour l'utilisation en agriculture biologique,
- indemnisation du GAEC Les Saveurs de Lattes à hauteur de 4 245,80 € (quatre mille deux cent quarante-cinq euros et quatre-vingts cents) correspondant au montant des travaux engagés pour la réimplantation des serres.

Pour sa part, le GAEC Les Saveurs de Lattes s'engage à renoncer à toute demande d'indemnité supplémentaire relative aux préjudices faisant l'objet du présent protocole ayant eu lieu pendant la réalisation des travaux achevés au mois de novembre 2007 sur la parcelle qu'il exploite BZ n°37, sise

commune de Lattes, ainsi qu'à tout recours et à toute autre prétention de quelque nature que ce soit, en liaison avec les travaux effectués par la Métropole sur ledit foncier.

Afin de formaliser cet accord, il est proposé la signature du protocole d'accord approuvé par les représentants du GAEC Les Saveurs de Lattes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'un protocole transactionnel avec le GAEC Les Saveurs de Lattes en réparation des préjudices subis suite aux travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle qu'il exploite cadastrée BZ n°37 sise commune de Lattes,
- approuver les termes du protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141582-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS À LA SOCIÉTÉ BRL EXPLOITATION - CONVENTION DE LIVRAISON AVEC BRL EXPLOITATION ET LA RÉGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010. Elle l'exerce directement sur 13 de ses communes membres.

Le Conseil de Métropole a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en Régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016.

Par délibération en date du 28 avril 2015, a ainsi été créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'objectifs avec la Régie dans laquelle le rôle des deux acteurs est précisé et les objectifs assignés à l'EPIC définis.

Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau sur son territoire, définit la politique de l'eau, en fixe les grands objectifs et notamment établit les conventions d'alimentation en eau potable et de desserte en eau brute en cohérence avec sa politique d'aménagement et de développement de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est chargée de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute et à ce titre, assure la bonne exécution des conventions de vente et d'achat d'eau en gros, existantes ou à venir, conclues par elle et Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre et afin d'assurer ses missions, la Régie gère des contrats de livraison et de fourniture d'eau signés avec BRL Exploitation dont, la convention de livraison d'eau à partir de la station de traitement du Crès qui s'est éteinte le 31 décembre 2016.

En effet, le schéma directeur d'alimentation en eau potable sur le territoire de la Métropole adopté en mai 2013 prévoit l'arrêt de cette station sous réserve que certains aménagements aient été réalisés sur les ouvrages d'adduction et de surpression de la Métropole.

A ce jour, l'avancement du programme de travaux ne permet pas de valider l'arrêt définitif de la station de traitement BRL. Il convient donc d'établir une nouvelle convention pour une durée fixée à trois ans, faculté étant laissée à Montpellier Méditerranée Métropole d'y mettre fin de manière anticipée.

Comme dans la convention précédente, le volume minimum à livrer s'établit à 430 000 m³ par an. Une revalorisation financière annuelle de 21 371 € HT est instaurée en contrepartie des frais supportés par BRL Exploitation pour le raccordement des eaux résiduaires de process de l'usine au réseau d'assainissement de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de livraison d'eau potable à partir de l'usine du Crès conclue avec BRL Exploitation et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14653

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142602-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international, qui fait partie de ses compétences.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Soutien à l'organisation du championnat de France de pétanque des polices municipales.

L'organisation du 15ème championnat de France de pétanque des polices municipales aura lieu cette année sur la commune de Pérols.

Les compétitions se dérouleront les samedi 9 et dimanche 10 septembre 2017 dans différents espaces de la commune et les phases finales auront lieu dans les arènes municipales.

Près de 260 compétiteurs sont attendus de toute la France mais également de Suisse. Le championnat est organisé en doublette formée et débutera par une phase de poule. Dans ce contexte, de nombreuses animations pédagogiques et ludiques seront mises en place autour des aires sportives afin de sensibiliser les publics aux missions de la police dans les communes mais aussi aux traditions et à la culture taurine propre à notre territoire (organisation de courses camarguaises).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à l'association organisatrice de la manifestation « l'amicale de la police de Pérols » à hauteur de 500 €.

2/ Organisation des phases finales TOP 16 jeunes d'échec.

Au plus haut niveau national, l'association sportive des « Echecs Club de Montpellier » est le premier club de l'Hérault et de la Région en termes de titres et le seul club de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée à être représenté dans les 3 plus grandes compétitions d'élite d'échec par équipe : le TOP 12 mixte, le TOP 12 féminin et le TOP 16 Jeunes.

Pour les 50 ans du club, ce club d'échec aura le plaisir et la responsabilité d'organiser un événement majeur de la scène échiquéenne française : les phases finales du TOP 16 adulte mixte qui se dérouleront du 20 au 30 mai 2017.

Des joueurs, entraîneurs et accompagnants de toute la France seront présents à Montpellier du 3 au 5 juin 2017 pour voir s'affronter les 16 meilleurs équipes jeunes de France comprenant 128 joueurs d'élite pour le titre de champion de France.

A cette occasion, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'apporter son soutien financier à l'association « Echecs Club Montpellier » pour un montant de 500 €.

3/ L'organisation de 2 nouvelles étapes métropolitaines du Grand Prix de Tambourin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole est depuis 2010 partenaire de l'organisation des « Masters de Tambourin » à Cournonterral, événement médiatique de la scène du sport tambourin. La prochaine édition des Masters se déroulera les 1, 2 et 3 août 2017.

Afin de faire rayonner ce sport séculaire sur le territoire de notre Métropole, le comité sport tambourin Hérault organisera, en amont des Masters de Tambourin 2017, deux étapes du grand prix de tambourin de Montpellier Méditerranée Métropole, le 6 juillet à Jacou et le 20 juillet à Cournonsec. La finale de ce grand prix se déroulera le 1^{er} août 2017 à Cournonterral.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une aide financière exceptionnelle de 2000€ au comité sport tambourin Hérault qui aura la charge de l'organisation des deux compétitions de tambourin à Jacou et Cournonsec.

4/ Soutien à l'association « Montpellier Tandem Club Handisport » pour l'organisation de trois journées sportives à destinations de personnes en situation de handicap.

L'association « Montpellier Tandem Club Handisport » propose la pratique du vélo en tandem à des personnes en situation de handicap depuis près de 30 ans sur le territoire montpelliérain.

Cette association organisera les 16, 17 et 18 juin 2017, trois journées exceptionnelles de découverte de la pratique du vélo en tandem et du bateau à voile biplaces pour des personnes en situation de handicap visuel principalement. La pratique du tandem et du bateau nécessitera donc la participation de guides « valides » engagés dans ces actions.

Cette opération a pour finalité de proposer des activités sportives à des personnes en situation de handicap afin de rompre avec l'isolement induit par leur handicap et de les sensibiliser aux biens-faits du sport pour leur santé.

Près de 30 familles de personnes handicapées seront invitées à découvrir la pratique du vélo en tandem et partager ces moments de sport et de convivialité.

Afin de permettre la tenue de ces journées sportives et solidaires Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter un soutien financier d'un montant de 500 € à l'association « Montpellier Tandem Club Handisport ».

5/ Organisation d'une étape officielle du championnat de France Elite de Rugby à 7.

Disputé aux Jeux Olympiques de 1900 à 1924 dans sa version à XV, c'est sous la forme de rugby à 7 que le rugby est revenu au programme de Jeux Olympiques de Rio en 2016.

Cette discipline en plein essor, qui assure un rugby rapide et précis, voit l'émergence de nations « non traditionnelles » au plus haut niveau des classements mondiaux, tel le World Sevens Series (championnat mondial annuel).

Depuis 2016, le Med Sevens est une étape officielle du championnat de France Elite à 7.

Pour la première fois depuis son existence (2011), le tournoi aura lieu au complexe sportif « Yves du Manoir » où une vingtaine d'équipes masculines s'affronteront durant le week-end. Des animations seront proposées au public pendant la manifestation.

Afin de pouvoir accueillir cet événement les 3 et 4 juin 2017 sur les terrains du complexe sportifs Yves du Manoir, et faire rayonner ce sport sur le territoire de la Métropole, il est proposé d'attribuer une subvention de 500 € à l'association organisatrice « Esprit Sud SEVENS ».

6/ Soutien financier au comité départemental Handisport de l'Hérault.

Le comité départemental Handisport de l'Hérault organise, avec la Commission fédérale de Natation Handisport, le championnat de France de natation niveaux nationale I et nationale II du jeudi 29 juin au 2 juillet 2017 à la piscine olympique d'Antigone.

Cet événement, agréé par les instances internationales, rassemblera pendant 4 jours près de 300 compétiteurs venus de toute la France. Cette compétition représentera le dernier rendez-vous des athlètes français avant les championnats du monde prévus au Mexique.

Délibération n° 14649

Reconnu comme un haut lieu de la natation, Montpellier et sa Métropole souhaite soutenir financièrement la concrétisation de cet événement majeur pour l'Handisport sur son territoire en apportant une aide de 4 500 € à destination du comité départemental Handisport de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions ainsi que leurs affectations, dont le versement sera conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142533-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ADHÉSION 2017 À L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le sport en général et le sport professionnel en particulier sont en constante évolution. Leur approche par les collectivités territoriales et leur groupement nécessite d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif.

C'est dans cet esprit que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prolonger le bénéfice pour toutes les communes membres de la Métropole d'une adhésion à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES).

Cette association a pour but :

- de renforcer les échanges entre les communes par l'intermédiaire de leurs élus chargés des sports et de l'animation sportive, afin de favoriser le partage des expériences en matière de développement des activités sportives ;
- d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels de ses membres en toute matière relative aux activités et aux infrastructures sportives, y compris par voie d'action ou d'intervention en justice ;
- d'assurer la représentation collective de ses membres auprès de l'Etat, du mouvement sportif, des organismes d'aménagement des normes des équipements sportifs et d'homologation des enceintes sportives et de sécurité des manifestations sportives ;
- de constituer un organe de réflexion consultatif en matière de gestion, d'organisation des activités physiques et sportives, de concertation et négociation avec tous les organismes ayant une influence sur la vie sportive de l'entité.

La cotisation pour l'année 2017, calculée en fonction du nombre d'habitants de chaque commune est fixée à 4 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ANDES ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de la Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-L. MEISSONNIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142526-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORTS ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ENGAGEMENT DE LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS 2020-2030

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) définit, pour les 10 ans à venir, les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité. Il est établi en compatibilité avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie et avec les objectifs du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires). Il doit répondre également aux objectifs définis pour chaque polluant du Plan de protection de l'atmosphère.

Le PDU en vigueur sur la période 2010-2020 a pour objectif de définir une politique globale des mobilités. L'objectif visé est de réduire la part modale de l'automobile de 10% d'ici 2020, soit l'équivalent d'une diminution de 23% à l'horizon 2020 de l'émission des Gaz à Effet de Serre (GES) issus des transports, malgré la croissance des besoins en mobilité générée notamment par l'évolution démographique et par l'attractivité de l'aire montpellieraine.

Depuis l'approbation du PDU actuellement en vigueur, le contexte législatif a évolué, notamment par :

- la loi du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) qui impose au SCoT et au PDU d'être compatibles avec (SRADDET) ;
- la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), promulguée le 17 août 2015, visant le développement de solutions de transports plus vertueuses et qui met l'accent sur l'électromobilité.

L'élaboration du PDU 2020-2030, quant à elle, doit notamment prendre en compte :

- la transformation en Métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dotée d'un ensemble de compétences qui lui permet de jouer un rôle renforcé en matière de mobilité, tout particulièrement par la mobilisation combinée de celles qui concernent : le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ; le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ; le Plan climat air énergie territorial ; la contribution à la transition énergétique ; l'organisation des transports publics ; la création ; l'aménagement et l'entretien de voirie, des parcs et aires de stationnement ; de signalisation et d'abris de voyageurs et la lutte contre la pollution de l'air et de nuisances sonores ;
- l'élaboration du projet « Montpellier Métropole Territoires » qui a permis à la Métropole de définir, en lien avec les Maires des 31 communes, les valeurs fondatrices du développement et de l'aménagement durable du territoire pour les décennies à venir ;
- la mise en révision du SCoT, afin notamment d'édicter des orientations stratégiques entre les principes d'urbanisation et le développement des mobilités sur le territoire de la Métropole ;
- l'élaboration du PLUi, précédant de quelques mois l'élaboration du PDU.

Les déplacements constituent l'un des sept piliers stratégiques de développement de Montpellier Méditerranée Métropole, car ils participent étroitement à son attractivité. En effet, la qualité des réponses à apporter à l'accroissement des besoins en mobilité à toutes les échelles, constitue un enjeu essentiel pour accompagner l'évolution des modes de vie, la croissance de la population et des emplois, le développement économique du territoire, son attractivité touristique, ses cohésions territoriales et sociales, la transition énergétique, la lutte contre le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre et pour corriger les effets de l'étalement urbain dans le grand périurbain.

Dans la continuité du Plan de Déplacements Urbains en vigueur, Montpellier Méditerranée Métropole entend poursuivre des objectifs volontaristes pour son prochain PDU, en prenant en compte l'accroissement et la diversification de la demande en déplacements et en s'appuyant sur le potentiel que constitue le doublet de ligne ferroviaire et sur l'efficacité de son réseau de tramway, afin de diminuer les trafics automobiles.

Il s'agit ainsi de déterminer les principes régissant l'organisation du transport dans l'objectif d'accompagner la mobilité pour tous et à toutes les échelles :

- en étroite cohérence avec les communes de la Métropole, les territoires voisins et les autres Autorités Organisatrices des Transports ;
- en tenant compte de la progression des mobilités en nombre, en distance et en complexité, dans un contexte de croissance démographique, confirmé à l'échelle de la grande aire urbaine dans laquelle s'inscrit le territoire de la Métropole ;
- en intégrant notamment les enjeux démographiques, économiques, environnementaux, de santé publique, de transition énergétique et climatique et le projet de développement et d'aménagement durable du territoire de la Métropole, afin d'assurer la meilleure cohérence spatiale entre les réseaux de déplacements et l'organisation urbaine.

Le PDU 2020-2030 sera élaboré en répondant aux enjeux suivants :

- connecter la Métropole, porte de la Région Occitanie sur la Méditerranée, aux échelles internationales, nationales et régionales, en s'appuyant en priorité sur le développement du réseau ferré européen, national, intercités et régional, ainsi que sur l'Aéroport international Montpellier Méditerranée ;
- protéger le territoire métropolitain des flux de transit, notamment par l'achèvement des contournements routiers de Montpellier et par la programmation des autres voies nouvelles qui lui font encore défaut ;
- améliorer, en lien avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Transports concernées, la maîtrise des échanges entre la Métropole et les villes de la grande aire urbaine de Montpellier et les territoires voisins en plein développement, pour favoriser le report des populations « pendulaires », sur des modes de transports alternatifs à l'« autosolisme » ;
- favoriser les intermodalités en s'appuyant en particuliers sur des PEM situés notamment sur les « Portes métropolitaines » et sur des lieux adaptés aux rabattements des flux périurbains pour un meilleur accès aux pôles attracteurs de la Métropole et des territoires voisins ;
- poursuivre la constitution d'un réseau de transports en commun attractif et efficace, pour mieux relier les communes de la Métropole, en connexion avec la desserte des territoires voisins et en cohérence avec le projet d'aménagement de territoire de la Métropole, en s'appuyant notamment sur la mise en place d'une tarification et d'une billettique intégrée et en poursuivant une politique maîtrisée du stationnement ;
- promouvoir la ville des courtes distances et le développement des modes actifs en développant un réseau doux continu, plus dense et sécurisé et mieux identifiable, et sur l'émergence de modes innovants (vélos et trottinettes électriques, roller...), ainsi que sur un partage plus équitable de l'espace public intégrant les objectifs visés par le PDU ;
- accompagner le développement de l'éco-distribution des marchandises en ville, en particulier par le développement de modes de transports décarbonnés et mutualisés et par un réseau d'espaces logistique urbains permettant d'optimiser le transport logistique et de minimiser les nuisances qu'il génère. Il s'agira de s'appuyer notamment sur le MIN (dont le positionnement futur doit faire l'objet d'un schéma directeur à engager concomitamment à l'élaboration du PDU), notamment en lien avec le réseau ferré, le Port de Sète et le canal du Rhône à Sète ;
- promouvoir les plans de mobilité des entreprises pour encourager à l'usage des transports collectifs.

Les études actuellement en cours, comme le Schéma directeur des mobilités, le Schéma directeur de la logistique et le Schéma directeur des mobilités actives devront être compatibles avec ses orientations, tout en alimentant le contenu du PDU.

Conformément à l'article 28-2 de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982, codifiée aux articles L 1214-1 et suivants du Code des transports, le nouveau Plan de Déplacements Urbains sera établi à l'échelle du périmètre de transports urbains correspondant au périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole. Au-delà de ce périmètre d'action de l'autorité organisatrice compétente, un périmètre de réflexion élargi à l'aire urbaine de Montpellier sera également pris en compte afin d'éclairer les enjeux des déplacements urbains aux différentes échelles territoriales concernées.

Aussi, et conformément à l'article 28-2 de la LOTI, les services de l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault seront associés à la démarche d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030.

Conformément à l'article L 5211-10-1 IV du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole, sera consulté au cours de la procédure.

En application de l'article L1214-15 du Code des transports, le projet de PDU sera arrêté par le Conseil de Métropole, puis soumis pour avis à l'ensemble des communes, au Conseil Départemental de l'Hérault et à la Région Occitanie, ainsi qu'aux autorités administratives compétentes de l'Etat.

Les organismes consulaires, les représentants des professions et usagers des transports, les associations, notamment représentant des personnes handicapées ou à mobilité réduite seront consultés à leur demande sur le projet.

Le projet de PDU arrêté fera l'objet d'une enquête publique sur une durée comprise entre 30 jours et deux mois.

Afin de mener à bien la révision du PDU, la Métropole se fera assister par un prestataire désigné suite à une procédure de mise en concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la démarche d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1137402-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - NAVETTES DES PLAGES ÉTANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS - CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral montpelliérain.

Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2017, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 17 juin au 3 septembre inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif mis en place pour 2016, qu'il est proposé de reconduire en 2017, est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût,
- enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée contractuellement à 0,9422 H.T. € (1,0364 TTC €) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Par ailleurs concernant le bilan de fréquentation de juin à septembre 2016, il s'établit de la manière suivante :

- nombre de validations titres TaM : 140 740 ;
- nombre de validations titres HT (pour information) : 17 004 ;
- dont nombre de validations « titre spécifique » vendu à bord : 11 514.

En conséquence, le montant de la compensation tarifaire à verser par la Métropole à Hérault Transport au titre de 2016 s'élève à :

$$(140\,740 - 11\,514) \times 1,0364 = 133\,929,83 \text{ € TTC}$$

A l'issue de la saison estivale 2017, un bilan sera établi pour la poursuite de l'opération en 2018 dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de compensation tarifaire à intervenir avec le SMTCH, et approuver le montant de la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole pour 2016 fixée à 133 929,83 € TTC,
- valider le bilan 2016,
- dire que les recettes et dépenses sont inscrites au chapitre 65 du budget annexe des Transports,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142771-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à

l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÉCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (GIHP) - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Malgré les efforts importants réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole pour rendre son réseau de transports urbains accessible au plus grand nombre de personnes à mobilité réduite, les aménagements réalisés ne permettent pas toujours aux personnes présentant des handicaps lourds d'y accéder.

Compte tenu de l'ensemble des contraintes spécifiques liées à certains handicaps (aide personnalisée adaptée, service porte à porte avec prise en charge au domicile, accompagnement), ces personnes ont besoin d'un service de transport spécialisé dont le niveau de qualité ne peut pas être assuré dans le cadre d'un réseau de transport public traditionnel.

Le service de transport adapté du Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques en Languedoc-Roussillon (GIHP-LR) qui relève d'une initiative associative privée reconnue d'utilité publique, organise et exécute ce service depuis de nombreuses années auprès des personnes affectées d'un handicap physique lourd.

Depuis juillet 2016, le GIHP, de sa propre initiative, met en service des véhicules électriques aménagés pour le transport de personnes à mobilité réduite.

Ce projet s'inscrit dans la dynamique portée par la récente COP 21 et la politique volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de l'électromobilité.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité le versement d'une subvention exceptionnelle de 47 000 euros. Cette subvention exceptionnelle permet de financer le surcoût lié à l'acquisition de trois véhicules électriques, la mise en œuvre d'une plateforme de recharge ainsi que les infrastructures de recharge nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'attribution de subvention de fonctionnement entre le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées (GIHP) et Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Transport 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 65,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1141623-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), Montpellier Méditerranée Métropole a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de la Métropole. A ce titre, elle contribue au budget du SMTCH.

En zone urbanisée, conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires. En conséquence, le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de Mobilités doivent convenir des modalités d'utilisation de ce réseau.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau de tramway avec ses 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibérations du SMTCH.

Pour l'exercice 2017, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole par les scolaires soit fixé forfaitairement à 8 602 575 €.

La convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention définissant les modalités d'utilisation du réseau urbain par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault pour le transport scolaire pour l'exercice 2017 ;
- dire que la recette est prévue au chapitre 938 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142741-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 AU DROIT DE MONTPELLIER - CONVENTION D'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DÉPLACÉE - PASSAGE SUPÉRIEUR PS993 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Sud de Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'objet de plusieurs grands projets d'infrastructures :

- le contournement ferroviaire à grande vitesse Nîmes – Montpellier (CNM), dont RFF a confié la réalisation à OC'VIA sous forme d'un contrat de partenariat public-privé.
- Le nouveau Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) Montpellier Sud de France, sous maîtrise d'ouvrage RFF. La réalisation de cet ouvrage a été confiée à un groupement dont ICADE est le mandataire au travers d'un contrat de partenariat.
- le déplacement de l'autoroute A9, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par ASF, concessionnaire pour le compte de l'Etat.

Conformément aux engagements réciproques de l'Etat et de la Métropole, pris dans le cadre de la concertation sur ces différents projets, il convenait de rétablir les circulations de part et d'autre de l'autoroute déplacée et d'assurer un accès direct au pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France depuis Montpellier. La réalisation de la nouvelle infrastructure autoroutière devait donc nécessairement comprendre la réalisation d'un ouvrage de franchissement, dans ce secteur.

Pour ne pas obérer les développements ultérieurs de ce secteur en mutation, cet ouvrage de franchissement devait être compatible avec les modes actifs (piétons et vélos) et offrir la possibilité d'y faire circuler à terme un transport en commun en site propre.

Cet ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée (PS993b), partie intégrante du projet de réalisation de la nouvelle infrastructure autoroutière, constitue un élément qui renforcera la desserte du futur Pôle d'Echanges Multimodal, tout en répondant de manière prépondérante à des fonctionnalités d'utilité locale.

Ces engagements ont été formalisés par une convention entre Vinci Autoroutes et Montpellier Méditerranée Métropole approuvée par délibération du Conseil de Métropole le 1^{er} octobre 2014. Dans ce cadre, la Métropole a décidé de prendre en charge le financement intégral des études de conception des deux ouvrages d'art de franchissement de l'infrastructure autoroutière existante (A709) et de l'autoroute déplacée, ainsi que de la construction de l'ouvrage d'art de franchissement de l'autoroute déplacée. Elle a sollicité toutes les subventions possibles sur ces opérations, notamment dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014-2020 et l'Etat a accepté de financer l'ouvrage à hauteur de 50%.

Dans ce contexte, les parties définissent, par convention, les domanialités respectives, les modalités d'exploitation et les obligations de chacune d'entre elles, en matière d'entretien préalablement à la remise d'ouvrage.

Toute éventuelle modification future des dispositions de la convention fera l'objet de la signature d'avenant(s) entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'exploitation de l'ouvrage de franchissement PS933 de l'autoroute déplacée,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142762-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ITINÉRANCE DES SERVICES DE RECHARGE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les contraintes relatives aux gaz à effet de serre, à la tension sur les prix des produits énergétiques, ainsi que le signal sur la fiscalité écologique et le basculement d'une frange importante de la population dans la précarité énergétique, conduisent à repenser globalement les modes de vie et de déplacement au sein de notre société.

En réponse à ces enjeux économiques, environnementaux et sociaux, l'Etat s'est notamment positionné en faveur du véhicule électrique, prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique (loi 2010-788 dite Grenelle 2).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a entériné lors du Conseil de février 2017 son plan de déploiement pour une offre d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE).

Ce projet, soutenu par l'ADEME, porte sur le déploiement de 66 bornes de recharge électrique pour un total de 128 points de charge, représentant un investissement prévu sur l'année 2017 à hauteur de 800k€.

Ce déploiement d'IRVE sur le territoire de la Métropole s'inscrit dans le cadre d'un réseau dénommé REVEO, qui réunit les 9 Syndicats départementaux d'énergie de la Région ainsi que les Métropoles de Toulouse et Montpellier.

Le développement de la mobilité électrique est notamment conditionné par un accès simple à l'information sur les points de charge déployés (localisation, caractéristiques, disponibilité instantanée...), accessible aisément par les utilisateurs en situation de mobilité.

La société GIREVE a été créée dans le but de rendre les infrastructures de recharge visibles et accessibles et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides. Cela permettra pour l'abonné d'un opérateur d'utiliser le réseau d'un autre opérateur au fur et à mesure de son déplacement, sans avoir besoin de souscrire un autre abonnement que le sien et en étant facturé par son opérateur.

Dans ce cadre, GIREVE développe une plateforme de services permettant le référencement précis des points de charge et l'échange de données entre opérateurs. Cette plateforme a pour but d'alimenter différents services développés par GIREVE dans l'intérêt commun de ses partenaires et clients publics ou privés.

Aussi, afin de formaliser cet accord entre la société GIREVE et les opérateurs du réseau REVEO, une convention de partenariat doit être conclue. Elle vise notamment à :

- Permettre la remontée des informations descriptives des bornes déployées sur notre territoire vers la plateforme GIREVE ;
- Mettre en œuvre l'itinérance de la recharge entre les opérateurs REVEO et d'autres opérateurs.

Cette convention s'applique sans aucune contrepartie financière réciproque.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat pour le développement de l'itinérance des services de recharge de véhicules électriques ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142766-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRANSFERT DES ROUTES CLASSÉES DANS LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - ROUTE MÉTROPOLITAINE 610 - DÉVIATION SUD DE CASTRIES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION OCCITANIE - APPROBATION

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

Par délibération n°14401 du 22 décembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le transfert des compétences du Département à la Métropole, notamment la gestion des voiries classées dans le domaine public routier départemental.

Par arrêté préfectoral n°2016-1-1361 du 27 décembre 2016, Monsieur le Préfet de l'Hérault a constaté le transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole sur son territoire.

La commune de Castries est traversée d'Est en Ouest par la route métropolitaine RD610 qui assure les liaisons routières entre l'Hérault et le Gard et relie plus particulièrement l'agglomération de Montpellier à celle d'Alès et de Nîmes via Sommières.

Les routes départementales 26, 54, 65, 106 et 68 (le LIEN) se raccordent sur cet axe principal, désormais métropolitain sur le territoire de la Métropole et anciennement classé au titre des RNIL (Route Nationale d'Intérêt Local). Il accueille un trafic important au niveau de la traversée de Castries dont la majorité est une circulation de transit.

Face aux enjeux de sécurisation de l'itinéraire, de fluidification et de réduction des nuisances, le Département avait engagé, par délibération du 13 mars 2006, l'étude de la déviation de la RD 610 sur la commune de Castries.

Celle-ci a été déclarée d'utilité publique le 11 février 2013 et des travaux d'ouvrage d'art sur la Cadoule ont été réalisés par le Département à compter de 2015.

Ce projet était subventionné à hauteur de 30 % par l'ancienne Région Languedoc-Roussillon, devenue Région Occitanie - Pyrénées-Méditerranée, dans le cadre du financement des programmes routiers, au titre du contrat triennal 2015-2017 conclu avec le Département de l'Hérault.

A la suite du transfert des routes départementales, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit les travaux de terrassement, chaussée et aménagements paysagers inhérents à ce projet. Le montant des travaux restant à réaliser, programmés dès 2017, est estimé à 7 385 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter auprès de la Région Occitanie le maintien de ses aides financières permettant la finalisation de l'opération de déviation de Castries, subventionnée à hauteur de 30 % ;
- approuver la demande de financement formulée auprès de la Région Occitanie pour la réalisation de la déviation Sud de Castries ;
- autoriser le Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette demande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142982-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUÏ à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRANSFERT DES ROUTES CLASSÉES DANS LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - CONVENTION POUR LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DES VÉHICULES TRANSFÉRÉS AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

L'article 90 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit le transfert de la gestion de tout ou partie des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires à la Métropole sur son périmètre.

Par convention, en date du 23 décembre 2016, le Département et la Métropole ont organisé les modalités de ce transfert en fixant le périmètre de la compétence transférée, la compensation due par le Département à la Métropole pour l'exercice de cette nouvelle compétence et les modalités de sa mise en œuvre.

Celui-ci devrait être effectif au 1^{er} juillet 2017.

Le Département assure en régie l'entretien des 4 058 matériels et engins. Il mobilise dans ce cadre 3 ateliers mécaniques principaux et 3 ateliers annexes ainsi que les moyens humains et matériels afférents.

La Métropole qui intégrera à la date susvisée, 47 engins et véhicules, issus de ce parc, dont certains présentant des caractéristiques particulières ne dispose pas, à ce jour, des infrastructures et des services adaptés pour assurer la maintenance de ces nouveaux biens mobiliers.

Afin d'assurer la continuité et la qualité de cette mission essentielle pour la bonne gestion de la nouvelle voirie métropolitaine, elle souhaite donc qu'elle continue d'être assurée de manière provisoire par le Département.

Compte tenu de l'organisation actuelle du Département en matière d'entretien du matériel et considérant le volume du parc transféré à la Métropole, soit 1,16 %, la prestation rendue conserve un caractère marginal au regard de l'activité globale des ateliers mécaniques départementaux et présente un intérêt général pour ces deux pouvoirs adjudicateurs, dont la très grande partie des activités se situe en dehors du marché concurrentiel.

Elle répond en effet à un triple objectif de continuité de service, de sécurisation de l'activité et de préservation des deniers publics par la rationalisation des moyens entre les deux personnes morales concernées par ce transfert.

Dans ce contexte, il est proposé la poursuite des opérations d'entretien par le Département au profit de la Métropole dans le cadre d'une convention de prestations de services conclue en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

La convention et son annexe ont pour objets :

- de définir les modalités d'organisation des prestations de services relevant de l'entretien mécanique du parc roulant transféré par le Département au profit de la Métropole,
- de lister les véhicules et matériels, d'une part, et les prestations, d'autre part, concernés par ces dispositions,
- de définir les modalités de réalisation des prestations et les engagements de chacune des parties,
- de préciser les modalités de remboursement des frais par la Métropole au Département.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2017 pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

Délibération n° 14666

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de la convention relative à l'entretien et la maintenance des véhicules transférés à la Métropole ;
- dire que les dépenses seront inscrites aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142729-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUËL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRAVAUX DE RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER ET DE RENFORCEMENT ÉLECTRIQUE DU POSTE VALENTIBUS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - DEMANDE DE SUBVENTION À HÉRAULT ÉNERGIES

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole, de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales et à l'issue des conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci assure l'entretien et l'aménagement de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires sur le territoire des 31 communes membres.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence Autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distributions d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est assumée soit directement soit déléguée, pour une partie du réseau électrique, à des syndicats intercommunaux.

Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole. Dans ce cadre, Hérault Energies réalise des études pour les travaux d'extension, de renforcement, et de dissimulation des réseaux et propose les plans de financement correspondants.

A ce titre, dans le cadre de la programmation de travaux 2017, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure des conventions avec le syndicat Hérault Energies définissant les principaux droits et obligations des parties pour des projets liés à l'extension et au renforcement de l'éclairage public, en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'ouvrage.

Ainsi, des travaux de raccordement électrique sont prévus sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier, en particulier le raccordement de l'Earl Clos Conti, et des travaux de renforcement électrique sur le poste Valentibus sur le territoire de la commune de Sussargues suivant les plans de financement suivants :

Murviel-lès-Montpellier : raccordement électrique de l'Earl Clos Conti :

- montant total des travaux : 25 256,36 € TTC ;
- subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 17 048,05 € TTC ;
- récupération de la TVA sur les travaux Hérault Energies déduite de la participation prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 3 946,30 € ;
- dépense prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 4 262,01 € TTC.

Sussargues : renforcement électrique du poste Valentibus :

- montant total des travaux : 57 385,45 € TTC ;
- subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 38 735,18 € TTC ;
- récupération de la TVA sur les travaux Hérault Energies déduite de la participation prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 8 955,48 € ;
- dépense prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 9 683,79 € TTC.

Délibération n° 14667

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter les projets de raccordement de l'Earl Clos Saint Conti à Murviel-lès-Montpellier, et de renforcement du poste Valentibus à Sussargues,
- accepter les plans de financement proposés par Hérault Énergies,
- inscrire la dépense au budget de la Métropole au chapitre 908,
- solliciter la subvention de 17 048,05 TTC afférente au projet de la commune de Murviel-lès-Montpellier ,
- solliciter la subvention de 38 735,18 TTC afférente au projet de la commune de Sussargues,
- solliciter Hérault Énergies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions financières avec Hérault Énergies, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19/05/17

Déposé En Préfecture

Le : 19/05/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170517-lmc1142421-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 17 MAI 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le dix-sept mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. S. TORTORICI, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. L. JAOUL à M. Philippe SAUREL, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, M. J. VERA à M. R. CAIZERGUES.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – RÉNOVATION URBAINE DE LA CITÉ GÉLY
À MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA
RÉSIDENTIALISATION ET L'AMÉNAGEMENT DES CŒURS D'ÎLOTS - APPROBATION
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

Le projet de rénovation urbaine du quartier Centre de Montpellier prévoit la rénovation des espaces publics de la Cité Gély et le réaménagement des espaces extérieurs des cœurs d'îlots dans le cadre de la résidentialisation des bâtiments.

La convention territoriale de rénovation urbaine a confié la maîtrise d'ouvrage des espaces publics à Montpellier Méditerranée Métropole, sur des emprises foncières appartenant à ACM/OPH de Montpellier en cours de classement dans le domaine public, et la maîtrise d'ouvrage du réaménagement des cœurs d'îlots à ACM/OPH de Montpellier qui restera propriétaire de ces emprises.

A ce titre, le coût de l'opération, fixé à 5 040 000 euros TTC, sera pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole qui bénéficiera d'aides financières dans le cadre de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes ; la part de travaux de réaménagement des espaces extérieurs des cœurs d'îlots relevant initialement de la maîtrise d'ouvrage d'ACM, fixé à 720 000 euros, sera versée à la Métropole sur présentation des factures acquittées.

Ainsi, pour permettre la réalisation de ces travaux, il est nécessaire d'établir une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM/OPH de Montpellier pour définir les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Métropole et en fixer le terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage à conclure entre la Métropole et ACM pour la résidentialisation et l'aménagement des cœurs d'îlots dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la Cité Gély à Montpellier ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908 ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la dite convention ainsi que tous les documents qui s'y rapportent.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 19/05/17
Déposé En Préfecture
Le : 19/05/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170517-lmc1142571-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

